



Museum and cultural exchange

Musées et échanges culturels

The papers from the Eleventh General Conference of ICOM
Actes de la onzième Conférence Générale de l'ICOM



The International Council of Museums / Conseil International des Musées

Cover illustration: wood engraving representing man
braking through the celestial vault in search of
knowledge of new spheres.

Couverture: gravure sur bois représentant l'homme
traversant la voute celeste a la recherche de nouvelles
spheres.

(Photo: Deutsches Museum)

The International Council of Museums is a professional organization dedicated to furthering links between, and the development of, museums throughout the entire world. Originally founded in Paris in 1946, ICOM now embraces museums of all disciplines in over one hundred countries. It is associated with UNESCO as a category A non-governmental organization and still works from Paris from the UNESCO building which houses the Secretariat and the UNESCO/ICOM Documentation Centre, the world's largest, freely available collection of museological information.

Further copies of this publication, others on museum matters and the ICOM journal *ICOM News* published quarterly with a bilingual text in French and English may be ordered from the Paris Secretariat.

ICOM Maison de l'UNESCO 1 rue Miollis 75732 PARIS
CEDEX 15 France

Le Conseil International des Musées est une organisation professionnelle qui se consacre au développement des musées dans le monde entier. Fondé à Paris en 1946, l'ICOM groupe actuellement des musées de toutes disciplines dans plus de cent pays. Il est associé à l'UNESCO, en tant qu'organisation non-gouvernementale de catégorie A, et son siège se trouve à Paris, où le Secrétariat et le Centre de Documentation UNESCO/ICOM sont abrités par la Maison de l'UNESCO. Le Centre de Documentation possède une collection internationale de documents muséologiques librement accessibles.

Il est possible d'obtenir, en s'adressant au Secrétariat, d'autres exemplaires de la présente publication, ainsi que des ouvrages ou périodiques relatifs aux musées et le bulletin de l'organisation *Les Nouvelles de l'Icom* qui paraît trimestriellement en version bilingue français-anglais.

ICOM Maison de l'UNESCO 1 rue Miollis 75732 PARIS
Cedex 15 France

Museums and
cultural exchange

Musées et
échanges culturels



1. Basile-le-Bienheureux, Moscou (Photo: E. Guillaus)

Museums and cultural exchange

Musées et échanges culturels

The papers from the
Eleventh General Conference of ICOM
Moscow 23-29 May 1977

Actes de la
onzième Conférence Générale de l'ICOM
Moscou 23-29 mai 1977



The International Council of Museums
Conseil International des Musées

Published by the International Council of Museums
UNESCO Subvention 1977—78 DG/4.5

© 1979 International Council of Museums

BCA Graphics
Printed in Great Britain by
Parchment (Oxford) Ltd.

ISBN 92-9012-002-9

Photographs 3 and 8 are reproduced from *Museum*, vol. xxix, 4 (1977);
photographs 4 and 5 from *Museum*, vol. xx, 4 (1967);
photograph 15 from *Museum*, vol. xxix, 2/3 (1977);
with the permission of UNESCO.

Editor: Anne RAZY

Contents

Table des matières

1	Discours inaugural du Vice Ministre de la Culture de l'URSS	1
	Inaugural address of the Deputy Minister of Culture of the USSR	17
	V. I. Popov	
2	Message du Directeur Général de l'UNESCO à la douzième Assemblée Générale	33
	Message of the Director General of UNESCO to the Twelfth General Assembly	35
	Amadou-Mahtar M'Bow	
3	Message du Président de l'ICOM	37
	Message from the President of ICOM	39
	Jan Jelinek	
4	ICOM and the development of international contacts between museums	41
	J. Jelinek	
	Les problèmes de la profession muséale dans le monde d'aujourd'hui	50
	H. Landais	
	La politique intellectuelle de l'ICOM: rôle des Comités nationaux et des Comités internationaux	58
	† F. Russoli	
	ICOM and regional action	62
	N. K. Bondzie	

	ICOM's responsibility for the progress of museological research	68
	H. Auer	
5	International museum exchanges as an instrument of mutual enrichment between cultures	77
	J. V. Noble	
	Les échanges d'expositions: phénomène important de l'époque contemporaine	83
	B Piotrovski	
	Exchanges of museum curators, restorers, trainees, and publications	91
	K. Dabrowski	
	Museums and international tourism	96
	S. Fukuda	
6	Protection of cultural and natural heritage at the international level	101
	A. Bose	
	Eléments d'une éthique internationale	114
	T. Moulefera	
	Documentation as an aid in the protection of the international heritage	128
	G. Lewis	
	Le musée dans la solution des problèmes sociaux et culturels	137
	M. Arjona	
7	Conclusions	
	Texte français	141
	English text	146

1 Le musée dans le monde moderne au service de la compréhension mutuelle entre les peuples

V. I. Popov

Vice-Ministre de la Culture de l'URSS

Je désire avant toute chose exprimer ma profonde satisfaction de voir se dérouler dans notre pays la 11ème Conférence Générale du Conseil International des Musées, dont les travaux ont si bien débuté. Nous apprécions hautement l'oeuvre du Conseil et nous nous efforçons d'y participer au mieux.

Nombre d'entre vous ici présents ont sans doute gardé en mémoire les conférences des Comités internationaux pour l'éducation et l'action culturelle, des musées d'archéologie et d'histoire qui se sont déroulées, la première, à Moscou en 1968, et la seconde, à Léninegrad, en 1970. Les collaborateurs des musées soviétiques assistent régulièrement à des conférences analogues convoquées dans différents pays du monde, y prenant une part des plus actives.

Nous avons pu nous convaincre de l'utilité et de l'efficacité de tels contacts, de l'influence bénéfique qu'ils exercent tant sur le développement des musées que sur la formation d'un climat international de confiance accrue, d'amitié et de compréhension mutuelle. Nous considérons ces contacts comme le prolongement normal et un développement du Programme de Paix avancé par le 24ème Congrès du PCUS et poursuivi par le 25ème Congrès de notre parti.

La 11ème Conférence de l'ICOM se déroule dans notre pays à l'heure où tous les peuples de l'Union Soviétique s'apprêtent à fêter le soixantième anniversaire de la Grand Révolution socialiste d'Octobre qui a totalement bouleversé des destinées de notre patrie tout en stimulant grandement le développement de l'humanité toute entière.

Nous tenons à rappeler ici, que le premier acte du jeune Etat des ouvriers et des paysans né de la révolution, fut le décret sur la Paix, que dès ses tout débuts, le gouvernement soviétique, en même temps qu'il inaugurerait une politique de transformation institutionnelle, économique et sociale, s'attacha à la conservation de l'héritage historique et culturel, en en faisant le patrimoine des masses populaires.

Nous souhaitons que les personnes ici présentes se fassent une idée, sur la base de la réalité soviétique, de l'énorme chemin parcouru, en ce bref délai de soixante années, depuis la grande initiative d'Octobre.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour définir la place du musée dans la culture et dans la coopération internationale au niveau culturel, pour mettre en évidence et augmenter la capacité de l'action orientée vers le développement de la compréhension mutuelle et de l'amitié entre les peuples, pour élaborer des recommandations concrètes qui aideraient les musées à exercer une influence encore plus efficace sur le développement des processus culturels dans notre monde moderne et sur leur orientation humanitaire.

Il est parfaitement inutile de vouloir démontrer l'importance capitale de cette activité; elle est évidente, étant un élément constitutif du développement de la culture, de son rôle grandissant dans la vie de la société contemporaine et dans la solution de problèmes aussi vitaux pour l'humanité que l'établissement d'une paix solide et de conditions favorables à l'activité créatrice des peuples. Nous pouvons affirmer ainsi que lorsque nous nous consacrons à l'un des problèmes importants, quoique particulier, nous touchons à la culture dans son ensemble, au problème de sa place dans la société d'aujourd'hui. "La culture représente la somme de tout ce qui a été créé par les hommes isolément et par toute l'humanité dans tous les domaines et sous tous leurs aspects dans la mesure où cette création favorise le perfectionnement spirituel de la personnalité et le progrès général", a dit le grand humaniste qu'était Albert Schweitzer.

Nous sommes les témoins d'un intérêt croissant pour les musées. Ce phénomène qui est l'objet de réflexions et de discussions pour les muséologues, sociologues, psychologues et autres spécialistes est parfois appelé "boom muséal".

Tout cela, sans doute, parce que la réalité en mouvement exige une nouvelle appréhension théorique du musée en tant que phénomène social, une définition moderne de ses fonctions sociales. Il nous semble que la muséologie contemporaine se doit de faire une analyse théorique d'ensemble du musée situé dans le système de la science, de la culture, de l'instruction et de l'éducation.

Nous prétendons seulement, par ce bref exposé, attirer l'attention sur quelques aspects du problème. Il conviendrait, avant toute chose, de définir la place du musée dans la société contemporaine, afin de faciliter l'analyse du thème central de la 11^{ème} Conférence Générale de l'ICOM.

Dans la masse des ouvrages scientifiques consacrés à notre monde moderne, on décèle une opinion généralement admise; c'est celle de la révolution de l'information. Une révolution qui a pour cadre des centaines de millions de quotidiens, de périodiques, de livres, d'appareils de radio et de télévision. Actuellement, il existe de par le monde quelque 100 000 revues; chaque année paraissent de soixant-quinze à cent mille titres de livres. On estime que le nombre des publications double tous les dix ou douze ans; l'information contenue dans les archives double tous les vingt

ou trente ans, etc. La diversité et la quantité des mass media ont visiblement poussé A. Moles, l'auteur de la *Dynamique sociale de la culture*,¹ à affirmer abusivement que "de nos jours, la formation des connaissances se fait pour l'essentiel non par le système de l'instruction, mais par les mass media."

Les musées aussi peuvent être considérés comme un moyen original de communication. La définition de leur place dans le système de mass media demande que soient établies les caractéristiques essentielles de cette institution.

Il nous semble qu'il ne soit possible d'arriver à utiliser efficacement les musées dans l'intérêt de la science, de l'instruction, de l'éducation, pour la formation harmonieuse de la personnalité que si on les considère, premièrement, comme un élément unique du système scientifico-éducatif deuxièmement, comme un élément ayant d'énormes possibilités spécifiques.

Porteurs directs de l'information historique, économique, socio-politique et scientifique et aussi, et c'est là un trait particulier et fort important, esthétique et émotionnelle, les objets de musée établissent un contact direct avec la source de l'information, qualité qui fait défaut à tous les autres mass media. Ils sont porteurs de la durée historique, d'une force documentaire, probante qui sont caractéristiques des sources authentiques. Rappelons l'importance bien connue des historiens de la culture, que Marx donnait entre autre, aux objets authentiques contenus dans les musées tels que les outils: "Pour l'étude des formations socio-économiques révolues, les vestiges d'outils sont aussi importants que les restes osseux pour l'étude de l'organisation des espèces animales disparues."²

De nombreuses recherches en pédagogie et en psychologie confirment l'importance énorme que revêt l'utilisation scientifique, éducative des collections de musées.

Notons une autre forme, toute aussi remarquable, de la communication par l'intermédiaire des musées: les objets sont accessibles aux hommes de toutes nationalités. De même que la musique, l'interprétation ne demande pas à être traduite.

C'est à juste titre que l'on parle dans les ouvrages de muséologie du caractère expressif et attrayant des objets de musée. La capacité de susciter de fortes réactions émotionnelles (y compris éthiques) non seulement influe sur la formation de la personnalité, mais intensifie aussi l'appréhension, l'assimilation de l'information. Cette action est particulièrement puissante lors de contacts avec des vestiges historiques, des objets commémoratifs — des oeuvres d'art.

Cette qualité attractive des objets de musée joue un rôle de catalyseur dans l'éveil de l'intérêt et crée un climat psychologique tel qu'il facilite la connaissance, suscite des sentiments esthétiques et contribue au développement harmonieux de la personnalité.

Ainsi, les objets de musées utilisés dans des buts éducatifs sont tellement inhabituels et efficaces, qu'ils se distinguent des autres mass media et

s'avèrent capables de transmettre l'information dont ils sont porteurs aux hommes de tout âge et de tout niveau d'instruction.

Le musée joue également un rôle essentiel unique, peut-on dire, en qualité d' "accumulateur" de l'expérience historique, des biens à valeur esthétique, en tant que conservateur et propagateur des traditions progressistes.

Le besoin d'étudier, de connaître, d'utiliser l'expérience historique est une qualité inhérente à la société humaine. Chaque nouvelle génération s'appuie, en quelque sorte, sur la génération précédente et la somme des expériences laborieuses et intellectuelles accumulées au cours des millénaires constitue le patrimoine commun, indivisible. "En étudiant l'histoire de nos pères, nous connaissons nos enfants, nous nous connaissons nous-mêmes,"³ disait le grand historien Kliutchevski. Le musée en lui-même, en tant qu'institution participe à la sélection, à la conservation et à la socialisation des biens historiques, de l'expérience collective de l'humanité. Hegel, en son temps, définissait le musée comme une collection cristallisant l'expérience sociale de telle façon qu'elle soit plus facilement perçue.

L'essence même, le caractère et les particularités du musée font de l'étude perpétuelle de ses éléments, dans le but d'en tirer l'information scientifique et éducative, une nécessité organique. D'où l'unité des fonctions scientifiques et éducatives du musée, unité qui, elle aussi, donne une image de la place de l'institution dans la société.

Ainsi, le *musée* est un de ces phénomènes qui surgissent du développement social et qui ne double aucune des institutions socio-culturelles existantes, apportant sa contribution propre, originale à la science, la culture, l'instruction et l'éducation.

Nos contemporains le comprennent de mieux, en mieux ce qui explique en partie le "boom muséal" dont il a été question précédemment, un de ces "boom" qui, en dépit des infiltrations de la mode, porte en soi tant de choses sérieuses et profondes. Le musée étant envisagé sous cet angle exclusivement positif, on remarque son activité éducatrice croissante. C'est ainsi que la plupart des musées du monde organisent des excursions et conférences dans leurs locaux, des expositions itinérantes et s'occupent tout particulièrement de la génération montante. L'attention soutenue de l'ICOM et de ses comités pour cet aspect du travail des musées mérite l'estimation la plus haute.

Avant de passer au rôle du musée dans l'enrichissement mutuel des cultures et dans le renforcement de la confiance mutuelle des peuples, nous nous permettrons de décrire brièvement le développement et l'état actuel des musées dans notre pays. Nous ne voulons en aucune façon donner de leçon de morale à quiconque, ni proposer des formules toutes prêtes; nous désirons seulement porter à la connaissance de nos collègues étrangers les principes fondamentaux de la politique culturelle léniniste appliquée dans

notre pays, tant aux musées qu'aux autres domaines de la culture. Les principes de base de cette politique sont aussi les critères de notre appréhension du problème de la pérennité de la culture de la société nouvelle et de l'échange des biens spirituels entre les peuples et les Etats.

Le respect profond pour les richesses culturelles et le désir d'en faire le patrimoine véritable du peuple tout entier, la base sur laquelle se forme la personnalité harmonieuse de l'homme de la société nouvelle sont deux principes-programmes fondamentaux de notre société.

La conception léniniste de l'édification d'une société socialiste, puis communiste, inclut à la base l'idée d'une révolution culturelle véritable. Lénine a souligné la valeur immuable des éléments progressistes de l'héritage culturel mondial, la nécessité d'assimiler et de transformer cet héritage afin de bâtir une nouvelle culture. Il dévoilait tout ce que ces courants "gauchistes" avaient de monstrueux lorsqu'ils bataillaient pour un divorce total avec la culture du passé. La culture du socialisme, écrivait-il, "ne sort pas de nulle part."⁴ Les travailleurs qui bâtissent la société nouvelle doivent "emprunter la culture créée par les anciens rapports sociaux et qui demeure en tant que base matérielle du socialisme."⁵

Ce sont ces principes fondamentaux qui déterminent l'attitude envers les biens culturels qui, après la Révolution d'Octobre ont trouvé leur véritable maître dans le peuple laborieux, et qui ont été à la base de la culture florissante de la nouvelle société. Les mesures pratiques prises dans ce sens par le premier Etat ouvrier et paysan sont parlantes. Au tout premier jour de la Révolution, le Comité révolutionnaire militaire de Pétrograd qui organisait l'assaut du Palais d'Hiver, désigna des commissaires spécialement attachés à la défense des musées et autres richesses de la culture. Les palais, l'Ermitage, le Musée Russe, les musées de l'Artillerie et de la Marine de guerre, entre autres, furent placés sous la protection du pouvoir révolutionnaire. Une adresse au peuple proclamait: "Souvenez-vous que c'est là le sol d'où s'élèvera notre art du peuple". Le Commissariat du peuple à l'Instruction, nouvellement fondé, fut invité par Lénine à "veiller à ce que les musées ne soient pas démantelés."⁶

Ainsi, tous les musées qui présentaient un réel intérêt scientifique furent conservés, mais aussi agrandis, enrichis de collections de grande valeur. De nouveaux musées s'ouvrirent en grand nombre. Pendant les cinq années qui suivirent la révolution, dans un pays en proie à l'intervention et à la guerre civile, où la guerre avait tout ruiné, près de 250 musées de tous genres furent créés, soit plus que n'en comptait la Russie avant la Révolution (213 en 1913).

Le fonds d'Etat des musées comptait, dès 1924, plus de 254 000 objets qui servaient à compléter les collections des musées qui étaient conservées et à en créer de nouvelles. Ainsi, entre 1917 et 1923, l'Ermitage fut doté d'une centaine de milliers d'objets; 2 000 objets allèrent au Musée Russe, 2 500 au musée Roumiantsev, etc. Un musée des Cultures orientales concentra les collections privées nationalisées; 520 domaines et hôtels particuliers et 2 350 monuments historiques furent classés et placés sous la

garde d'organismes d'Etat. L'élaboration d'une législation sur la protection des monuments de la culture, l'institution d'organismes d'Etat répondant des musées et des monuments jetèrent une base solide pour le développement des musées dans notre pays.

Une impulsion particulière fut donnée aux musées d'histoire, aux musées d'art et régionaux dans les périphéries nationales de l'ancien empire russe. C'était là une suite directe de la politique nationale et culturelle de Lénine, un corollaire du caractère profondément démocratique du régime soviétique qui voulait faire communier les masses laborieuses à la culture et créait des conditions égales au développement culturel de toutes les nations et ethnies peuplant notre pays.

Ainsi commença l'édification d'une culture nouvelle, ainsi furent formulés les principes de la politique culturelle qui furent aussitôt mis en pratique sur une base matérielle en train de se créer. A l'issue de soixante ans de développement régulier, l'Union Soviétique dispose d'un vaste réseau de musées les plus divers qui couvre toutes les zones géographiques, toutes les républiques qui composent l'URSS. Les musées d'Etat sont au nombre de 1450.⁷ Diverses institutions scientifiques et entreprises, divers établissements d'enseignement possèdent leurs musées d'Etat, plusieurs centaines au total. Des dizaines de milliers de musées scolaires et populaires sont entretenus bénévolement. Le dixième plan envisage de poursuivre le développement du réseau national des musées.

Les républiques et territoires qui, avant la Révolution, ne possédaient que quelques musées isolés ou n'en possédaient pas du tout, disposent aujourd'hui d'un réseau important de musées. En Azerbaïdjan, il y a aujourd'hui 47 musées (contre 0), en Arménie, 85 musées (contre 1), en Géorgie, 83 musées (contre 2), en Ouzbékistan, 36 musées (contre 3), au Kazakhstan, 400 musées (contre 1), etc. Au total et pour les seules républiques fédérées, à l'exclusion de la Fédération de Russie, le pouvoir soviétique a présidé à la création d'une quantité imposante de musées qui sont vingt fois plus nombreux qu'auparavant.

La diversité des musées reflète la variété des disciplines scientifiques, des types de production, des arts. Actuellement, le réseau des musées soviétiques comprend 395 musées de spécialisation historique: histoire de la révolution, histoire universelle, ethnographie, archéologie, histoire militaire; 256 musées d'art: arts plastiques, arts appliqués, théâtre, musique; 198 musées de littérature consacrés au processus historico-littéraire général et à des écrivains en particulier; 34 musées de sciences naturelles: biologie, zoologie, géologie, etc; 22 musées des techniques et de l'économie et 508 musées régionaux comprenant des sections d'histoire sociale, d'histoire naturelle et artistiques.

Un tel réseau assure la concentration, la protection et l'utilisation des objets de la culture matérielle et spirituelle aux fins de la science, de l'instruction et de l'éducation.

Les collections des musées sont réellement importantes: dans les seuls musées mentionnés, au nombre de 1450, sont conservés près de 50 millions

d'objets. Il faut ajouter à cela plus de 150 000 monuments historiques et architecturaux et éléments de l'art monumental placés sous la garde de l'Etat.

Le "Règlement sur le Fonds des musées d'Etat de l'URSS" (1965) entériné par le gouvernement et la "Loi sur la protection et l'utilisation des monuments d'histoire et de la culture"⁸ adoptée par le Soviet Suprême en octobre 1976, prônent la centralisation dans le domaine de l'agrandissement, de la conservation, de l'étude et de l'utilisation communautaire des collections des musées. La loi considère les objets de musées, les monuments d'histoire et de la culture comme le patrimoine culturel essentiel de tous les peuples de l'URSS, comme une particule du trésor de la culture mondiale et en assure la protection inconditionnelle et l'utilisation multiple. Comme il a été rapelé dans la loi de 1976, "l'Etat soviétique, perpétuant l'attitude léniniste envers l'héritage culturel, crée toutes les conditions nécessaires à la protection et à l'exploitation efficace des monuments". L'article 13 de la loi dit clairement que "les monuments d'histoire et de la culture sont utilisés afin de promouvoir le développement de la science, de l'instruction et de la culture populaires, de l'éducation patriotique, idéologique et morale, internationaliste et esthétique".⁹

Les musées sont, en URSS, l'objet d'une popularité qui ne cesse de croître. En 1938, trente millions sept cent mille personnes visitèrent les musées; ils étaient soixante-quinze millions de visiteurs en 1965 et cent trente cinq millions en 1975.

Toutes les prévisions montrent que la fréquentation des musées continuera de croître. Ce phénomène est dû au relèvement du niveau d'instruction et de culture des masses, à l'approfondissement des recherches, à l'essor du tourisme, et, bien sûr, au perfectionnement de l'activité des musées eux-mêmes.

La solution apportée à la question nationale est une des plus grandes conquêtes de l'Etat soviétique acquise au cours d'un développement de soixante ans. Une centaine de nationalités et d'ethnies aux traditions historiques sont unies pour former une nouvelle communauté historique différente, le peuple soviétique. Les processus culturels qui se distinguent par un enrichissement mutuel des cultures nationales et la création d'une nouvelle culture, nationale de forme et socialiste de contenu ont joué un rôle, et pas des moindres, dans la naissance de cette communauté.

Dans un effort commun, les peuples de l'URSS posent la base économique, mais aussi accumulent un potentiel intellectuel énorme que Léonide Bréjnev a caractérisé comme "une source importante du progrès de la société soviétique."¹⁰

Les musées constituent un élément majeur de ce "potentiel intellectuel". Ils sont un apport concret à la mise en valeur des richesses culturelles, à l'utilisation des traditions progressistes des différents peuples du pays, à l'amélioration de la formation générale, à l'éducation d'un sentiment d'amitié et de respect envers tous les peuples grands et petits.

Il a été souligné plus haut qu'un réseau développé de musées avait été mis en place dans toutes les républiques nationales. Outre les expositions permanentes, les musées organisent systématiquement des expositions temporaires à sujet historique et artistique. Tout cela mis ensemble produit une circulation active des richesses culturelles qui permet l'assimilation fructueuse de la création de tous les peuples du pays.

Nous pensons que cette expérience d'échanges culturels, d'enrichissement mutuel des diverses cultures nationales présentera de l'intérêt pour tous les pays "multinationaux".

Nous sommes également convaincus que les échanges d'expériences avec les musées étrangers et la participation des collaborateurs de nos musées aux travaux des organisations internationales du musée et aux conférences de l'ICOM ne pourront être que bénéfiques pour le musée soviétique.

Nous avons déjà souligné la spécificité du musée en tant qu'institution culturelle, la valeur immense et la variété des collections, le caractère authentique, expressif et international du langage informationnel qui leur est propre. Ces particularités sont riches pour les musées de possibilités, pas entièrement déchiffrées, de prendre part aux échanges culturels internationaux afin de contribuer à la fécondation mutuelle des cultures et à la compréhension des peuples.

Ces dernières années ont été marquées par une activité considérablement intensifiée des échanges et de la coopération inter-musées entre différents pays, par l'accroissement du rôle joué par les musées dans le processus général des échanges de biens culturels entre les peuples. Il y a à cela plusieurs raisons. Notre temps, disait Léonide Bréjnev au 25ème Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique, connaît un tournant positif dans l'évolution des rapports internationaux. L'assainissement du climat international a créé une atmosphère favorable à la ranimation de la coopération économique, scientifique, technique et culturelle."¹¹

La sérénité n'est cependant pas de mise. Ces derniers temps nous apportent assez d'exemples prouvant la nécessité de s'atteler au maintien et au développement des possibilités d'élargissement des liens culturels et scientifiques qui se sont offertes grâce à la détente, à la conférence d'Helsinki et à l'effort commun de pays aux régimes sociaux et politiques distincts, à l'effort de paix et de construction. Les adversaires de la détente cherchent à en déformer le sens même, s'adonnent à la propagande prédisant l'inéluctabilité de la guerre, organisent des campagnes criantes de mensonge, de médisance et de tromperie. La communauté mondiale est en mesure de mettre un frein à ces tentatives afin de poursuivre le travail constructif entrepris dans le sens d'une progression de la détente qui devient indispensable dans la conscience des gens.

Nous pensons que l'évolution de nos liens internationaux, même dans un domaine aussi étroit que le musée, pourra concourir à consolider ce qui

a été acquis, à pousser plus loin le processus d'enrichissement mutuel des cultures et la compréhension mutuelle des peuples.

Permettez-moi de m'attarder un instant sur certaines questions concernant la place que prend le musée dans les échanges culturels et son rôle dans l'enrichissement mutuel des cultures et le développement de la compréhension des peuples. Nous allons tout naturellement, en exposant notre point de vue, nous référer à l'expérience de notre pays. Nous pensons qu'un échange actif de vues sur ces problèmes des plus actuels nous permettra d'élaborer ensemble des recommandations efficaces visant au développement ultérieur du musée.

Avant de passer aux réalisations des organismes de l'Etat soviétique et de nos musées dans le domaine des échanges avec les musées d'autre pays, il nous semble indispensable de définir notre principe d'approche des liens culturels entretenus avec les autres pays et les autres peuples.

Dans la politique culturelle léniniste qui est conséquemment appliquée dans notre pays par le Parti et le gouvernement, une place de choix revient au soutien apporté au développement des liens culturels internationaux. C'est là une politique adoptée une fois pour toute, indépendante de toute conjoncture et de toute révision en fonction de facteurs subjectifs passagers.

Cette attitude bienveillante envers l'échange de biens spirituels de réelle valeur découle tout droit du principe formulé par Lénine et qui est celui d'ouverture de la culture de la nouvelle société à tout ce que les âges passés ont créé de meilleur, de progressiste. Nous avons toujours considéré et considérons que les cultures nationales individuellement et la culture mondiale dans son ensemble ne peuvent fleurir sans qu'il s'opère un échange de richesses spirituelles entre les cultures des différents pays.

Cette politique a commencé à être appliquée dès les tout premiers jours de notre Etat. Même en ces temps pénibles où le monde qui se disait civilisé tentait, les armes à la main, d'étouffer la jeune république soviétique, de l'isoler par un blocus militaire, économique et moral, même alors, notre pays entretenait des relations avec les meilleurs représentants de la culture européenne et mondiale.

Aujourd'hui, les conditions ont changé et les possibilités sont autres. Poursuivant la politique culturelle léniniste et gardant l'orientation pacifique en politique étrangère, les chefs du Parti et de l'Etat mettent en place les conditions nécessaires à l'essor des liens culturels internationaux. En juin dernier, à Berlin, Léonide Bréjnev, Secrétaire général du Comité Central du PCUS, formulait ainsi les principes de notre approche du problème capital pour notre époque.

"Il faut, pour que s'installe un climat de confiance entre les Etats, climat tellement nécessaire pour une paix solide, que tous les peuples se connaissent et se comprennent mieux. C'est précisément, et avant tout, de cette façon que nous appréhendons les problèmes des échanges culturels et des contacts humains dans toute leur diversité.

Qu'en est-il dans la réalité? Pour notre part, nous considérons que les

Soviétiques doivent mieux connaître le passé et le présent des autres peuples, approfondir leur culture, apprendre à apprécier l'expérience et les réalisations des autres pays, acquises au cours de leur histoire.

C'est pourquoi l'Etat soviétique encourage par tous les moyens les échanges culturels, les officialisant par des accords intergouvernementaux et en augmentant chaque année le nombre."

Effectivement, jamais encore les liens culturels de notre pays n'ont été aussi larges. A l'heure actuelle, les échanges effectués sous diverses formes se font avec 120 pays. En cinq ans, ces échanges ont crû d'une fois et demi, plus même dans certains domaines. Ainsi, les échanges d'expositions artistiques et historiques venant principalement des collections de musées ont augmenté de deux fois et demi à trois fois. Pour ces dix dernières années les échanges d'expositions ont quadruplé.

Les échanges culturels internationaux opérés par les musées ont pris des formes qui définissent clairement les moyens et possibilités dont disposent ces institutions. Ce sont les échanges d'expositions des collections, la coopération directe plurivalente des musées, la participation aux conférences internationales et nationales, l'activité au sein d'organisations spécialisées, les échanges d'expériences en matière de restauration et de conservation, et de formation de cadres spécialisés, etc.

Il est évident que les échanges d'expositions occupent la première place dans l'énumération ci-dessus. Ils embrassent les genres les plus variés de monuments d'histoire et d'oeuvres d'art. Les musées de l'Union Soviétique expédient leurs trésors dans les pays les plus divers et reçoivent à leur tour les expositions étrangères qui sont montrées au public dans les salles des musées et d'exposition. Les expositions internationales de ces dernières années sont remarquables tant par le nombre que par la qualité des matériaux exposés et ce sont des chefs-d'oeuvre de l'art et des collections historiques uniques qui furent présentés.

Je me limiterai à quelques exemples, une énumération complète étant inimaginable. Peut-on oublier la visite de la Joconde à Moscou, cette exposition qui nous a donné bien du souci tant du point de vue organisationnel que technique. Les amateurs d'art, qui sont en majorité dans notre société, ont été ravis de pouvoir admirer les chefs-d'oeuvre des collections du Louvre et d'autres musées français, les cent magnifiques tableaux du Metropolitan Museum of Art de New-York, les toiles des impressionnistes français, des chefs-d'oeuvre du musée des Beaux-Arts de Budapest, les expositions de Van Gogh et Turner ainsi que de Rodin, un peu auparavant, etc. C'est avec grand intérêt que le public soviétique a accueilli les expositions des peintres et sculpteurs modernes venues des musées de différents pays, telle que celle des grands Mexicains Siqueiros, Rivera et Orozco.

Des expositions du genre de celles du Trésor du tombeau de Toutankhamon venue d'Egypte, de la culture Thrace, de Bulgarie, les expositions venues de Mongolie, de l'Inde, du Népal, du Laos, du Vénézuéla et du Mexique revêtent une importance esthétique et instructive

inestimable.

De même les expositions historiques venues des musées de Bulgarie, de Hongrie, de République Démocratique d'Allemagne, de Cuba, de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, et racontant la vie et la lutte des peuples de ces pays pour l'édification d'une société nouvelle ont été largement appréciées.

L'exposition commune consacrée aux relations franco-soviétiques et à l'organisation de laquelle participèrent des collaborateurs de musées des deux pays a eu un puissant impact politique.

Les files à la caisse des musées sont devenues un élément de la vie quotidienne chez nous. Quatre cent mille Moscovites et hôtes de la capitale ont voulu voir Monna Lisa. L'intérêt des gens pour leurs musées nationaux a, en quelque sorte, été ranimé par les échanges actifs avec les musées de nombreux pays.

Certes, ces échanges sont actifs des deux côtés. Au cours des cinq dernières années nous avons envoyé à l'étranger près de 250 expositions de trésors historiques et de l'art, sélectionnés parmi les collections des musées. Ici aussi, je me limiterai dans l'énumération. On sait le succès recueilli par *l'Or des Scythes* aux Etats-Unis, en France, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie. On se souvient des cent chefs-d'oeuvre des musées de l'URSS qui ont été exposés au Japon, des *Chefs-d'oeuvre de l'art russe et européen* qui ont été exposés aux Etats-Unis et au Mexique, de la *Sculpture russe sur bois* exposée en France, de la *Peinture russe depuis l'antiquité jusqu'à nos jours* en Italie et de bien d'autres expositions des arts plastiques et appliqués soviétiques, des expositions consacrées à l'histoire de notre pays qui ont fait le tour du monde.

Nous tenons à souligner que nous envoyons à l'étranger, outre nos trésors nationaux historiques et artistiques, les meilleurs modèles de la culture des autres peuples contenus dans nos musées.

Ces dernières années, on a vu se développer une nouvelle forme d'échanges qui apparaît intéressante, elle aussi. Il s'agit du prêt d'oeuvres isolées pour des expositions thématiques.

Outre les échanges d'expositions, nous pratiquons largement la coopération à long terme avec des musées étrangers. De tels rapports existent entre l'Ermitage et le Musée des Beaux-Arts Pouchkine, et le Metropolitan Museum of Art et le musée du Louvre. Entre les musées soviétiques et ceux des pays socialistes, des liens solides existent de longue date.

De nouvelles formes de coopération prennent de l'importance. C'est ainsi que nous nous sommes entendus avec nos collègues français pour échanger de petites collections d'oeuvres d'art pour une durée de deux ou trois ans. Une de nos collections de peintures se trouve déjà à Paris, et nous attendons en retour l'envoi de toiles françaises.

Nous avons toujours apporté beaucoup d'attention à la restauration. Cela est dû, malheureusement, à des circonstances tragiques. La guerre a

détruit ou considérablement mutilé un nombre impressionnant d'oeuvres d'art et de trésors de l'histoire. Le travail de nos restaurateurs a une renommée mondiale. Nous sommes disposés à partager nos connaissances et à stimuler la coopération dans ce domaine. La preuve en a été faite. Il suffit de se rappeler le sauvetage de la galerie de tableaux de Dresde et la réparation des dégâts causés par une catastrophe naturelle à la ville de Florence, les derniers séminaires, les colloques et les travaux communs des restaurateurs.

Nous espérons que les millions de gens qui ont visité les expositions historiques et artistiques provenant des musées soviétiques y ont beaucoup gagné. Le contact personnel avec les originaux de l'art et de l'histoire des peuples de l'URSS montre de la façon la plus probante le niveau élevé de la culture soviétique, et ces visiteurs ont pu constater avec quel soin, avec quel amour nous conservons et faisons connaître les chefs-d'oeuvre de l'art de tous les peuples, et que notre pays, malgré des guerres destructrices, les blocus et la ruine totale de villes entières, a su protéger et conserver pour l'humanité ses trésors culturels. Or les musées de l'URSS détiennent, comme vous le savez, des collections uniques, reflets de la culture des peuples d'Europe, d'Asie, d'Afrique. Nous sommes fiers de posséder, grâce aux recherches de nos savants, des collections ethnographiques rarissimes se rapportant à l'Océanie, l'Afrique et l'Asie. Tous ces trésors sont mis aujourd'hui en circulation dans l'intérêt de tous.

On sait par la pratique qu'une exposition, une collection dont les objets datent de la plus haute antiquité peut revêtir une importance réelle de notre point de vue moderne. C'est l'avis, un avis que nous approuvons, de Kenneth Donahue, directeur du *Museum of Art* de Los Angeles. Il nous écrivait à l'occasion de l'exposition, dans les locaux de ce musée, du Trésor des Scythes: "L'exposition a fait une forte impression sur le public américain, réveillant l'intérêt non seulement pour l'ancienne civilisation des régions septentrionales de votre pays, civilisation qui était entièrement inconnue ici, mais encore pour l'histoire, la culture et la vie du peuple soviétique tout entier. Les plus grosses firmes faisant le commerce du livre m'ont fait savoir que pendant la durée de l'exposition tous les livres sur l'Union Soviétique se trouvant en magasin ont été vendus; les directeurs des bibliothèques affirment de même que pour cette période les prêts de livres sur l'archéologie, l'histoire, l'ethnographie et la culture ont fait un bond énorme. Parmi les 178 000 visiteurs de l'exposition, certains étaient venus d'Etats aussi éloignés que l'Alaska, Hawaï, le Montana, et le Texas. L'exposition a atteint le but désiré, c'est-à-dire éveiller l'intérêt de la population des Etats de la côte ouest des Etats-Unis et contribuer à une meilleure connaissance de l'Union Soviétique."

Je tiens à remercier une fois encore notre collègue Kenneth Donahue pour ces paroles chaleureuses et justes et à préciser que les expositions et collections en provenance de vos pays rencontrent chez les Soviétiques un intérêt égal et aident, elles aussi, à l'apparition du respect et de bons sentiments envers les autres peuples, c'est-à-dire de tout ce que nous

appelons l'esprit de coopération et la détente.

Nous avons parlé ici des échanges d'expositions, de collections et de pièces séparées, mais il ne faut pas oublier non plus que nos musées sont visités chaque jour par des étrangers qui font de plus près connaissance avec l'histoire et la culture de nos pays respectifs.

L'essor fulgurant du tourisme international de ces dernières années accroît encore la responsabilité de tous les spécialistes des musées du monde, pose de nouvelles exigences à la composition des expositions, à l'organisation des excursions de groupe et individuelles et donc à la formation de cadres, à la publicité par les publications et à l'information en général, etc. La perspective d'un développement de cet essor touristique nous oblige à nous attacher activement à la solution de ces problèmes et à l'échange d'expériences en la matière.

Il est donc indiscutable que le musée, en tant qu'institution socio-culturelle originale joue, dans le monde moderne, un rôle éducatif actif, prend une digne part aux échanges culturels internationaux et concourt à l'enrichissement mutuel des cultures nationales et au développement de la compréhension entre les peuples.

Il est tout aussi indiscutable que notre rencontre, la possibilité qui nous est offerte de partager notre expérience, de trouver ensemble les solutions aux problèmes les plus actuels contribueront à améliorer l'activité des musées du monde entier.

Sans prétendre pour autant à une énumération exhaustive des problèmes et questions qui se posent, permettez-nous de citer ceux qui pourraient bénéficier de notre discussion et de notre échange d'expérience et dont la solution permettrait notre progression commune dans les tâches données par le sujet même de la 11^{ème} Conférence Générale de l'ICOM.

Premièrement. L'intensification des échanges inter-musées exige une attention spéciale et des garanties quant à la sauvegarde des objets d'expositions et des collections et, pour ce faire la participation active des Etats qui pratiquent les échanges culturels. D'autre part, l'essor impétueux des échanges de ce genre demande une révision des formes traditionnelles de sécurité, c'est-à-dire d'assurance des objets d'exposition qui pèse lourdement sur les musées et les organismes d'Etat de la culture, et freine pratiquement les échanges. Nous devons, ici, tenir compte de la recommandation de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki pour la sécurité et la coopération, recommandation qui appelle les Etats à mettre à l'étude de "nouvelles formes d'assurance des oeuvres d'art présentées à l'étranger qui réduiraient les risques d'endommagement ou de perte auxquels ces oeuvres sont soumises du fait de leurs déplacements".

Il nous semble que le meilleur moyen de résoudre ce problème serait d'étendre au maximum les échanges sous la garantie de l'Etat. Notre pays a montré l'exemple en ce sens. L'article 30 de la loi sur la préservation et l'utilisation des monuments d'histoire et de la culture adoptée par le Soviet Suprême de l'URSS en octobre dernier précise: "Les monuments d'histoire et de la culture qui sont la propriété d'Etats étrangers, d'institutions ou de

personnes et qui séjournent temporairement en URSS à des fins d'échanges culturels en vertu d'accords adéquats sont placés sous la garde de l'Etat."

C'est, nous semble-t-il, une réponse directe à la recommandation évoquée.

Nous estimons que cette question des garanties de l'Etat comprenant des obligations compensatoires complémentaires peut faire l'objet d'une discussion et d'un travail sérieux.

Deuxièmement. Les échanges élargies d'expositions et de collections, l'essor foudroyant du tourisme international et la fréquentation croissante des musées en général nous obligent à revoir avec beaucoup de sérieux l'esprit même de notre travail.

Ce problème revêt plusieurs aspects, mais nous voudrions attirer l'attention plus particulièrement sur deux d'entre eux.

(a) Les principes mêmes sur lesquels se basent les échanges. Nous nous référerons à la recommandation avancée par la Conférence intergouvernementale pour la politique culturelle en Europe qui s'est tenue en juin 1972 à Helsinki, recommandation qui a été reprise par l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération. Nous citons ces deux documents:

"développer la coopération culturelle sur la base des principes du droit international et des idéaux de l'Organisation des Nations Unies, du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel";

"adopter, en cas de nécessité, les mesures adéquates pour la protection de sa culture nationale contre des oeuvres soutenant des idées d'animosité et de haine entre les peuples, de guerre, de violence et de racisme".

Nous ne devons pas permettre que les échanges culturels soient prétexte à des actions diamétralement opposées aux buts qu'ils poursuivent.

Les échanges doivent se pratiquer dans la pleine harmonie des parties, exclure toute forme de diktat et correspondre aux idéaux humanitaires qui doivent inspirer des échanges de trésors spirituels véritables, contribuer à la compréhension, à la confiance dans les relations entre les peuples.

(b) à l'heure actuelle, il est plus que jamais nécessaire que règne le sentiment de responsabilité envers les expositions des musées et leur contenu. Lorsque nous composons une exposition, nous devons toujours avoir à l'esprit les devoirs du musée, ses fonctions instructives et éducatrices, nous devons faire l'impossible pour que les visiteurs s'imprègnent du respect pour le travail de l'homme, pour son génie, connaissent de plus près l'histoire et la culture des autres peuples. C'est là un problème des plus actuels, si l'on pense que des centaines de millions de gens visitent annuellement les musées du monde. Les musées peuvent et doivent contribuer à la compréhension, au respect et à la confiance des peuples l'un pour l'autre ainsi qu'à la coopération entre eux. Ils ne peuvent faire aucune place à la propagande militaire, à la violence, à la haine raciale, à la vulgarité et à l'amoralisme qui avilissent l'homme.

Les expositions consacrées à notre temps et au passé proche méritent

une attention toute spéciale. Il nous semble intéressant de partager notre expérience dans ce domaine et d'élaborer en commun les principes d'approche d'un tel problème.

Troisièmement. L'expansion des musées et le rôle croissant qu'ils jouent dans la vie internationale des peuples nous incite à faire porter notre attention sur la théorie et la pratique du travail des musées. Le champ le plus large s'ouvre ici aux consultations, à l'entraide, au partage de l'expérience et à la discussion en commun de questions particulières.

La conférence actuelle, les comités de l'ICOM, les symposiums, rencontres, séminaires organisés par l'ICOM peuvent être d'un grand secours à la solution des problèmes actuels que posent l'état présent et le développement des musées. Nous en mentionnerons quelques-uns: étude généralisée des problèmes théoriques du travail des musées; échanges de vues sur l'équipement technique des musées et en particulier sur l'application des dernières réalisations de la science et de la technique, sur l'étude et la construction de nouveaux bâtiments, sur l'organisation du travail d'information en général, et entre les musées des différents pays, en particulier, sur l'aide à apporter aux pays en voie de développement dans l'organisation d'un réseau de musées, et autres problèmes actuels; échanges d'expériences et entraide au niveau de la restauration et de la conservation, étude des questions de principe portant sur la formation de cadres, etc.

Un large champ d'action nous est offert. La 11^{ème} Conférence Générale a bien commencé ses travaux, mais il reste encore beaucoup à faire.

Les musées du monde représentent une arme puissante pour la protection et la propagation des traditions historiques progressistes et de la création culturelle des peuples qui sont, pour citer Maxime Gorki, "non seulement la force qui crée tous les biens matériels, mais aussi la source unique et inépuisable des richesses spirituelles."

Le travail des musées qui a pour objectif de rapprocher les hommes et les cultures, d'atteindre à la compréhension mutuelle et à l'amitié entre les peuples et pays est un travail noble qui répond aux aspirations les plus généreuses de l'humanité.

Aussi, que cette 11^{ème} Conférence Générale de l'ICOM soit un stimulant nouveau dans la réalisation de ces désirs humanitaires!

NOTES

1. A. Moles, *La dynamique sociale de la culture*, Ed. du Progrès, Moscou (1973), p. 45 (en russe)
2. K. Marx et F. Engels, *Oeuvres choisies*, t.23 Moscou (1960) p. 191
3. V. O. Klioutchevski, *Correspondance. Journaux. Aphorismes*, Moscou (1968), p. 332 (en russe)
4. V. I. Lénine, v. 41, p. 304 (en russe).
5. V. I. Lénine, v. 36, p. 263 (en russe).

16 *Le musée au service de la compréhension mutuelle entre les peuples*

6. Revue *Les Arts* (1929), nos. 1-2, p. 23 (en russe).
7. Cf. *Liste nominative des musées d'Etat de l'URSS*, Moscou, 1973.
8. Parue dans la *Pravda* du 31 octobre 1976.
9. La *Pravda*, du 31 octobre 1976.
10. La *Pravda*, 28-07-70.
11. *Rapport du Secrétaire Général* du CC du PCUS, Léonide Bréjnev, au 25ème Congrès du P.C.U.S. le 24 Février 1976, cf. "*Matériaux du 25ème Congrès du PCUS*" Moscou (1976), pp. 21-22.

Museums as a vehicle for promoting mutual understanding among nations

V. I. Popov

Deputy Minister of Culture of the USSR

May I begin with expressing profound satisfaction with the fact that the 11th General Conference of the International Council of Museums is taking place in our country and has already started successfully its many-sided work. We highly appreciate ICOM's activity and endeavour to contribute actively to it.

Many of those present here remember the conferences of the International Committee for Education and Cultural Action and the International Committee for Archaeology and History Museums, held in Moscow in 1968 and in Leningrad in 1970. Soviet museologists systematically take an active part in similar conferences convened in different countries of the world.

We have become convinced of the usefulness and effectiveness of such contacts, of their beneficial influence not only on the development of museum work, but also on the formation of an international climate characterized by the strengthening of friendship and mutual confidence and respect among peoples. We regard these contacts as an organic continuation and development of the Peace Programme advanced by the 24th Congress of the Communist Party of the Soviet Union and reaffirmed by the 25th Congress of our Party.

ICOM's 11th General Conference is being held in our country in a momentous year for the peoples of the Soviet Union, the year of the 60th anniversary of the Great October Socialist Revolution, which cardinally changed the destiny of our country and vastly influenced the course of development of all mankind.

I would like to stress here once again that the very first decree issued by the workers' and peasants' state born of the October Revolution was the Decree on Peace, that from its very inception the Soviet Government, along with carrying out profound political, economic and social transformations, initiated a policy of preservation of historical and cultural values, of providing access to them to the broadest masses of the people.

We hope that facts of Soviet reality will help the conference participants to see how far the great work started by the October Revolution has progressed within a historically short period of six decades.

The aim of our conference is to examine the place museums occupy in the system of culture and international cultural co-operation, to ascertain and assess possibilities for stepping up their activity directed at promoting mutual understanding and friendship among nations, to work out concrete recommendations which help museums to contribute in the most effective way to the positive development of the cultural processes of our time, to their humanistic tenor.

The exceptional importance of this activity is self-evident, being as it is an essential part of the overall process of development of culture, of enhancement of its importance in the life of society and of its role in the solution of such vital problems confronting mankind as the ensuring of a lasting peace and the creation of conditions for the constructive labour of the peoples. Hence we can say that while we occupy ourselves with only one of a number of important problems, what is at issue in the long run is culture as a whole and its place in contemporary society. In the words of the outstanding humanist, Albert Schweitzer, 'Culture is the result of the achievements of individuals and the entire mankind in all spheres and in all aspects to the extent to which these achievements further the spiritual advancement of the personality and overall progress.'

In our time we are witnessing everywhere a rapid growth of interest in museums which is sometimes called the 'museum explosion' and which is a subject for reflection and debate for museologists, sociologists, psychologists, and specialists in other fields. It is even said that the problem of the *museum* is 'one of the central problems in present-day culture'. This is evidently due to the fact that the dynamically developing reality imperatively demands a new level of apprehension of the museum in theory as a social phenomenon, a modern formulation of its social functions. It appears that one of the pressing tasks of museology today is to make a comprehensive theoretical analysis of the museum in the system of science, culture and education.

We would like to call attention to some aspects of the problem. Evidently, the question of the place of the museum in contemporary society should be touched upon in the first place. This would help us in examining the principal theme of the present conference. That an information revolution is taking place is a generally recognized fact. The background of this revolution is constituted by hundreds of millions of newspapers, magazines, books and radio and TV sets. More than 100,000 magazines, and 75,000 to 100,000 books are published every year. It has been estimated that the amount of printed matter in the world doubles every 10 to 12 years; the stock of information in archives doubles every 20 to 30 years, etc. The immensely wide distribution and quantitative vastness of the mass media have led A. Moles to the conclusion — perhaps a

somewhat exaggerated one—that 'in our time knowledge is formed, in the main, not by the system of education, but by the mass media'.¹

Museums, too, can be regarded as a kind of communication medium. In order to determine their place in the system of mass media it is necessary to proceed from the essential characteristics of this institution.

As we see it, a maximum fruitful use of museums in the interests of science, education and the moulding of a harmoniously developed personality can only be made when they are regarded, first, as a part of the integral system of science and education and, secondly, as such a part of it which possesses specific and exceedingly effective possibilities.

Being direct transmitters of information—historical, economic, socio-political, natural-scientific and, what is specific and particularly important, aesthetic, emotional—museum exhibitions provide a possibility of direct contact with primary source of information and thereby possess qualities distinguishing them from all the other mass media. As true primary sources, they are characterized not only by historical longevity, but also by documentary authenticity, and scientific conclusiveness. May I recall Marx's proposition, well known to historians of culture, on the importance of, for instance, such primary sources concentrated in museums as instruments of labour: 'Relics of bygone instruments of labour possess the same importance for the investigation of extinct economic forms of society, as do fossil bones for the determination of extinct species of animals.'²

The vast importance of museum use in science and education is confirmed by the findings of numerous studies in pedagogy and psychology.

Mention must be made of one more remarkable, unique quality of the museum form of communication: the universality of the information language of museum objects, its intelligibility to all regardless of nationality. Like music, museum pieces need no interpreting for their content, their meaning to be perceived.

Museological literature is quite right in stressing also the important role of the expressiveness and attractiveness of museum objects. Their organic capacity to evoke deep emotions (including aesthetic ones) not only influences the moulding of the personality, but greatly facilitates the assimilation of information. This is particularly true of historical relics, memorial museum objects and outstanding works of art.

The ability of museum objects to attract attention serves, as it were, as a catalyst of cognitive interest; it creates a psychological atmosphere highly conducive to the assimilation of information and gives rise to aesthetic sensations which help the harmonious development of the individual.

Thus, museum objects used for educational purposes are so peculiar and effective as to be able to occupy a place of their own, not to become lost in the mass of communication media, and to convey signals of information to people of different ages and educational levels.

Museums also play a highly important and, indeed, unique role as accumulators of historical experience and aesthetic values, as custodians

and propagandists of progressive traditions.

It is organic to human society to want to know, study and use historical experience. Every generation can be said to stand on the shoulders of its predecessors, and the labour and intellectual experience of the millennia constitutes a common indivisible treasure. 'By studying grandfathers we come to know grandsons. By studying our ancestors we come to know ourselves', wrote V. O. Klyuchevsky,³ an eminent Russian historian. The very essence of the museum as an institution consists in participation in the collection, storage and social utilization of historical values, of mankind's collective experience. Way back, Hegel defined the museum as a collection where social experience is crystallized, being reflected by the museum in such a way as to shorten the road of its cognition.

From the essence of the museum, from its character and peculiarities stems the organic need for constant *investigation* of monuments to extract scientific and educational information from them. Hence the unity of the scientific and educational functions of the museum, which also reflects its specific place in society.

Thus, the *museum* is one of the phenomena created in the process of social development. Without duplicating the functions of any other socio-cultural institution, it makes its own, absolutely original contribution to science and education.

Today this is realized by an ever increasing number of our contemporaries, which explains in large measure the already mentioned 'museum explosion', which is highly significant although not free from a tinge of vogue. In the light of this it is necessary to note, as an indisputably positive phenomenon, the growing activity of museums in the field of education and enlightenment. Many museums of the world have begun to organize excursions, regular lectures, travelling exhibitions and to conduct purposeful work with the younger generation. The constant attention ICOM and its Committees pay to this aspect of museum practice merits the most positive appraisal.

Before proceeding to the theme of the role of the museum in furthering the mutual enrichment of cultures and strengthening mutual understanding among nations, allow me to characterize briefly the development and present state of museum practice in our country. Without intending to lecture anyone or offering ready-made solutions or recipes, I would like to familiarize our foreign colleagues with the basic principles of the Leninist cultural policy as it is pursued in our country with application to museums. This policy constitutes the basis of our approach to the problems pertaining to the continuity of the culture of the new society and the exchange of spiritual values between peoples and states.

Deep respect for cultural values, the striving to make them a real property of the whole people, to use them in moulding the harmonious personality of the man of the new society is one of the fundamental programmatic principles of our society.

The Leninist concept of the building of a new, socialist and then communist society organically includes the idea of a genuine cultural

revolution.

V. I. Lenin repeatedly stressed the abiding value of all the progressive elements of the world culture of the past, the need for the mastering and creative assimilation of the cultural heritage for purposes of building a new culture. He exposed the deformity of the so-called 'left' trends which advocated a break with all the culture of the past. The culture of socialism, he said, 'is not clutched out of thin air'.⁴ The working people building a new society must 'gain possession of the culture that was created by the old social relations and has remained as the material basis of socialism'.⁵

These fundamental propositions determine care of the values of culture, which after the October Revolution found, at long last, their real masters, the working people, and became part of the basis of vigorous cultural progress in the new society. The practical steps in the cultural field taken by the world's first state of workers and peasants speak for themselves. Literally on the first day of the revolution, organizing the assault upon the Winter Palace, the Petrograd Revolutionary Military Committee appointed special commissars to protect the museums and other cultural values. The palaces, the Hermitage Museum, the Russian Museum, the Artillery, Naval, and other museums were taken under the protection of revolutionary power. An appeal was issued calling on the people to safeguard historical monuments. 'Remember', it was stated in it, 'all this is the soil from which our people's art will grow.' The just-established People's Commissariat for Education was instructed by Lenin 'to see to it that the museums do not fall into pieces'.⁶

All museums which were of scientific value were not only preserved but enlarged and enriched with highly valuable collections. At the same time many new museums began to be established. Already in the first five years after October 1917, in conditions of foreign military intervention, civil war and post-war economic dislocation, about 250 new museums of different types were set up—more than the whole of pre-revolutionary Russia had in 1913 (213).

By 1924 the centralized state museum stock had more than 254,000 museum pieces. It was used to augment collections in existing museums and to build up the collections of new ones. Between 1917 and 1923 the Hermitage Museum received more than 100,000 museum objects, the Russian Museum, more than 2,000 objects, the Rumyantsev Museum, 2,500 objects, etc. Nationalized scattered collections of Oriental art were used in setting up a Museum of Oriental Cultures. Monument protection agencies registered 520 country-seats and mansions and 2,350 monuments of historical and cultural value. Legislation on monument protection, the establishment of agencies to administer museums and protect monuments laid a firm foundation for the development of museum practice in the country.

The network of historical, art, and regional studies museums developed especially actively in the formerly backward national borderlands. That was in keeping with the Leninist national and cultural policy and the

profound democratism of Soviet power, which set the task of bringing all achievements of culture within the reach of the broad masses of working people and creating equal conditions for the cultural development of all the nations, big and small, that inhabited the country.

That was how the building of a new culture began in our country, the principles of cultural policy were formulated and begun to be implemented, and the material basis was laid. The museums played their role in this process. As a result of six decades of systematic development of museum practice the Soviet Union today possesses a highly ramified and diversified network of numerous museums embracing all geographical regions, all the republics of the USSR. At present there are more than 1,450 state-run museums in the country.⁷ Hundreds of state museums are to be found also in the systems of scientific and educational establishments and enterprises. In addition, there are hundreds of thousands of publicly-run school and peoples' museums. The state plan for the 10th five-year plan period and long-term plans provide for the further development of the museum network.

Numerous museums exist in the republics on whose territory there were very few museums prior to the revolution, or none at all. For example, there was not a single museum in the Azerbaijan. Today their number stands at 47. Armenia had one museum; today she has 85. The respective figures are 2 and 83 for Georgia, 3 and 36 for Uzbekistan, 1 and 400 for Kazakhstan, and so on. On the whole, in the years of Soviet power the number of museums in the Union republics (with the exception of the Russian Federation) has grown almost 20-fold.

The diversity of the types of museums in the Soviet Union reflects the differentiation of sciences, types of production and art genres. At present the state network of museums has 395 history museums — historical-revolutionary, historical, ethnographical, archaeological, military-historical; 256 museums of fine arts, applied arts, the theatre and music; 198 literary museums devoted both to the historical-literary process and to individual outstanding writers; 34 natural science museums—biological, zoological, geological, etc; 22 technical and technico-economic museums, and 508 regional studies museums with departments of social history, natural science, and art.

Such a network ensures the concentration and protection of monuments of material and spiritual culture and their use for the needs of science and education.

The collections contained in the museums are truly tremendous. The above-mentioned (1,450) museums alone have about 50 million museum objects. To this should be added more than 150,000 state-protected monuments of history, architecture and monumental art.

Centralization in the field of collection, preservation, study and social utilization of all museum values is determined by the government-approved Regulations on the State Museum Fund of the USSR (1965) and the Law on the Protection and Utilization of Monuments of History and

Culture,⁸ adopted by the USSR Supreme Soviet in October 1976. The relevant legislation regards the museum values and monuments of history and culture as a precious cultural heritage of all the peoples of the USSR and a component part of the treasure-store of world culture, and ensures their reliable protection and many-sided application. As was stressed once again in the above-mentioned law, 'In keeping with the Leninist principles of the attitude to the cultural heritage, the Soviet State creates all conditions for the preservation and fruitful utilization of monuments'. It is clearly stated in Article 13 of the law that 'Monuments of history and culture are used for the purposes of development of science, public education, culture and patriotic, ideological-moral, internationalist and aesthetic education'.⁹

Museums enjoy a great and ever growing popularity in the USSR. The number of visitors to state museums was 30.7 million in 1938, 75 million in 1965, and more than 135 million in 1975.

Scientific forecasts show that attendance at museums will grow steadily. This is connected with the continued rise in the educational and cultural level of the people, the deepening of scientific research, the development of tourism and, not least, the improvement of the work of the museums themselves.

The solution of the national question is one of the outstanding achievements of the Soviet State: the more than 100 big and small nations and ethnical groups inhabiting the USSR constitute a new historical community, the Soviet people. A considerable role in the formation of this community has always been played by cultural processes characterized by the mutual enrichment of cultures, by the creation of a new culture, national in form and socialist in content.

By their joint efforts the peoples of the country are building up not only the economy, but also a vast intellectual potential, which Leonid Ilyich Brezhnev has characterized as 'an important source of the progress of Soviet society'.¹⁰

Museums are an essential element of this intellectual potential. They are making an appreciable contribution to the mastering of cultural values, the utilization of progressive traditions of the peoples of the country, the raising of their educational level and the fostering of the feeling of friendship and respect for all peoples, large and small alike.

Earlier, mention was made of the establishment of networks of different museums in all the national republics. In our country the stationary forms of museum work are supplemented with a vast number of historical and art exhibitions which are arranged systematically in museums of all types. All this taken together constitutes the system of circulation of cultural values which ensures their fruitful assimilation by all the peoples of the country.

It seems to us that this experience of inter-nation cultural exchange, of mutual enrichment of cultures may be of interest to all multinational countries.

We are also convinced that the exchange of experience with foreign

museums, the participation of our museum workers in the activities of international museum organizations, in ICOM conferences, will help to further improve Soviet museum practice.

We have already touched upon the specifics of museums as cultural institutions, stressing the inestimable value and variety of their collections, the scientific conclusiveness, expressiveness and international character of their information language. These peculiarities contain, in our opinion, vast and not yet fully revealed possibilities for museums to take an active part in international cultural exchange, to contribute to the mutual enrichment of cultures, to the development of mutual understanding among peoples.

The recent years have witnessed a considerable intensification of international exchange and the co-operation between museums of different countries, a more active role being played by museums in the general process of international exchange of cultural values. There are good reasons for this. Our time is characterized, as Leonid Ilyich Brezhnev said at the 25th Congress of the Communist Party of the Soviet Union, by a positive turn in the development of international relations. 'The improved international climate has created a favourable atmosphere for invigorating economic, scientific, technical and cultural co-operation.'¹¹

However, we have no grounds for complacency. Of late there have been quite a few instances indicative of the need to step up activity for the sake of preserving and developing those possibilities for extending cultural and scientific ties which have been created thanks to the policy of detente, the positive results of the Helsinki Conference, and the hard collective work of countries with different social systems on behalf of peace and peaceful constructive labour. The opponents of detente are trying to distort its very essence. They preach the inevitability of war and organize noisy propaganda campaigns of lies, slander and deception. The world public has the force to thwart these attempts, to actively continue the constructive work aimed at deepening the process of detente and imparting an irreversible character to it. We think that the further development of our international links even in such a specialized field as museology will help to consolidate what has been achieved, carry forward the process of mutual enrichment of cultures, and promote mutual understanding among nations.

Allow me to dwell on some questions pertaining to the place museums occupy in cultural exchanges and their role in the mutual enrichment of cultures and in furthering international mutual understanding. It stands to reason that in stating our viewpoint we shall rely primarily on examples from our own experience. An active exchange of opinion on this topical problem will, hopefully, enable us to work out effective recommendations aimed at broadening international exchanges between museums.

Before describing the experience of Soviet State bodies and museums in

carrying out exchanges with museums in other countries, we think it is appropriate to state the principles by which we are guided in our cultural contacts with other countries and peoples.

Utmost support for the development of international cultural ties is an important component of the Leninist cultural policy consistently pursued in our country by the Communist Party and the Soviet State. It is a stable policy not dependent on pragmatic, time-serving, subjective considerations.

The positive attitude to the exchange of genuine spiritual values between peoples stems organically from Lenin's proposition on the continuity of the culture of the new society in regard to everything that is best and progressive in the heritage of the past centuries. We have always held that the development of national cultures and the world culture as a whole is unthinkable without the exchange of real spiritual values between the cultures of different countries.

This policy started being put into practice from the very first days of the existence of our state. Even in those difficult times when states calling themselves civilized were trying to strangle the young Soviet Republic with the help of military intervention and then economic, political and spiritual blockade, even then our country maintained contacts with outstanding cultural figures in Europe and the whole world.

Today, naturally, the conditions and possibilities are different. Continuing the Leninist line in implementing cultural policies and consistently pursuing a foreign policy of peace, the leadership of our Party and state creates all conditions for the development of international cultural ties. Speaking in Berlin in June 1976 Comrade L. I. Brezhnev, General Secretary of the CPSU Central Committee, formulated the principles governing our attitude to this important problem of our times as follows:

'... In order to create an atmosphere of trust among states, so necessary for a lasting peace, peoples must get to know and understand each other better. This is the starting point from which we approach all cultural exchanges and human contacts.

And how do things stand in this area? We in the Soviet Union consider it important that our people know more about other peoples' past and present, know more about their culture so they can respect other countries' history and achievements.

That is why the Soviet State widely encourages cultural exchanges—consolidating them by inter-governmental agreements and organizing more every year.¹²

Indeed, never before have our country's international cultural ties been so broad as today. Cultural exchanges in different forms are carried out with 120 countries. In the five years 1971-75 their volume grew by 50 per cent, and in some fields even more. For example, there was an increase of 150-200 per cent in the exchange of art and historical-documentary exhibitions, with the exhibits taken primarily from museum collections.

And in the past ten years the exchange of exhibitions increased four-fold.

The international practice of cultural exchange carried on by museums has produced a number of forms whose peculiarities reflect the specifics of the means and possibilities at the disposal of museums. They include exchange of exhibitions of museum collections, direct co-operation between museums in different forms, participation in international and national conferences and in the activity of specialized organizations, exchange of experience in the field of restoration and conservation and in the training of specialists, etc.

Exchange of exhibitions holds, undoubtedly, first place among all the enumerated forms. It covers a very wide range of museum objects—historical monuments, works of art, and so on. Soviet museums send their collections abroad and receive collections from foreign countries displaying them in their own halls and in exhibition halls. The exhibition exchanges of the past few years stand out not only due to their high intensity but also because of their exceptionally high quality: the exhibits have included outstanding works of art, and unique historical collections of all epochs.

I shall give only a few examples. There was the unforgettable visit of the beautiful Mona Lisa, 'La Gioconda', to Moscow, which required a great deal of organizational and technical work. Great pleasure was derived by connoisseurs and the general public from the exhibitions of masterpieces of fine arts from the Louvre and other French museums, the magnificent collection of 100 paintings from New York's Metropolitan Museum, works of impressionists from French Museums, masterpieces from the Museum of Fine Arts in Budapest, the exhibitions of Van Gogh and Turner, and somewhat earlier Rodin, and so on. Great interest was aroused by the exhibitions of contemporary artists and sculptors from museums in different countries, such as, for instance, the exhibition of the great Mexican masters Siqueiros, Rivera and Orozco.

It is hard to evaluate the cognitive and aesthetic importance of such exhibitions as 'Treasures of Tutankhamun's Tomb' from Egypt, objects of Thracian culture from Bulgaria, or exhibitions from Mongolia, India, Nepal, Laos, Venezuela, and Mexico.

There were very interesting historical-documentary exhibitions of museum objects related to the life and struggle for a new society of the peoples of Bulgaria, Hungary, the German Democratic Republic, Cuba, Poland, Rumania, Czechoslovakia, and Yugoslavia.

A positive political impact was produced by a joint and incidentally, excellently arranged exhibition devoted to Soviet-French relations. A great deal of effort was invested in it by museum workers from both countries.

Queues at museums have become a standing feature of our cultural life. For instance, more than 400,000 Muscovites and guests of our capital came to see Mona Lisa. The active exchange with museums from other countries has heightened interest in the treasures of our own museums.

This exchange is truly active on both sides. During the past five years we sent abroad about 250 exhibitions of historical monuments and masterpieces of art from museum collections. I shall mention only some of them. Take the tremendous success the exhibition 'Treasures of Scythian Art' scored in the United States, France, Bulgaria, Czechoslovakia, Poland and Yugoslavia, or the exhibitions '100 Masterpieces from Soviet Museums' in Japan, 'Masterpieces of Western European and Russian Art' in the United States and Mexico, 'Russian Woodcarving' in France, 'Russian Painting from Antiquity till our Days' in Italy, other exhibitions of fine, decorative and applied arts, historical-documentary exhibitions devoted to important stages of development of our country, which were on display in dozens of countries.

I would like to stress that we send to other countries not only our national historical values and masterpieces of art, but also the finest specimens of the culture of other peoples from the collections of Soviet museums.

We regard also as important participation in thematical exhibitions with individual objects. This form of co-operation has developed over the recent years, and we take an active part in it.

Alongside the active exchange of exhibitions, we note with gratification other forms of co-operation with museums in other countries. For example, we have organized long-term co-operation between the Hermitage Museum and the Pushkin Museum of Fine Arts, on the one hand, and the Metropolitan Museum of Art and the Louvre, on the other. Stable contacts have existed for many years between Soviet museums in socialist countries.

Other forms of co-operation are also developing. For instance, we have agreed with our French colleagues on the exchange of small museum collections of pieces of art for a term of two to three years. Collections of our pictures are already in Paris, and in the very near future we expect the arrival of French paintings.

We have always paid great attention to the restoration of works of art. Regrettably, there were also stimuli of a tragic character to this, what with the tremendous losses or damage pieces of art and historical values suffered during wartime. The experience of our restorers is widely known. We are prepared to share it and support in every way co-operation in this field. There are many examples, from the history of the salvation of the Dresden Gallery collection and the participation of our restorers, together with specialists from other countries, in eliminating the consequences of the natural calamity that had befallen Florence, to the recent seminars, meetings and joint work of restorers and conservators.

Familiarization with historical monuments and works of art from Soviet museums has given much, we hope, to millions of visitors to museums in other countries. First, personal acquaintance with original works of art and historical monuments of peoples of the USSR bears testimony to the great achievements of our culture. Secondly, millions of people all over the

world have seen with what love and care we preserve and popularize real masterpieces of the art of all the peoples of the world, and how our country, living through devastating wars, blockades and the complete destruction of hundreds of cities, has been able to save for mankind its cultural values. As you know, Soviet museums have unique collections reflecting the culture of the peoples of Europe, Asia, and Africa. We take pride in the fact, for instance, that thanks to the work of our scientists we have rare ethnographical museum collections of objects from Oceania, Africa and Asia. All this is now being put into scientific circulation.

Experience shows that an exhibition or collection which dates back to the ancient days can have a truly modern positive significance. This idea is very convincingly expressed in the letter which Kenneth Donahue, director of the Los Angeles Museum of Art, sent us in connection with the demonstration of the exhibition 'Treasures of Scythian Art' in that museum. He wrote that the exhibition had made a tremendous impression on Americans, evoking interest not only in the early civilization of our country, which had been totally unknown there, but also in the history, life, and culture of the Soviet Union as a whole. America's largest book-selling firms informed him that while the exhibition had been on display the bookshops had sold all books about the Soviet Union. Library heads told him that during the same period there had been an increase in the demand for literature not only on archaeology, but also on history, ethnography, and culture. The exhibition was visited by 178,000 people, among them those who had come from such faraway states as Alaska, the Hawaiian Islands, Montana, and Texas. The exhibition has achieved the goal for which we had hoped, Kenneth Donahue wrote, by rousing in the residents of the western part of the United States an interest in, and a better understanding of, the Soviet Union.

I want to thank our colleague Kenneth Donahue once again for his kind and precise words and at the same to tell him and all of you, dear friends, that the exhibitions and collections from the museums of your countries evoke an equally great interest in us Soviet people, and also engender feelings of respect and friendship for the other peoples, building up a spirit of co-operation and detente.

We have spoken about the exchange of exhibitions, collections and individual exhibits, but it should also be borne in mind that practically every day our museums familiarize thousands of foreign visitors with the history and culture of our countries.

The unprecedented growth of international tourism in our days imposes an additional responsibility on museologists the world over and makes many new demands on the formation of displays, the organization of group and individual excursions and hence on the training of personnel, publishing, and the entire complex of information work, etc. The prospects for the further development of tourism should induce us to actively tackle the whole spectrum of these problems and to intensify the exchange of experience of work in this field.

Thus, it appears indisputable that in the present day world museums as socio-cultural institutions play an active educational role and greatly contribute to international cultural exchanges, the mutual enrichment of cultures, and the promotion of mutual understanding among peoples.

At the same time, it also appears indisputable that meeting, the opportunity that we are having to exchange experience and jointly find solutions to the most pressing problems will help to improve the work of the museums of the world.

Without claiming to embrace all the problems and questions involved, I would like to mention some of them which we think could become the subject of our discussion and exchange of experience and the subsequent solution of which would facilitate our advance in accomplishing the lofty and highly humane tasks which have been set up by the very theme of ICOM's 11th General Conference.

First. The intensity of exchanges between museums necessitates special attention to guarantees for the safety of the exhibits and collections, to be provided with the active participation of the states concerned. On the other hand, the rapid development of exchanges in this field calls for a new approach to the established traditional forms of guaranteeing safety, i.e., to insuring the exhibits, which imposes a heavy financial burden on the museums and governmental cultural agencies and, in fact, impedes the development of exchanges. In dealing with this problem we should take into consideration a direct recommendation which is contained in the Final Act of the Helsinki Conference on Security and Co-operation in Europe, and which urges the states to study 'new means of insuring works of art in foreign exhibitions and for reducing the risks of damage or loss to which these works are exposed by their movement.'

One of the real ways to solving this problem is, we think, the widest possible promotion of exchanges on the basis of state guarantees. Our country had made an important step along these lines. Article 30 of the already mentioned Law on the Protection and Utilization of Monuments of History and Culture, adopted by the USSR Supreme Soviet in October 1976, reads: 'Monuments of history and culture which are the property of foreign states, organizations and persons and which are brought into the USSR for purposes of cultural exchange of cultural values under appropriate agreements, are protected by the state.'

We regard this as a direct reply to the above-mentioned recommendation of the Helsinki Conference.

It appears that the question of a system of government guarantees, with their attendant obligations concerning compensation, etc., could be a fruitful theme of our discussion.

Second. The wide development in the exchange of exhibitions and collections, the rapid growth of international tourism and the increase in museum attendance generally should induce us to adopt a new, particularly serious approach to the substance of our work.

There are several aspects involved, and I should like to call your

attention to two of them.

(a) The principles on which exchanges are carried out. Here I shall refer to the recommendations of the inter-governmental conference on cultural policies in Europe which was held in Helsinki in June 1972. Incidentally, the recommendations of this conference were reaffirmed in the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe. I shall mention two recommendations:

- to promote cultural co-operation on the basis of respect for the principles of international law and the ideals of the United Nations Organization, respect for national independence and sovereignty, equality, non-interference in internal affairs, and mutual benefit;

- to take, when necessary, appropriate measures to guard their national culture against works advocating the ideas of enmity and hatred among nations, war, violence, and racism.

We must not allow cultural exchange to be used for aims which are the exact opposite of its lofty purpose.

Exchanges must be conducted on the basis of full mutual agreement on all sides; rule out all forms of diktat and accord their content with the humanistic aims of the exchange of real spiritual values, and promote mutual understanding and confidence among peoples.

(b) A responsible attitude towards the exhibitions of museums and to their content is more necessary today than ever before. When organizing exhibitions we should remember the lofty tasks of the museum, its educational functions, and do everything we can to ensure that while familiarizing themselves with the museum exhibitions visitors should become imbued with respect for the labour of man, for his genius, and get to know better the history and culture of other peoples. This problem acquires special importance in view of the fact that every year museums are visited by millions of people. Museums can and must promote mutual understanding, respect, confidence and co-operation among peoples. There should be no place in them for the advocacy of war, violence, racial hatred, and the popularization of anything that is vulgar and immoral, that degrades man.

Special attention is merited by exhibitions devoted to our times and the recent historical past. We think an exchange of experience of work in this field and joint elaboration of principles to govern our approach to the problem could claim some of our time here.

Third. The extensive development of museum practice generally, the enhancement of the role of museums in international life induce us to address ourselves to the theoretical and practical problems of museum work. Ample scope is thus provided for comradely consultations and mutual assistance, exchange of experience and joint elaboration of certain questions.

The present Conference, the ICOM Committees, the meetings and seminars arranged by our organization could help to resolve pressing problems pertaining to the present state and development of museum

practice. I shall enumerate some of them: elaboration everywhere of theoretical problems of the organization of museum work; exchange of practical experience in the technology of museum facilities, including the use of the latest achievements of science and engineering; in the designing and construction of museum buildings, the organization and methods of information work and especially the exchange of scientific-methodological information between the museums of the world and the rendering of effective assistance to developing countries in establishing museum networks; exchange of experience and mutual assistance in the field of restoration and conservation; a discussion of methods of training museum personnel, and so on.

There is an extensive field of work before us. The 11th General Conference has got off to a good and interesting start in its work; a great deal has already been done at Committee sittings, and much still remains to be done.

The museums of the world are a powerful means of preserving and popularizing the progressive historical traditions and cultural achievements of the peoples whom Maxim Gorky called 'not only the force which creates all material values, but also the sole inexhaustible source of spiritual values'.

The lofty work of the museums and museologists, aimed at drawing together peoples and cultures and bringing about mutual understanding and friendship among peoples and countries, accords with mankind's long-cherished aspirations.

May the 11th General Conference of the International Council of Museums provide a fresh impetus to the effort to attain these humane goals!

NOTES

1. A. Miles, *Sociodynamics of Culture*, Progress Publishers, Moscow, (1973) p. 46 (in Russian).
2. Karl Marx, *Capital*, Vol. 1. Foreign Languages Publishing House Moscow, pp. 179-180.
3. V. O. Klyuchevsky, *Letters, Diaries, Aphorisms*, Moscow (1968), p. 332 (in Russian).
4. V. I. Lenin, *Collected Works*, vol. 31, 287.
5. *Ibid.*, vol. 36, p. 263.
6. *Iskusstvo*, nos. 1-2 (1929), p. 23.
7. See *The List of State Museums of the USSR*, Moscow, 1973 (in Russian);
8. 'Law on the Protection and Utilization of Monuments of History and Culture', *Pravda*, 31 October, 1976.
9. 'Law on the Protection and Utilization of Monuments of History and Culture', *Pravda*, 31 October, 1976.
10. *Pravda*, 28 July, 1970.
11. *Documents and Resolutions. XXVth Congress of the CPSU*, Novosti Press Agency Publishing House, Moscow, 1976, p. 26.
12. *For Peace, Security, Co-operation and Social Progress in Europe. On the Results of the Conference of the Communist and Workers' Parties of Europe*, Novosti Press Agency Publishing House, Moscow 1976, p. 14.

CHAPTER I
THE DISCOVERY OF AMERICA
The first discovery of America was made by Christopher Columbus in 1492. He sailed from Spain in search of a westward route to the Indies. On October 12, 1492, he landed on the island of San Salvador in the West Indies. This event marked the beginning of European exploration and colonization of the Americas.

CHAPTER II
THE EARLY YEARS
The early years of the United States were marked by the struggle for independence from Great Britain. The American Revolution began in 1775 and ended in 1783. The new nation was founded on the principles of liberty and democracy.

CHAPTER III
THE GROWTH OF THE NATION
The growth of the nation was rapid in the early years. The population increased from about 2 million in 1780 to over 10 million by 1820. The territory of the United States expanded from the Atlantic coast to the Pacific Ocean.

CHAPTER IV
THE CIVIL WAR
The Civil War was a major event in the history of the United States. It began in 1861 and ended in 1865. The war was fought between the Union and the Confederacy over the issue of slavery.

CHAPTER V
THE RECONSTRUCTION
The Reconstruction period followed the Civil War. It was a time of great change and struggle. The goal was to rebuild the South and to ensure that the rights of all citizens were protected.

2 Message du Directeur Général de l'UNESCO à la douzième Assemblée Générale

Amadou-Mahtar M'Bow

J'ai le vif plaisir d'adresser les salutations et les vœux de l'UNESCO au Conseil International des musées à l'occasion de sa 12ème Assemblée générale.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture est particulièrement attentive à l'oeuvre de coopération professionnelle que le Conseil poursuit à l'échelle mondiale depuis plus d'un quart de siècle. L'ICOM apporte aux efforts de l'UNESCO un concours tout à fait précieux en vue de la protection et de la conservation des biens culturels et je suis heureux de lui exprimer, à cet égard, toute notre reconnaissance.

Notre objectif commun est, en effet, de permettre à chaque peuple non seulement de jouir pleinement de son patrimoine culturel mais aussi de connaître et d'apprécier les oeuvres d'autres cultures. C'est en confrontant fraternellement les différences que l'on peut dépasser les faux exotismes et prendre conscience de l'interdépendance des différentes sociétés humaines et du caractère indispensable d'une solidarité internationale. En stimulant cette prise de conscience et la participation des conservateurs et des dirigeants de musées à certaines entreprises menées au plan intergouvernemental, comme la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, l'ICOM a apporté un complément essentiel à l'action de l'UNESCO.

Cette collaboration étroite entre nos deux organisations m'incite à attirer aujourd'hui l'attention de l'Assemblée générale de l'ICOM sur une question qui ne saurait trouver de solution qu'avec le concours actif et généreux de tous ses membres.

Je veux parler du souci des peuples dépouillés de certains éléments essentiels de leur patrimoine culturel. Quelques uns ont perdu la quasi-totalité de biens qui constituent un aspect capital de leur mémoire collective et un message de leur passé. Ces peuples demandent que l'on comprenne la privation qu'ils ressentent. Ils demandent que l'on accepte de leur retourner des biens qui ont pour eux une valeur spirituelle et historique irremplaçable.

La dernière Conférence Générale de l'UNESCO m'a invité à traiter cette question de façon à mobiliser l'opinion publique et à "créer un état d'esprit favorable au retour des biens culturels aux pays d'origine". Il m'a été suggéré en particulier de m' "inspirer, à cette fin, de dossiers techniques dont la constitution sera confiée aux organisations non-gouvernementales compétentes, telles que le Conseil International des Musées".

C'est dans cet esprit que je m'adresse à vous. Je n'insiste pas sur la complexité d'un problème que vous connaissez parfaitement. Nous savons, les uns et les autres, les obstacles qui s'opposent à des solutions dans ce domaine. Ces difficultés ne pourraient cependant être résolues si les hommes et les femmes qui ont actuellement la garde de ces biens et la responsabilité de leur conservation n'y contribuaient vraiment avec toute leur bonne volonté, s'ils ne participaient avec dévouement à cette action culturelle de solidarité et de justice internationales.

Je fais donc appel à tous les membres du Conseil International des Musées pour qu'ils aident les pays qui n'en ont pas, à constituer des collections représentatives de leur patrimoine culturel et pour qu'ils facilitent les négociations bilatérales que leurs gouvernements pourraient mener dans ce domaine.

En apportant son soutien à cette orientation générale que les Etats-membres ont chargé l'UNESCO de mettre en oeuvre, le Conseil International des Musées fera faire un progrès considérable à l'instauration du "nouvel ordre international" qui apparaît aujourd'hui comme le meilleur garant de la paix entre les nations.

Message of the Director General of UNESCO to the Twelfth General Assembly

Amadou-Mahtar M'Bow

I take great pleasure in expressing the greetings and best wishes of UNESCO to the International Council of Museums on the occasion of its Twelfth General Assembly.

The United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization pays close attention to the work of professional co-operation throughout the world that the Council has undertaken over the past quarter of a century. ICOM'S contribution to UNESCO's efforts for the protection and conservation of cultural property is an invaluable one for which I am happy to express our heartfelt thanks.

Indeed, our common aim is to enable all peoples not only to enjoy their own cultural heritage to the full but also to come to know and appreciate the works of other cultures. Only a friendly comparison of our differences will allow us to put aside the false search for exotic values and take stock instead of the interdependence of different human societies and the absolute necessity of international solidarity. By stimulating their awareness and securing the participation of curators and those in charge of museums in many intergovernmental initiatives, such as the fight against illicit traffic in cultural property, ICOM's work is an essential complement to the action of UNESCO.

The close collaboration between our two Organizations encourages me on this occasion to draw the attention of the ICOM General Assembly to a question which can be resolved only through the active and generous participation of all its members.

I am speaking of the concern felt by countries which have been deprived of certain essential elements of their cultural heritage. Some have lost all the cultural property that constitutes a vital aspect of their collective memory and a message handed down from their past. These peoples call for an understanding of their loss, and ask for the return of property which has for them irreplaceable spiritual and historical value.

The last General Conference of UNESCO invited me to deal with this question in a way that would mobilize public opinion and 'bring about a state of mind conducive to the return of cultural property to the countries

of origin'. It was suggested in particular that I should 'be guided, to that end, by technical reports which will be entrusted to competent non-governmental organizations, such as the International Council of Museums'.

It is in this spirit that I turn to you. I will not dwell on the complexity of a problem which is well known to you. We are well aware of the obstacles hampering solutions in this field. These difficulties can only be overcome, however, if the men and women who at present have the custody of this property and the responsibility of conserving it, contribute wholeheartedly to the task, and participate sincerely in this cultural action of international solidarity and justice.

I appeal, therefore, to all members of the International Council of Museums to help those disinherited countries to constitute representative collections of their cultural heritage and to facilitate bilateral governmental negotiations in this field.

In giving its support to this general orientation which Member States have instructed UNESCO to implement, the International Council of Museums will considerably forward the establishment of the 'new international order' which appears today to be the surest guarantee of peace between nations.

3 Message du Président de l'ICOM

Jan Jelinek

C'est au Ministère de la Culture de l'URSS ainsi qu'au Comité national de l'ICOM dans ce pays que nous devons d'être réunis ici nombreux, et nous les en remercions. L'importance de votre participation à cette Conférence Générale reflète l'essor de notre organisme; de nombreux pays de toutes les régions du monde sont ici représentés.

Je désire remercier nos hôtes pour nous avoir offert cette magnifique réunion, mais également vous tous membres qui, par votre présence même, prouvez le dynamisme de notre profession. Au Conseil Exécutif et à notre Comité Consultatif, je présente mes remerciements ainsi que finalement, mais non moins sincèrement, au Secrétariat pour tout le travail accompli ces trois dernières années. Notre Secrétariat et son Secrétaire Général, tout au long de cette période triennale, ont pris part à toutes les activités de l'ICOM et ont contribué avec une énergie inlassable à la mise en oeuvre d'un programme dense dont l'objectif principal a été la rénovation et le développement de l'ICOM sur la base des nouveaux statuts.

Il y a en effet trois ans que la précédente Assemblée Générale a adopté ces nouveaux statuts donnant ainsi à l'ICOM une nouvelle impulsion. Cette 11ème Conférence Générale qui rassemble un très grand nombre de participants venus de pays si divers est la meilleure preuve que nous avons choisi la bonne voie.

L'ICOM s'est développé pour devenir une organisation non gouvernementale forte et indépendante qui, désormais, affronte l'avenir avec confiance.

J'ai été pendant six ans Président du Comité Consultatif, puis pendant six autres années votre Président. Je connais la plupart d'entre vous personnellement en tant qu'amis et collègues dévoués à votre profession. Cette coopération internationale m'a permis d'avoir de nombreux contacts sans cesse renouvelés et m'a donné des amis, ainsi qu'à vous tous très certainement. Ces échanges professionnels et personnels sont un apport inestimable à nos activités. Non seulement ils nous aident dans notre tâche si noble qui est de protéger les patrimoines culturels et naturels, de faire des recherches dans des domaines scientifiques spécifiques, d'aller



2. ICOM '77, from left to right: L. Monreal, S. Fukuda, J. Jelinek, I. Antonova, P. Makambila, G. Lewis, H. Auer, A. Bose, H. Landais

au devant des besoins éducatifs de notre époque, de diffuser la connaissance et plus spécialement celle des valeurs culturelles et sociales; mais ces échanges nous permettent encore de prendre conscience de l'utilité d'une certaine éthique et de comprendre nos traditions multiples et nos besoins communs. La coopération réciproque engendre la compréhension mutuelle, ce dont notre monde contemporain a tant besoin sur le plan humain. J'ai trouvé cette compréhension mutuelle à l'ICOM. Toutefois, l'arbre, pour avoir des racines profondes, nécessite des soins attentifs.

Que cette 11^{ème} Conférence Générale mette dans notre verger de nouvelles pousses dont nous pourrons alors cueillir les fruits en abondance.

Message from the President of ICOM

Jan Jelinek

We meet here in great number thanks to the invitation of the Ministry of Culture of the USSR and thanks to the USSR National Committee of ICOM. Your large participation in this Conference mirrors the development of ICOM. You have come here from many different countries of all parts of the world.

I should like to thank our hosts for making possible this wonderful meeting. I should also like to thank all of you members here, who by your presence emphatically prove the vitality of our profession. I should like to thank our Executive and Advisory bodies and, last but not least, the Secretariat, for all the work it has accomplished over the past three years. Our Secretariat, under the leadership of the Secretary General, participated throughout the triennial period in all ICOM's activities and with inexhaustible energy contributed to the realization of the whole rich programme of the modernization and development of ICOM under its new Statutes.

Yes, it is already three years since the last General Assembly adopted new Statutes and, with them, a new way of life for ICOM. This Eleventh Conference, where such a large number of us representing so many countries is gathered together, is the best proof possible that the chosen way was the right one.

ICOM has developed into a strong independent, non-governmental organization and is now facing the future with confidence.

I was Chairman of the Advisory Committee for six years and subsequently, for the past six years, I have been your President. I know most of you personally as friends and colleagues devoted to our profession. International co-operation has brought to me, as it must certainly have brought to you too, many new contacts and friendships. This exchange of professional information and personal contacts makes a valuable contribution to our activities. It not only helps us in our noble tasks of protecting the cultural and natural heritage, carrying out research in our specific scientific fields, contributing towards contemporary educational needs, and disseminating knowledge, particularly of cultural and social

values, but it also creates an awareness of ethical values and teaches us to understand our different traditions and similar needs. Mutual co-operation creates mutual understanding, which is one of the great human values of which the contemporary world is in great need. I have found it in ICOM. However, like a tree, it must be planted and carefully nurtured if it is to grow in strength.

May this Eleventh General Conference of ICOM contribute many new saplings to our common orchard, producing both blossom and fruits in profusion.

4 ICOM and the development of international contacts between museums

Jan Jelinek

*Moravian Museum, Brno, Czechoslovakia
Chairman, ICOM International Committee for Museology
President of ICOM, 1971-77*

I was asked by the Executive Council to deliver this speech on ICOM's role in the development of international co-operation between museums. But, in fact, all ICOM's activities are conditioned by or lead to international co-operation because this is the essence of most of our activities. ICOM is an international organization, or more precisely, a worldwide international organization. My intention therefore is to explain what I have found to be fundamental during the past six years of my Presidency and what I see as the principal lines of action for the future development of ICOM, and the future development of our international co-operation.

Let us first consider the contemporary situation in science and education, the two fundamental activities of our museums. Several major scientific discoveries have created new scientific fields of activity and new scientific branches. The traditional system of the sciences has changed and is frequently changing, with the result that the traditional division of our museums into classical departments can no longer cope with the multidisciplinary character of scientific research, now increasingly concerned with ecological, environmental, sociological, behavioural, and other questions. The so-called permanent exhibition in museums is no longer permanent, as every five years or so large sections of every new exhibition must be changed in accordance with new discoveries and consequently changing ideas.

And if the whole of education is now in a critical period of development, if the traditional educative methods are no longer sufficient, in schools, in courses, in books, wherever they are used, logically speaking, they cannot be sufficient in museum education activities either. If you follow the pages of *Museum*, the journal of UNESCO, or our *ICOM News*, or *ICOM Education*, the periodical of our International Committee for Education and Cultural Action, you will see quite clearly this search for new paths and new policies in ICOM.

Happily, recent years have proved that ICOM has enough members to enable us not only to search for, but also to find new ideas, methods and solutions. Today well-known terms like ecomuseum, living-museum, fragmented museum, etc., give evidence of this. All this shows that ICOM reacts and responds sharply to the needs of our society. This is essential for the future and even for the bare existence of our profession. ICOM has adapted its ideology to the changed and ever changing developmental situation.

Let us now take a look at our daily lives and our bureaucratic and administrative structures. The whole period of the last six years has been characterized by a protracted international financial crisis. This has created severe difficulties and dangers for all international scientific and educational organizations, and for ICOM as well. It has meant juggling with exchange policies to finance our regular activities. Originally, like any other cultural organization we were subsidized by several organizations and foundations, and their generous, but usually short-term help, formed an important part of our income. When — usually at the end of the fiscal year — our finances needed help, we were rescued by these extraordinary subventions or donations. But some basic parts of our principal activities were also made possible by special subventions. In the difficult situation caused by the international monetary crisis, these contributions have become increasingly uncertain or at any rate, less permanent. The most normal and sound situation of a cultural non-governmental organization is when the members of this organization cover the regular activities of the annual programme with their own contributions. Irregular contributions and funds should contribute to cover the irregular programmes and short-term chapters of the budget. Therefore the goal of our new financial policy has been to increase the participation of membership contributions in our budget. This is certainly not easy and you have read several of my letters, or letters from the Executive Council encouraging increases in membership and requesting the payment of dues by our members. Those who have ignored their financial obligations — after repeated requests — have eventually been dropped from membership. As well as slowing down all our activities they have served, in reality, only as fictitious or 'ghost members'.

This policy followed during the last six years has finally borne fruit and slowly started to change the position and even the character of ICOM. A cultural organization resting on such a financial basis and membership policy can be active and best prepared for any difficult situation, relatively independent and responsible to its members in the best way.

In the last year ICOM deleted all non-active and non-replying members, but even so the number of our members increased. In 1971 the membership fees formed only 20.8 per cent of our budget, today they cover 55.5 per cent of our budget. With increased membership there has also been an increase in our public relations which, with backing, again makes possible an increase in our income. It is our increasing activity which can help us to

develop.

Permanent co-operation with UNESCO under whose roof our Secretariat is housed, has been intensified and increased in an important way. UNESCO helps us generously in financial terms but as our own resources have increased, UNESCO's contribution, which in 1971 was 22 per cent of our budget, now forms 19 per cent, even when increased in absolute values.

What does this co-operation with the biggest scientific and educational international organization mean for ICOM? It brings us the possibility of participating in some fundamental programmes and projects and of finding ideal and economic support whenever the goals of our two organizations unite. The permanent financial support I have already mentioned. But let me mention the words of the 'Sexennial Report by the Executive Board to the UNESCO General Conference on the Contribution made to UNESCO's Activities by International Non-Governmental Organizations', presented to the 19th General Conference in Nairobi, Kenya, in November 1976:

'... The programme on *museums and standards* could not progress without the continuous and dynamic contribution of the International Council of Museums (ICOM). Through its wide network of professional contacts ICOM is always in a position to supply the Secretariat with vital information relevant to important questions of policy. Technical problems are also solved with the help of ICOM. The Council's many-faceted participation in the programme includes *inter alia* professional advice on the content of publications (particularly the publication of *Museum* and the preparation of a book on museology in the world today), publications complementary to those of UNESCO, assistance in the preparation of international standard-setting instruments and the organization of meetings.'

This shows how UNESCO evaluates ICOM and ICOM's activities and is therefore a very important document for us, distributed worldwide. We shall continue our mutual co-operation and ICOM, for one, will try to do its best. Fruitful co-operation with UNESCO and its evaluation of our activities give us strong support for the future.

The process of our development is characterized by our structural changes. At our last General Conference in Copenhagen we adopted new Statutes giving practical and more democratic ground for our work. It is certainly clear that new situations need new ideas and these again need a new structure. And happily ICOM demonstrated itself able to find new ways. The new Statutes are making it possible to reach a broader membership and therefore broader publicity. In a time when publicity and public reactions are of vital importance for our profession, our co-operation with the mass media cannot be a question of chance but must form a part of our everyday professional life. Television, broadcasting, and the press are our regular tools in museological activities. This is another side of our professional contemporary strategy bound up with the

publicity of our modernized profession and our financial policy.

Another fruit of the new Statutes is the regional programme of ICOM. The ICOM Asia Agency, even under the very difficult conditions of its more than ten years' existence, has proved to be of great importance for the further development of Asian museums in countries with a tremendous growth rate in population and therefore in need of education and scientific knowledge. ICOM was never planned as an exclusively European or Europe-North American organization. Happily, because it becomes clearer every day that there is no time and no chance to divide this small planet into isolated separate units. ICOM is international in the best sense of the idea and only as such has a promising future. Large parts of the world outside Europe have their own traditions, situations and needs, but they form with us one family. Science and education cannot continue to develop in their most important fields without worldwide co-operation. Research in nuclear physics, space research, the questions of energy resources, of crops productivity and struggle against famine, environmental, and pollution research, population explosion and questions of education, all these issues are becoming worldwide international tasks. Museums have their specific and irreplaceable place in the cultural life of contemporary society. They can help with their specific means of education, in the dissemination of knowledge and in certain fields of scientific documentation and research.

Certainly we need one organization. And we need more regional agencies helping in the daily problems of museums in corresponding regions. Because I find this question increasingly more important, I will add a few more words. In holding our General Conferences mostly in Europe there could always be present only a minority of our non-European and non-North American colleagues. Certainly a similar situation would exist for Europe and North America if the General Conference was situated somewhere else, let us say in Africa. Therefore, representatives of non-European regions were co-opted to our Executive Council. The first step was taken here. But much remains to be done. To mention only two main duties we face now: first, a proper way of electing the representative of a region by his regional colleagues should be found; and secondly, this representation on the Executive Council should correspond to regional ICOM membership and ICOM activities. The regional agencies and regional programmes can only be created and kept alive if the regional members participate. There is no sense in giving birth to an artificially fed child. The regional membership must be able to create and contribute to its regional agencies and regional programmes, according to local conditions and situations, which are usually different from European ones. But anyhow it is the membership which will confirm the 'professional right to life', so to speak, of ICOM in general and, of its regional agencies.

Another important problem is the future activity of our fast-growing International Committees. They form the basis of ICOM's international



3. The Way of Museums/La voie du Musée, exhibition at the Moravian Museum, Brno
(Photo: Moravske Museum. H. Milan)

co-operation and of its working programmes. The Chairman, with his bureau, is responsible for the triennial programme, which should be presented to the ICOM Executive Council for consideration and, if necessary, for additional recommendations. Finally, at the end of the triennial period the International Committee should present a report for consideration and evaluation by the Executive Council. This would be the logical procedure of our international professional life. I believe that this question and other similar ones will form an important part of the future programme of the Executive and Advisory bodies of ICOM.

Why do I mention all these problems here? Because they form the backbone of our international co-operation and therefore also of our existence. Because, according to the new Statutes which were adopted under my Presidency, all ICOM officers' mandates are limited to two three-year terms, the President included. So this is my last possibility of giving you my advice as President.

Let us now take a look at the future of our museums, of ICOM, and of our international co-operation. Two ideas supporting my confidence in the future of ICOM have occurred to me. The historical approach enabling us to understand the past and to assess the present epoch has developed considerably in recent decades. Not only the past, but also the present and even the future are conceived as parts of a single historical process. This fact is of great importance for human society, for its material and cultural development. For museums as cultural institutes it means that they must not concentrate only on historical documents dealing with the development of the human society and nature in the past; they must also satisfy the demands of the present society and help to solve its present-day needs and problems. This clearly determines the function of and ensures the proper place for museums in the future development of society.

The other idea has to do with the social changes that have occurred following the disintegration of the colonial system in the past decades. The whole world, all continents, not only traditional Europe and North America, experience violent social development, including cultural changes in which — as it is very apparent — museums, together with other cultural institutions, play an outstanding role. The function of museums must naturally be in keeping with local needs, otherwise they cannot exist and cannot be of any use. The new situation arising in the so-called Third World and the unprecedented growth in the number and activities of museums, clearly illustrate the correctness of ICOM's regionalization programme. The individual regions have their specific needs and problems to solve, but they also need international assistance and co-operation in finding solutions, and here lies the guarantee of the future of museums on a world scale.

If we try to establish a new museum today, it cannot be established according to a pattern which is already outmoded; it cannot be established in this rapidly changing world according to the pattern of the 1950s. It should also be modern and fully active in twenty years' time and therefore we must consider such a project bearing in mind the situation and type of museum we shall be needing at least twenty years' later.

Even today we can clearly see the increasing importance of science and of modern documentation. Documentation of sociological changes in our society in and outside big metropolitan agglomerations, and documentation of changes in nature, can best be done by the museums situated in the place itself, in the corresponding region, in the corresponding changing environment. The changes for example, in European rural life, in our villages, illustrate historically the end of a culture — our medieval culture — which has now been replaced by industrialization everywhere, even in our agricultural domain. On the other hand, the documentation of changes caused by the effects of industrialization on nature, i.e., questions of pollution of our environment, are of vital importance for everybody. The role and value of good documentation is therefore obvious. Here, of course, the role of the reserve collections is increasingly important. In any

modern museum, they should be adapted for study collections, and while the exhibition is for everybody, the study collection serves students, experts, or any interested specialist.

In the field of education, our activity must be changed in the future. Without proper education for all, our future is very fragile. People will have at their disposal many new discoveries which can often be used in very different ways. If not properly educated they may not understand their responsibilities and may misuse them. Without education, there is no future for mankind. Future museums should not be mere shrines for the conservation of our cultural and natural property. This is certainly one of our fundamental duties. But we can do much more. When compared with television, our exhibition should give not only information, but also knowledge backed by personal experience and knowledge of values. Future museums must give visitors the possibility of participation through experience. Slogans like 'Do touch' and 'Try and do it' must find their proper place in museum educative activities. This will certainly bring new elements, methods and experienced educationalists into museums. If today the use of the cinema and other kinds of audio-visual documentation is frequent in our museum educational activities, participation, experience and even manual, creative activity, should appear in the future. This is what modern education needs.

One important field should be investigated in the near future—our co-operation with other international cultural organizations. If ICOM develops into a strong and active organization, it has a moral duty to help every related organization wherever it can. As we acquire greater experience we can and should advise. Our documentation will soon be indispensable for many others, and looking to the future, the whole development of some of these related organizations is converging. More and more international co-operation will be needed and ICOM, now well established and active, should help whenever possible. I should like to give an example: zoos. On the one hand museums face a very urgent environmental programme, on public demand, and a new idea of 'ecomuseums' is one way of responding. On the other hand zoos need better and broader presentation and here they can learn much from museums. In fact, they are specialized museums. They exhibit living 'things' — animals. They do use display methods, but unfortunately mostly only in the form of the zoological name and place of origin of the exhibited animal who is very often not exhibited in his natural habitat but in poor and unnatural, limited space, or even in a cage. The best zoos have their reserves, and depositories. They try to breed certain rare animals outside the exhibition area and to protect them from extinction. They can certainly use many more museological methods and experience, and not only to show exotic animals — a special variety of the so-called 'Raritätenkabinet'. They are developing and will continue to develop in this new, more complex and more natural direction, leading them nearer to modern museological ideas. We find a similar situation in Natural Parks,

Botanical Gardens, and other assimilated institutions. I strongly recommend that ICOM's next triennial programme pays attention to this situation which is already appearing on the horizon. ICOM should be prepared to face the new situation and certainly be ready to help when needed.

For the future I have mentioned documentation, science, education and participation methods, and co-operation with our sister organizations. But we cannot succeed without making a start on our own professional education, the grounding for our profession, the teaching and learning of museology and museography. Forming a new generation of museologists, of museum directors, educators, curators, museum sociologists, museum documentalists, and, of course, of modern conservators, taxidermists, designers, etc., that is, our own training in short 'first aid' courses, in post-graduate courses, in University teaching, in order to know our duties and possibilities, as well as our limitations. This is the major step forward we must now take, the imperative of the near future, of today. Museology will begin to exist when there is activity, when papers are written, discussed, contested, criticized. This is the process of existence. We need museology, the learning of which is indispensable for our future functioning and existence. It must give us the tools we need. It must give us professional knowledge and status in fields which are our own and which cannot be replaced by any other institution. This is the legacy and dowry which it is our duty to give to the coming generation.

For six years I have been your President. When you elected me in Grenoble I thought of all the former Presidents and leaders of ICOM, the great names of our profession. I thought of the responsibility I was taking over, how I must act and even what I must change in my own mentality. Somebody said to me: 'A difficult period is waiting for you', and I knew it. The financial crisis, changes in the organization, new Statutes, many names would fade and new ones would come to the fore. Today I am glad that I can state that ICOM has not only survived this difficult time, but has laid solid foundations for its future development, and has already developed into the strongest non-governmental organization co-operating so closely with UNESCO. We based our policy on the increase of membership and its participation in activities, and we took the right decision.

And I should like to say that I believe strongly in ICOM's future, because I know how devoted you are to this profession, to the survey, study, research, and discovery of new and unknown facts; to helping in dissemination of the new knowledge required to equip people for their future; to the protection of all treasures and all the basic values of human culture and of our natural environment; to giving enjoyment and pleasure to people — such an important gift today; and to contributing towards international co-operation, which we need so much to build up and protect our future.

I know your dedication to these programmes and trends. I know that

ICOM has enough energy, enthusiasm, and brains to follow this difficult but promising path.

Something has been achieved. Many things remain to be done. For past and future co-operation, I thank you.

Les problèmes de la profession muséale dans le monde d'aujourd'hui

Hubert Landais

*Inspecteur général des Musées de France, Paris, France
Adjoint au Directeur des Musées de France
Président du Comité national français de l'ICOM*

*A l'issue de la 11ème Conférence Générale de l'ICOM, en mai
1977, M. Hubert Landais a été élu Président de l'ICOM.
En novembre 1977, il a été nommé Directeur des Musées de France.*

Un journaliste m'a posé, il n'y a pas si longtemps, la question suivante: "Pensez-vous vraiment qu'il y aura encore des musées en l'an 2000?" Même si l'on n'a pas le goût du paradoxe, il est impossible d'éviter une question de ce type et qui y répondra sinon nous?

A dire vrai, le problème posé est plus complexe qu'il n'y paraît. D'une part, en effet, nous assistons à un indiscutable succès des musées en général, aussi bien que des manifestations qu'ils organisent: la fréquentation des musées du monde a été en augmentation au cours des vingt dernières années, le nombre des musées a été croissant pendant la même période et il est bien peu de villes qui ne s'enorgueillissent de leurs musées; les villes qui n'en possèdent pas rêvent d'en créer et il nous est arrivé à tous de déconseiller telle ou telle création que n'auraient pu que nous reprocher les générations à venir.

Face à cette prolifération, face à cet enthousiasme, il est aisé de faire un tableau des difficultés rencontrées par les musées aussi bien que des critiques qui leur sont adressées. Institutions vieillottes et périmées qui ne justifient nullement les efforts qu'il conviendrait de faire pour leur mise en valeur — Conceptions strictement passéistes attribuées, parfois à juste titre, aux gestionnaires — Difficultés nées des hésitations à définir des programmes muséographiques cohérents, à partir de collections souvent hétéroclites — Plus encore, réactions violentes provenant des milieux créateurs remettant en cause les conceptions traditionnelles de l'art et, partant, des institutions qui se sont données pour tâche d'en présenter, d'en conserver, d'en transmettre les manifestations — Manque d'intérêt pour des entreprises réputées, réservées non seulement à une classe mais à de pseudo élites, seules détentrices des clés susceptibles d'entrouvrir les portes

de la connaissance — Manifestations organisées au bénéfice d'un monde clos possédant ses propres références, son langage, sa culture.

Tout cela, à dire vrai, n'est guère nouveau et il y a beau temps que le Louvre, pour ne citer que lui, a été considéré comme le symbole qu'il était urgent de détruire. Malgré les succès mentionnés, il est impossible de se soustraire à une remise en question systématique qui ne peut qu'être source de progrès.

Devant cette situation paradoxale, née de l'extrême critique des uns et de la vaine satisfaction des autres, il est apparu utile à votre Conseil Exécutif de s'interroger et de poser, une fois de plus sans doute, le problème des musées dans le monde d'aujourd'hui.

Pour s'en tenir à l'exemple français, qui donc se souvient encore qu'à l'origine au moins, les musées ont été une institution révolutionnaire? Personne ne s'étonne plus le lire la date d'ouverture du Louvre, du "Muséum" comme on l'appelait, inscrit en lettres d'or dans la rotonde de la Galerie d'Apollon: "10 août 1793", le jour même de la chute de Louis XVI. Les richesses de l'ancienne royauté appartenaient désormais au peuple, les trésors d'art accumulés pendant des siècles allaient être montrés, chacun pourrait en profiter. Bien plus, l'idée dominante était que les hommes ne pourraient que devenir meilleurs en accédant aux merveilles de l'art et de la science.

Nous sommes désormais loin de ces rêves: le musée universel a fait long feu et le musée imaginaire, que Malraux a, avec le bonheur que l'on sait, tenté de lui substituer, n'est sans doute qu'un palliatif, peut-être même un aveu d'impuissance: puisque le musée a échoué dans sa tâche, tentons de l'imaginer.

Alors faut-il nous résigner à n'être plus que les servants d'une institution périmée, destinée à durer plus par habitude que par nécessité, fleuron d'une culture morte qui n'intéresse plus qu'un nombre restreint de mandarins privilégiés?

Deux catégories de problèmes me paraissent devoir être abordés pour apporter certains éléments de solution: les uns ont trait à l'institution même, les autres à notre profession.

S'agissant de l'institution, je pense qu'il faut en premier lieu se garder des solutions "miracles". Il en est une, notamment, qu'il convient d'examiner avec le plus grand soin, c'est l'animation des musées, panacée destinée à permettre aux musées de présenter un attrait nouveau, de toucher un nouveau public, de sortir des sentiers battus.

Les résultats sont souvent décevants et pour cause: il n'est pas raisonnable de prétendre que l'on transformera les musées en y organisant des manifestations qui n'ont, le plus souvent, rien à voir avec eux. Non, animer les musées ce n'est pas cela et je suis de ceux qui pensent que c'est tout autrement qu'il faut envisager des solutions, dans le cadre de la mission des musées.

Je ne pense pas non plus qu'il faille que les problèmes des musées soient étudiés isolément: c'est dans un cadre plus large qu'il faut les examiner. La

notion même de musée est inséparable d'une autre notion qui n'a cessé de prendre corps et de s'affirmer au cours de ces dernières années: celle de patrimoine. Le patrimoine c'est ce qui appartient en propre à chaque pays, à chaque région, à chaque ethnie, c'est ce qui permet à tel groupe d'hommes de se reconnaître, d'affirmer son identité aussi bien que de se renouveler, de prouver sa vitalité même si celle-ci agit souvent, par réaction, à l'encontre des idées reçues; mais encore fallait-il qu'elles le soient. Le patrimoine n'est pas seulement — comme on a trop souvent tendance à le croire — exclusivement une notion passéiste: il s'enrichit chaque jour de la richesse même de la vie quotidienne; il est un peu comme le langage. L'un et l'autre permettent aux hommes de se comprendre, de communiquer, ils évoluent avec eux; s'ils disparaissent, les hommes perdent ce qui leur permettrait de s'identifier, de se reconnaître.

Les atteintes graves que les contraintes sociales, politiques, économiques font peser sur le patrimoine, ou mieux sur les patrimoines, obligent ceux qui s'essaient à le protéger à réagir vigoureusement et à faire prendre conscience, au plus grand nombre, de ces distorsions qui risquent de peser lourd sur le destin des hommes.

Dans cette optique, les musées, bien loin de voir minimiser leur rôle, prennent conscience de l'élargissement de leurs tâches; de nouveaux musées voient le jour, les "écomusées" notamment dont la conception est "globale" et déborde largement le cadre des musées traditionnels. D'autres conceptions naissent: les musées d'art, les musées scientifiques ou techniques, les musées historiques, souvent enfermés dans des conceptions étroites, verront leur objectif s'agrandir; leur action devra s'intégrer dans un mouvement d'ensemble auquel rien de ce qui est vivant ne doit être étranger.

Utopies que tout cela? Moyens exagérés à mettre en oeuvre? Structures trop vieilles pour être modernisées ou transformées? Rien n'est moins sûr: tout est certainement possible dans des domaines aussi vastes; le but final n'est pas de détruire des institutions existantes mais de leur donner un élan nouveau, de les situer parfaitement dans un cadre plus élargi, de les faire participer plus activement à une action collective à laquelle elles ont le devoir de s'associer.

Sensibiliser nos contemporains à ce qu'est leur patrimoine, celui qui les a fait tels qu'ils sont et qu'ils doivent découvrir, protéger, enrichir... C'est en partie cela notre rôle et si ce ne sont pas les musées qui l'assument, qui donc pourra l'assumer à leur place?

Pour remplir cette mission, nous savons les difficultés rencontrées, difficultés malheureusement similaires dans la plupart des pays: le manque d'hommes et de moyens a trop souvent empêché les musées les plus dynamiques et les plus "modernes" de mener une politique cohérente. Il faut pourtant savoir et faire savoir que la conservation n'est plus et ne peut plus être ce qu'elle était il y a cent ans, il y a même trente ans, qu'il ne nous est plus possible de conserver efficacement selon des méthodes périmées, en raison de moyens ridicules. Le rôle des laboratoires, des instituts de



4. Stages de perfectionnement/Professional training course, Institut royal du patrimoine artistique, Bruxelles (Photo: A.C.L.)

recherche fondamentale ou appliquée — même s'ils sont peu nombreux — ont considérablement modifié nos façons de voir. C'est dans ce domaine que les "problèmes" des musées sont les plus difficiles à résoudre: leur solution ne dépend pas, en effet, des conservateurs que nous sommes mais de la nature même de nos institutions: on ne sait que trop nous rappeler qu'elles sont dispendieuses.

Les problèmes touchant aux institutions ne sont pas les seuls auxquels nous nous heurtons. Ceux qui touchent à la profession — à notre profession — sont loin d'être tous résolus. L'ICOM a déjà joué dans ce domaine un rôle décisif; faute de moyens, ce rôle est cependant resté trop modeste et devra être développé.

Je n'ai nullement l'intention de soulever la totalité des difficultés rencontrées mais simplement de m'attacher à celles qui m'ont paru les plus graves.

En premier lieu, la formation du personnel des musées paraît souvent mal résolue; la plupart du temps très empirique, elle n'aboutit pas toujours à donner de la profession une image très fiable et c'est là, je pense, une des raisons essentielles qui font que notre tâche est souvent — et ce dans tous les pays — considérée comme mineure ou au moins accessoire. Sa technicité est contestée et nos autorités de tutelle elles-mêmes (gouvernements, municipalités, "trustees" ...) ont parfois bien du mal à admettre que gérer un musée est une activité spécifique qu'il vaut mieux confier à des professionnels.

Je pense qu'il faut avoir le courage de reconnaître que certaines personnalités ont plus fait pour valoriser les musées que n'a pu le faire la cohérence d'une profession qui est encore trop entachée, dans l'esprit d'un grand nombre, d'amateurisme ou de dilettantisme.

Un Comité de l'ICOM travaille ces problèmes de formation; les résultats de ses travaux sont malheureusement insuffisamment diffusés. L'UNESCO a, elle aussi, fait progresser les choses, notamment en subventionnant tel ou tel centre de formation; les conférences internationales se sont multipliées et enfin l'une d'elles a eu lieu, récemment, en Extrême-Orient.

Il faut aller plus loin, promouvoir des institutions spécialisées, sinon dans tous les pays au moins dans tous les continents (nous en sommes encore là), aider ceux qui en ont besoin à former leurs futurs techniciens, accepter des stagiaires lorsque c'est possible et leur permettre de s'initier aux méthodes modernes.

A mon sens, la politique à suivre devrait avoir un triple but:

- (a) permettre la formation du plus grand nombre,
- (b) permettre, également, la revalorisation d'une fonction trop dévaluée,
- (c) convaincre les autorités responsables des musées de la spécificité de la profession.

Si nous n'y prenons pas garde, si dans la plupart des pays nous continuons à accepter que la profession muséale, malgré son très grand intérêt, soit moins considérée et donc moins rétribuée que d'autres professions d'une technicité équivalente, il faut savoir que les jeunes de qualité s'en détourneront pour se diriger vers des horizons plus prometteurs.

Pour cela, il ne convient pas seulement de revendiquer mais aussi d'être "sérieux" et de pouvoir démontrer notre spécificité; pour ce faire, la formation du personnel des musées est essentielle et mérite, encore une fois, d'être traitée sous tous ses aspects, tant sur les plans nationaux que sur le plan international.

Un autre problème me paraît capital, celui de l'organisation de la profession. Tous ceux qui se sont risqués à organiser dans ce domaine se sont heurtés à des difficultés souvent non résolues:

- la très grande diversité des musées: musées très spécialisés, à collections homogènes groupées par techniques ou par époques;
- musées scientifiques et techniques dont les problèmes paraissent fort différents de ceux des musées d'art;
- musées d'art, musées historiques, musées littéraires, musées polyvalents.

Comment arriver à homogénéiser une profession aussi diverse?

Ici encore l'ICOM aussi bien que les associations nationales ont joué un rôle important sans que, pour autant, les résultats puissent être considérés comme toujours satisfaisants. Les caractères communs de la profession me paraissent suffisamment nombreux pour que l'oeuvre soit poursuivie.

La collaboration inter-musées est, elle aussi, source de difficultés. Le temps est-il vraiment révolu où les plus grands musées du monde ont,

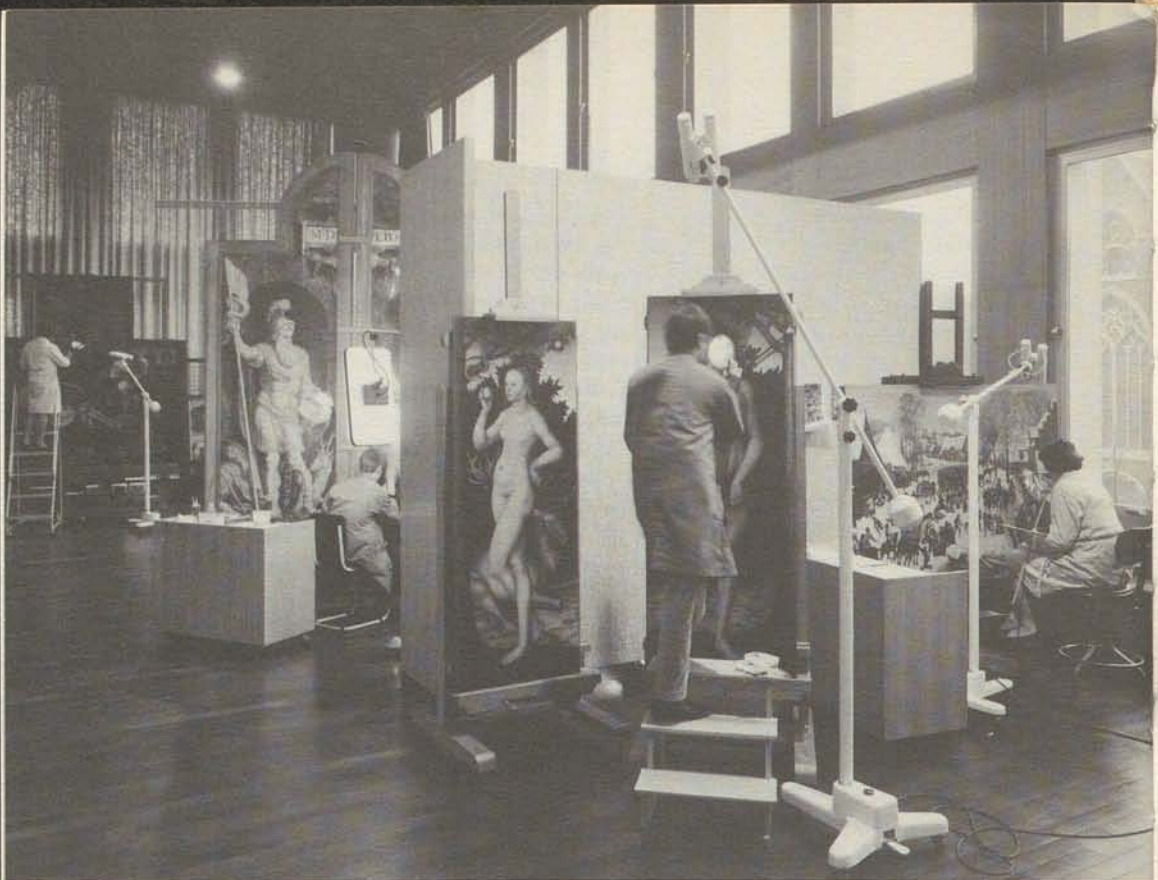
quelquefois, plus vécu dans la concurrence que dans la coopération?

Dans ce domaine également, les vingt dernières années ont vu des progrès sensibles mais un long chemin reste encore à parcourir. Il est bien typique, par exemple, que nos organismes professionnels, nationaux ou internationaux, aient beaucoup plus progressé grâce aux petits musées que grâce aux grandes institutions dont les moyens sont pourtant beaucoup plus considérables et dont l'une des tâches essentielles devrait être justement l'assistance et la collaboration. Le jour où les plus grands musées du monde accepteraient, au niveau le plus élevé, de coopérer avec les moins grands, le jour où les musées les plus riches s'efforceraient de faciliter la tâche à ceux qui le sont moins, alors nous pourrions parler d'une véritable politique des musées, et chacun en sortirait grandi. Faciliter cette concertation, la promouvoir à tous les échelons et dans toutes les circonstances, tel nous paraît être notre devoir.

Que nous le voulions ou non, la coopération exige des règles du jeu une véritable éthique sans laquelle toute action commune est illusoire. Il est curieux que, depuis qu'il existe des musées, personne n'ait songé à codifier les règles qui devraient présider à l'exercice de notre profession; sa déontologie n'est pas écrite. Il ne m'étonnerait pas cependant que, dans les années à venir, l'ICOM ait à jouer un rôle important dans ce domaine; que nous ayons à nous poser des questions sur les modes d'acquisition et la circulation des oeuvres d'art ou des objets de collection, sur la récupération des oeuvres volées dans les collections publiques ou privées pour ne pas parler, dans des domaines plus restreints, des droits que s'arrogent souvent tels ou tels "découvreurs" d'objets, fouilleurs ou simples acheteurs qui se refusent, pendant des délais excessifs, à communiquer renseignements ou photographies tant qu'ils n'ont pas eux-mêmes publié leurs découvertes, des difficultés qu'ont souvent nos chercheurs pour se documenter sur les collections conservées "à l'étranger", etc ... On pourrait allonger la liste indéfiniment et chacun de nous pourrait citer des exemples, établir des listes de perfectionnements à apporter. Toutes ces questions méritent des réponses; il m'étonnerait fort, en tout cas, que la douce et sympathique anarchie qui a parfois présidé à la création et au développement de certaines de nos plus vénérables institutions ne soit pas devenue elle-même ... un objet de musée.

Avant de donner la parole à ceux d'entre vous qui désirent compléter cet inventaire, bien trop succinct, des problèmes des musées dans le monde d'aujourd'hui, je voudrais, en conclusion, m'attarder sur l'un d'eux, peut-être le plus important: il est une tâche que nous avons les plus grandes difficultés à remplir et qui nous est pourtant essentielle, c'est celle de "conserver".

Un homme politique français nous reprochait en souriant, il n'y a pas longtemps, de n'être que des "conservateurs" (telle n'était pas sa tendance) et nous engageait à changer de nom. Surtout n'en faisons rien: la difficulté majeure de notre métier est que nous ne conservons plus, ou du moins avons-nous de plus en plus de mal à le bien faire. Ce siècle restera sans



5. Atelier de restauration des peintures, IRPA, Bruxelles (Photo: A.C.L.)

doute — par rapport au moins à ceux qui l'ont précédé — celui qui aura vu se préciser le plus clairement les moyens à mettre en oeuvre pour la conservation idéale, en même temps que se développait, au nom de la culture, au nom de l'art, au nom de la modernité, une consommation effarante des biens culturels.

L'honnêteté nous obligera à reconnaître qu'au nom d'une conservation mal comprise, les musées ont parfois tendance à s'isoler, à se refuser à toute participation, à ce qui n'émane pas d'eux. Il reste que la protection des oeuvres qui nous sont confiées doit demeurer notre préoccupation essentielle. Il ne servirait de rien d'avoir les plus beaux musées du monde si les oeuvres n'y étaient surveillées, soignées, étudiées, protégées.

Nous sommes favorables aux échanges culturels mais formellement opposés à ceux qui risquent de détériorer les objets.

Nous nous inquiétons de la sécurité de plus en plus aléatoire des oeuvres que nous conservons et de l'indifférence quasi-générale rencontrée lorsque nous évoquons ce genre de problèmes.

L'UNESCO qui a tant fait pour protéger certains hauts lieux de l'humanité pourrait nous aider considérablement en attirant l'attention des Etats membres sur les difficultés de cet ordre: l'insécurité est croissante et nos moyens, ici encore, trop souvent misérables.

Evoquant le nouveau Musée national d'art moderne de Paris, un critique écrivait: "c'est donc un musée, sans plus, il n'y a pas là de quoi avoir honte: lieux de conservation, hors du temps et de l'espace réels, les musées ont leur grandeur, leur beauté propre ..."

J'ajouterais volontiers qu'ils ont également leur mission propre: sans eux, sans les témoins qu'ils ont charge de conserver, de présenter et de transmettre, peut-être les hommes en arriveraient-ils à oublier un peu plus que, justement, ils sont des hommes.

La politique intellectuelle de l'ICOM: rôle des Comités nationaux et des Comités internationaux

Franco Russoli

Directeur de la Pinacoteca di Brera, Milan, Italie

Surintendant des Galeries de Lombardie

Membre du Conseil Exécutif depuis 1971

Est décédé le 21 mars 1977

Plusieurs rapports et interventions durant cette Conférence Générale (et notamment ceux du Président et du Secrétaire Général) rendent compte des résultats de l'action accomplie par l'ICOM et ouvrent la discussion sur les perspectives de l'action à accomplir pour réaliser les objectifs d'une politique établie par l'Assemblée des membres et définie par les nouveaux Statuts de 1974. Je me limiterai donc à quelques brèves considérations, des réflexions personnelles faites à haute voix en quelque sorte, sur les principes intellectuels (théoriques ou idéologiques, si vous préférez) de cette politique et sur les moyens et la méthodologie opérative de l'ICOM en vue d'une plus grande efficacité. La base de toute politique et de toute action est la connaissance la plus complète et la plus exacte des situations et conditions des réalités sur lesquelles et à la faveur desquelles on veut agir. L'ICOM, à tous les niveaux de son organisation, a travaillé, travaillé et doit de plus en plus travailler pour collecter des informations sur les biens culturels du milieu naturel et social, et sur la structure juridique, administrative et technique des musées et des institutions qui gèrent ce patrimoine dans tous les pays. De la confrontation et de l'analyse critique de ces informations, conduites soit au niveau local et national, soit au niveau régional et international, peut naître un accord sur la définition de bien culturel et de musée. De cet accord dérive un programme rationnel et coordonné d'action cohérente pour que les musées et les membres de notre profession puissent accomplir les fonctions que la société contemporaine leur demande. De la connaissance la plus objective et de l'évaluation critique des données de l'information, naît et se développe l'activité promotionnelle et concrète de l'ICOM pour inspirer ou aider la politique des instances intergouvernementales et gouvernementales en matière de protection et d'utilisation du patrimoine culturel.

Sans aucun doute, la variété et la profondeur de la connaissance des

situations dans différents pays ont permis à l'ICOM de mettre en oeuvre des actions conformes à ses principes et objectifs, mais articulées selon les conditions et les exigences spécifiques ou locales. Une politique intellectuelle doit atteindre ses buts par une action qui vise à des objectifs partiels et dans des domaines variés mais qui sont à considérer dans une stratégie globale. Rappelons, à titre d'exemple, quelques résultats concrets obtenus par l'ICOM ces dernières années grâce surtout à l'activité intelligente et inlassable de son Secrétariat et du Centre de documentation: l'UNESCO a adopté des propositions et des recommandations que nous avons établies pour le trafic illicite des biens culturels ou pour les échanges entre pays, et a reconnu le rôle fondamental de notre organisation pour la préparation et la réalisation de ses programmes. Gouvernements et administrations publiques de plusieurs pays ont demandé et suivi l'avis de l'ICOM pour la création de structures muséales, même de type nouveau (comme les écomusées), et de plus en plus, s'adressent à nous pour obtenir des renseignements de tout genre en matière de biens culturels. L'augmentation du nombre des membres de l'ICOM signifie aussi que notre organisation a prouvé qu'elle connaissait la situation réelle des membres de la profession et qu'elle agissait selon leur exigences respectives.

Si l'on considère que ces résultats ont été obtenus durant la période de rodage et d'expérimentation des nouvelles structures et dans une situation internationale de difficultés économiques particulièrement graves, on peut dire que les bases intellectuelles de notre action se sont révélées justes et que ces succès, aussi partiels qu'ils soient, confirment que l'ICOM a su identifier les véritables intérêts de ses membres, prévoir l'orientation de l'action du musée dans la société, mettre en oeuvre un type de méthodologie qui va dans le sens des besoins et des idées des plus jeunes et des "futurs" membres de la profession.

Notre organisation a essayé de suivre rigoureusement les recommandations et les directives de l'Assemblée Générale qui a voulu que toutes les questions qui intéressent la conservation et la gestion du patrimoine culturel, ainsi que la profession muséale, soient l'objet de discussions, analyses et décisions de base, c'est-à-dire émanant de tous ses membres. La corrélation la plus étroite et la plus organique entre les thèmes scientifiques et les problèmes de structure administrative et juridique des institutions et des professionnels est à la base du travail des Comités qui trouvent dans le Comité Consultatif l'organe de confrontation et d'étude des expériences nationales et internationales. Le Conseil Exécutif, par l'intermédiaire des organes administratifs, assure la mise en oeuvre et la réalisation des programmes démocratiquement établis. La ligne d'action politique est donc juste dans ses principes généraux, mais il ne sera pas inutile d'en revoir, ensemble, les caractères et les méthodes d'interprétation.

Le caractère exclusivement professionnel de l'ICOM exige une politique autonome qui obtienne des instances gouvernementales, nationales et

internationales tout ce qui est nécessaire pour assurer la vie et l'activité des musées et les droits de ses membres; mais aussi, en même temps, une politique qui sollicite chez tous les gens de musée la prise de conscience de leur rôle dans l'environnement social, de leur force autonome pour le progrès humain, des devoirs sociaux que leur "profession" impose, au-delà d'une gestion administrative et scientifique des biens culturels qui leur sont confiés.

Des musées admirablement structurés et adaptés à un travail purement sectoriel et scientifique ainsi qu'un personnel du meilleur niveau administratif, technique et scientifique ne suffisent pas à faire de l'institution ce qu'elle doit être, un instrument pour l'enrichissement de la culture dans la liberté. Au contraire, celle-ci peut devenir un moyen de persuasion, d'aliénation, un lieu d'évasion.

Depuis quelques années, on s'est rendu compte que le musée (ce dépôt de mémoire collective, cette banque d'objets, cet instrument de connaissance de l'évolution de la nature et de l'homme) est un moyen de communication de masse, dont les possibilités et les pouvoirs n'ont pas encore été entièrement exploités. Cela a ouvert aux forces économiques et politiques un terrain nouveau à conquérir pour le coloniser et l'utiliser à des fins qui sont étrangères au développement de la culture et de la conscience de l'homme. Contre ce danger, les dépositaires du patrimoine muséal, qui mènent la bataille pour obtenir une meilleure organisation de leurs instruments et de leurs conditions de travail, doivent approfondir leur réflexion critique sur la portée sociale de leur activité, sur l'action que ce réservoir de documents et ce laboratoire de recherche peut avoir sur le maintien ou la rénovation des systèmes et des idées de la communauté. La politique intellectuelle de l'ICOM poursuit donc le but de créer dans tout pays des musées efficaces pour la collecte, la conservation, l'étude et l'utilisation du patrimoine culturel, non pas pour être au service d'une éducation dirigée, mais pour répondre aux exigences de la libre recherche de l'identité historique et culturelle de l'individu et de la collectivité, seule base de la véritable compréhension entre les peuples et les nations.

L'ICOM doit tendre à former des gens de musée qui refusent le privilège ambigu de l'isolement dans le limbe élitiste des spécialistes "purs". Nous devons assurer la création et la gestion technique et scientifique d'instruments culturels, et en même temps en contrôler l'utilisation sociale. Nous ne sommes pas des gardiens de "schatz kammers", ou des techniciens à différents niveaux de qualification professionnelle qui produisons pour les besoins de la consommation du marché de la culture ou ceux des pouvoirs politiques. Nous devons agir de façon autonome pour que soient garantis les moyens et les conditions de faire du musée un lieu où la réappropriation publique des biens culturels — de *tous* les biens culturels et de *tous* les documents que le musée réunit et conserve — soit assurée par une gestion qui réalise l'intégration de l'activité muséale, dans le sens strict et spécifique du terme, à la vie de la collectivité, dans l'objectif de sa libre évolution.

L'ICOM, organisation internationale, non-gouvernementale et professionnelle, librement constituée par la volonté des gens de musée du monde entier, fait une politique qui répond à sa raison d'être, c'est-à-dire le point de repère et la force collective la plus active de tous les professionnels pour inspirer et encourager les instances publiques et gouvernementales à créer les conditions d'un travail qui réponde aux exigences scientifiques, culturelles, éthiques et sociales de la nouvelle muséologie. L'ICOM fait une politique juste dans la mesure où celle-ci encourage et rend possible, dans tout pays et dans tout système, le développement de structures de protection et d'utilisation du patrimoine culturel, en accord avec les valeurs et les droits inaliénables de l'homme, et articulées, adaptées aux situations locales. Les organes de l'ICOM, tels que les nouveaux Statuts adoptés en 1974 les ont définis sur la base des principes établis par l'Assemblée Générale, donnent toute garantie pour la réalisation de ce programme d'action. Mais c'est seulement à la condition que tous les Comités nationaux et internationaux appliquent ces principes, dans leur organisation et dans leur activité, que l'ICOM pourra continuer et renforcer l'action qui traduise la politique intellectuelle définie démocratiquement par ses membres dans les résolutions de ses Assemblées Générales. Dans leur différents rôles et dans leur différents types d'activité, les Comités nationaux et les Comités internationaux doivent travailler pour obtenir l'amélioration des capacités professionnelles et scientifiques de tous les gens de musée et pour résoudre, de façon concrète, les graves problèmes de structure et de fonctionnement des institutions. Mais, en même temps, ils doivent poursuivre le renouvellement de ces institutions pour en faire véritablement des éléments du patrimoine et des services sociaux à l'usage et à la gestion desquels participe la collectivité, c'est-à-dire les propriétaires de ces biens. On ne peut appeler "politique intellectuelle" d'un organisme qui est "au service de la société et de son développement" une politique qui ne poursuit que l'un de ces objectifs, ou qui les considère séparément.

Le rôle des Comités nationaux, en ce qui concerne la politique intellectuelle de l'ICOM, est donc surtout d'assurer la participation active et responsable de tous les membres de la profession, dans chaque pays et sans discrimination d'aucune sorte, à l'élaboration des programmes d'action. Le rôle des Comités internationaux est d'assurer que, par la libre coopération des professionnels de tout pays dans leurs domaines respectifs et par la coordination et la confrontation des méthodes et des résultats entre Comités, leur travail réponde à toutes les fonctions, scientifiques et sociales, que le musée doit remplir pour être, partout, un instrument libre de toute intervention extérieure et étrangère à ses fins institutionnelles, pour être un instrument de connaissance et de prise de conscience pour l'individu et la collectivité.

ICOM and regional action

Nana-Kow Bondzie

*Executive Secretary, Ghana Museums and Monuments,
Accra, Ghana*

*Former Interim Secretary General, Organization for Museums,
Monuments and Sites of Africa (OMMSA)*

*Second Vice-Chairman, ICOM International Committee for
Museology*

I esteem it an honour which I little deserve to have been invited by the Executive Council of ICOM to deliver this report on 'ICOM and Regional Action'. I understand by this the African Region, with which I shall concern myself. It is perhaps necessary to bear in mind that it is not only because Africa is the second largest continent that what is happening there should interest us but also because there is evidence that man himself and his earliest works may have originated from there.

It was with the founding of ICOM in 1946, with the support of UNESCO, that an *esprit de corps* among museologists throughout the world began to be fostered since it is one of the aims of ICOM to 'further co-operation between museums and members of the museum profession in different countries'. Unfortunately it has taken a long time for the impact of ICOM to be fully felt in the region, or a large part of the region, under consideration. Indeed it is not wholly right to talk of the entire continent as a region whose activities are properly co-ordinated and museum institutions formalised. The reasons for this are many but a few of them may be given here. At the time of the establishment of ICOM only a handful of African States enjoyed sovereign independence. Since 1957 and shortly afterwards most of these countries have gained their independence but invariably they find themselves faced with a paradox, i.e. while the agitation for sovereign independence is itself based on nationalism and the need for cultural identity and evaluation of traditional (as opposed to colonial) values, the *evidence* of these traditions of which the museum is the natural repository does not enjoy priority rating in the scale of values of the new governments, once independence is achieved, in the face of pressing demands for basic amenities such as food, water, shelter, education, and health facilities.

The effort to bring about a unified regional configuration has only just started in earnest and will be dilated on presently. In view of the foregoing observations, it would not be out of place to focus attention on that part of the region with which I am a bit more familiar. Efforts to form a National Committee in Ghana started in 1964, thanks to the indefatigable and energetic former Director of ICOM, Hugues de Varine-Bohan, to whom we all owe a debt of gratitude we will be slow to repay for his dedication to the cause of museum development and expansion throughout the world, and his insight into and sympathy towards the problems being faced by museums in less technologically advanced countries. In 1965 an ICOM National Committee of five individual members was formed in Ghana. Today it counts twenty-five members, of which about half represent museums and monuments institutions and the rest come from fields or disciplines that are museum-related, such as the Arts Council of Ghana, Council for Scientific and Industrial Research, the Institute of African Studies, etc.

From 2 January to 16 February 1968, the former Director of ICOM undertook a study tour of a number of museums and monuments institutions in Tropical Africa (see his report 68/Ex.1 of April 1968). The countries visited included Upper Volta, Ivory Coast, Ghana, Nigeria, Cameroon, Gabon, Congo Brazzaville, Uganda, Kenya, and Ethiopia. In his report, he writes, and I quote, 'In view of the very limited number of museums in the majority of countries visited and of the fact that the personnel is frequently no greater than a few technicians, at best two or three specialists, this report cannot be of the same type as previous mission reports. It was easily and rapidly possible to make a study of the present situation; the main task was to study the problems and prospects for the future according to the genuine needs of each country.'

In the same report, the Director noted that ICOM representation in Africa was anything but satisfactory. Thus in *Angola*, there was one associate member; in *Burundi* no contact; in *Cameroon*, one associate member; in *Central African Republic*, two associate members; in *Chad*, seven National Committee members; in *Congo Brazzaville*, three associate members, in *Congo Kinshasa (Zaire)*, two associate members; in *Dahomey (Benin)*, seven National Committee Members; in *Ethiopia*, one associate member; in *Gabon*, one associate member; in *Ghana*, eleven National Committee members; in *Guinea*, four National Committee members; in *Ivory Coast*, one associate member; in *Kenya*, one associate member; in *Lesotho*, one associate member; in *Liberia*, no contact; in *Madagascar*, one associate member; in *Malawi*, four National Committee members; in *Mali*, no contact; in *Mauritania*, no contact; in *Mozambique*, no contact; in *Niger*, ten National Committee members; in *Nigeria*, eleven National Committee members; in *Ruanda* no contact; in *Senegal*, seventeen National Committee members; in *Sierra Leone*, three National Committee members; in *Sudan*, three National Committee members; in *Tanzania*, one associate member; in *Togo*, one associate member; in *Uganda*, nine

National Committee members and in *Zambia*, one associate member. The North African States are missing from this list as are Zimbabwe and South Africa.

As already mentioned, the situation has not changed too significantly, since the past eight years, for the rate of growth of museums and monuments institutions in Africa is not to be compared with that of Europe and North America.

This is not to say that no effort has been made in the past to bring about some kind of co-operation (albeit regionally based) into integrated museum activity in the African Region.

As long ago as 1945, before UNESCO and ICOM came into being (and there is a good reason for drawing attention to this fact) East Africa took the initiative to work towards regional co-operation. The three East African countries, Kenya, Northern Rhodesia (now Zambia), and Uganda agreed to accelerate their growth and progress through specialization in given subjects and exchange of ideas and personnel. The result of this was that for some time, Uganda and Zambia tended to specialize in ethnography and ethnomusicology while Kenya, so richly endowed, stressed research and work in natural history and archaeology.

In 1957 the group met in Nairobi, this time with representation from Tanganyika, Zanzibar (both now Tanzania), and Somalia. The discussions at this meeting included the educational role of African museums, the conservation of specimens in the Tropics and ways of preserving traditional architecture. Interest was also generated in the construction of folk villages. Two years after this meeting the group expanded further when it met in Kampala with representatives of two other countries outside East Africa, namely, Belgian Congo (now Zaire), and Ghana. This time the group christened itself as the Museums Association of Middle Africa (MAMA). Its objectives were the training of museum personnel and the interchange of specialist information and services between the subregional museums. A newsletter and an occasional paper series were established and the first issue did indeed emanate from Accra and dealt with 'Conservation in the Tropics'.

Concerned about the need for the training of museum staff, negotiations were entered into with the Museums Association of Great Britain with a view to organizing a training programme based on that of that country.

In April 1961, Livingstone, Zambia, became the venue for the fourth meeting of MAMA. The meeting this time was attended by representatives from Southern Rhodesia (Zimbabwe), Nyasaland (Malawi), Tanganyika (Tanzania), Uganda, Niger, Congo (Zaire), Ghana, and Nigeria. MAMA decided at this meeting to be called the Museums Association of Tropical Africa (AMAT/MATA) and adopted a new constitution whose aims and objectives laid emphasis on the need to promote the interests of museums in Tropical Africa, foster museographical studies, scientific research, and the cultural and educational services of museums, encourage progress in techniques of preservation and display, and develop co-operation among

museums and members of the museum profession.

In 1964 the AMAT/MATA Secretariat was moved from Livingstone to Lagos. The Association was already moribund when it was transferred to Accra in 1969 following the Nigerian civil war. With the assistance of the UNESCO-ICOM Documentation Centre, a small documentation centre was established at the AMAT/MATA Secretariat at Accra and the indexing of museums in Africa and the publication of a museum directory began. In spite of these efforts AMAT/MATA was becoming more and more ineffective mainly because dues were not being paid by members and correspondence through the existing communication systems, already poor in themselves, were not being responded to.

Meanwhile another association — the Association of African Museums (AAM) — was established during the First Pan-African Festival held in Algiers on 30 July 1969. Algiers became its headquarters. The Association aimed at encouraging co-operation between all museums within the OAU Member States to enable them to contribute to socio-economic development. This Association is also moribund because of its franco-phone orientation and lack of financial resources and support. Characteristically, yet another museums association was formed. This time from a familiar territory — the Livingstone Museum in Zambia. It evolved from a conference attended there by museum specialists from some seventeen African States in July 1972. Among its resolutions, the conference emphasized the need for formulation of policies concerning natural history museums in Africa with a view to ensuing systematic reference collections and educational programmes which would incorporate the concept of ecology and the human environment.

This, therefore, was the state of affairs when the first ever Intergovernmental Conference on Cultural Policies in Africa was convened in Accra from 26 October to 6 November 1975, under the auspices of UNESCO and with the co-operation of OAU. At this Conference the Member States adopted a Resolution (no.19 to be precise) which is far-reaching in its consequences, for, for the first time in the history of the African endeavour to preserve, protect, and present its cultural and natural heritage, an attempt was made to create not only a museums association but a *museums and monuments* association of continental proportions and, even more significant, the call was made at the governmental level. Thus the Africacult Conference became a catalyst for the promotion of the African museums and monuments movement. I shall, with your kind permission quote you the two sections of the Recommendation. 'The Conference (i) Recommends to African Member States that they take the necessary steps to transform into a continental organization to be known as the Organization of Museums and Monuments of Africa all existing national or regional museums and monuments associations including AMAT/MATA. (ii) Recommends to UNESCO that it (a) establish two centres, one for East Africa and another for North Eastern Africa (Ethiopia, Somalia and Sudan); (b) provide funds

for the preservation of historical monuments, e.g. rock paintings, etc.; (c) give more assistance in the form of fellowships and training facilities.'

On 6 November 1975, on the day the Africacult Conference ended, representatives of museums and monuments institutions of fourteen African member States met in Accra in pursuance of the Mandate provided by Recommendation 19. The meeting, subsequently known as the Working Committee of OMMA had successful deliberations with the assistance of two representatives of the Director-General of UNESCO. At this meeting, UNESCO kindly offered to assist in convening the first preparatory meeting of OMMA to coincide with the 19th General Conference of UNESCO held in Nairobi, Kenya, from 26 October to 30 November 1976.

On 10 and 11 November 1976 the Preparatory meeting was held and proposals for the convening of a General Assembly discussed. It was proposed to convene the first General Assembly in September 1977 in Nairobi. At this preparatory meeting attended by representatives of some twenty-five member States the proposed name of the organization was changed to the Organization for Museums, Monuments and Sites of Africa (OMMSA).

I may say in passing that I am privileged to be performing the Office of Interim Secretary-General of this inchoate organization. I can foresee a bright future for this organization. If I have been consistent in what I have been saying so far, then it must be clear that there is very little that we can achieve when we work in isolation. Our scant resources are dissipated, our efforts are duplicated, we remain ignorant of each other and the vicious circle which we need to break through with all our might is accentuated and perpetuated. Where then is the offence when we are properly referred to as under-developed communities?

It may perhaps seem that instead of talking about regional activity in which ICOM is featured, I am instead talking about regional activity without ICOM. What needs to be stressed is the fact that it is rare to find in any particular country in the region under review congeries of museums such as may be found in say China, India, Europe or America. Private museums, properly so-called, are rarities. In almost all cases the few museums are government supported. The paradox has already been stated. The battle for sovereign independence is waged with the slogan 'back to our own heritage'. The museum is the custodian of the evidence of that heritage, but after independence the competition for funds becomes rather keen. It is the economy, agriculture and the like.

There is ample evidence of ICOM's and UNESCO's assistance but these two bodies' assistance will only have the desired impact and results if it is channelled through organized bodies which have full, clear and up-to-date data on the problems, needs, and prospects of the region. Where will the 'self-training missions' conceived by ICOM, to send itinerant specialists to several countries bordering on one another for purposes of advice, discussion of local problems and exchange of ideas, go to? To Accra? To

Algeria? To Livingstone? We all know that ICOM could do more if it had adequate funds. It is to be hoped that OMMSA, as a unit, will be able to pay contributions to or collect subscriptions for ICOM. Something along the lines whereby Member States pay their contributions to UNESCO and have a say in its decisions.

I should also like to suggest that a conscious effort be made on the part of ICOM to appoint personnel especially from the so-called underdeveloped countries to offices at its Secretariat, with a view to accentuating the international character of ICOM.

It is observed from the ICOM Programme for 1975-77 that ICOM and UNESCO plan regional and international co-operation in two principal areas, namely (a) definition of museology in Africa, taking into account the social and cultural development of the people in the region, and (b) training of personnel at all levels beginning with personnel on the job and post Jos Centre employees.

Our hope in the region under review is that OMMSA will succeed. If it does, and there is every indication that it will, then Africa will have succeeded, for her friends will see her problems more clearly, assist her more effectively and share in the fruits of her labours more universally.

The present certainly came from the past and it is from the present that the future will emerge. Unity, therefore, inheres in what was, what is and what will be. It seems the singular role of the museum to foster unity and coherence lest by losing sight of the past the present becomes shabby and the future uncertain. If history books alone could tell the full story of man's sojourn on this planet from the hoary beginning to the present, without serious lapses, then perhaps the museum would be unnecessary. As it transpires, museums are and remain the greatest and surest laboratory for studying man and his environment and providing him with his true image from the beginning to the present. It is a veritable enigma, therefore, that museum professionals, who are at least one step higher than their colaterals in university institutions, should in several places either be underpaid or be denied the necessary support for the preservation of this most valuable and fundamental of human institutions, the museum, which by writing, by art forms, and by artifact, portrays man's history, his religious, economic and social life, past and present. When the museum folds up and closes its doors, it should coincide with the end of the world. Help should come to the museum soon so that that gloomy day may never come.

ICOM's responsibility for the progress of museological research

Hermann Auer

Dr.phil.nat.habil., Professor of Physics at the University of Munich, Federal Republic of Germany
Former Director, now member of the Board, Deutsches Museum, Munich
Chairman, ICOM National Committee of the Federal Republic of Germany
Member of the German National Commission for UNESCO
Member of the International Exhibition Commission of the Foreign Office of the Federal Republic of Germany
Member of the ICOM International Committee for Museums of Science and Technology
Former Treasurer of ICOM

The importance of scientific research, the ability of the human mind to pry, Janus-like, into the past, into the history of the cosmos and humanity, but also to project the knowledge gained thereby into the future, in order to perhaps make life more bearable for mankind, and certainly to enrich it by realizations and creativity was expressly and impressively pointed out in previous exposés.

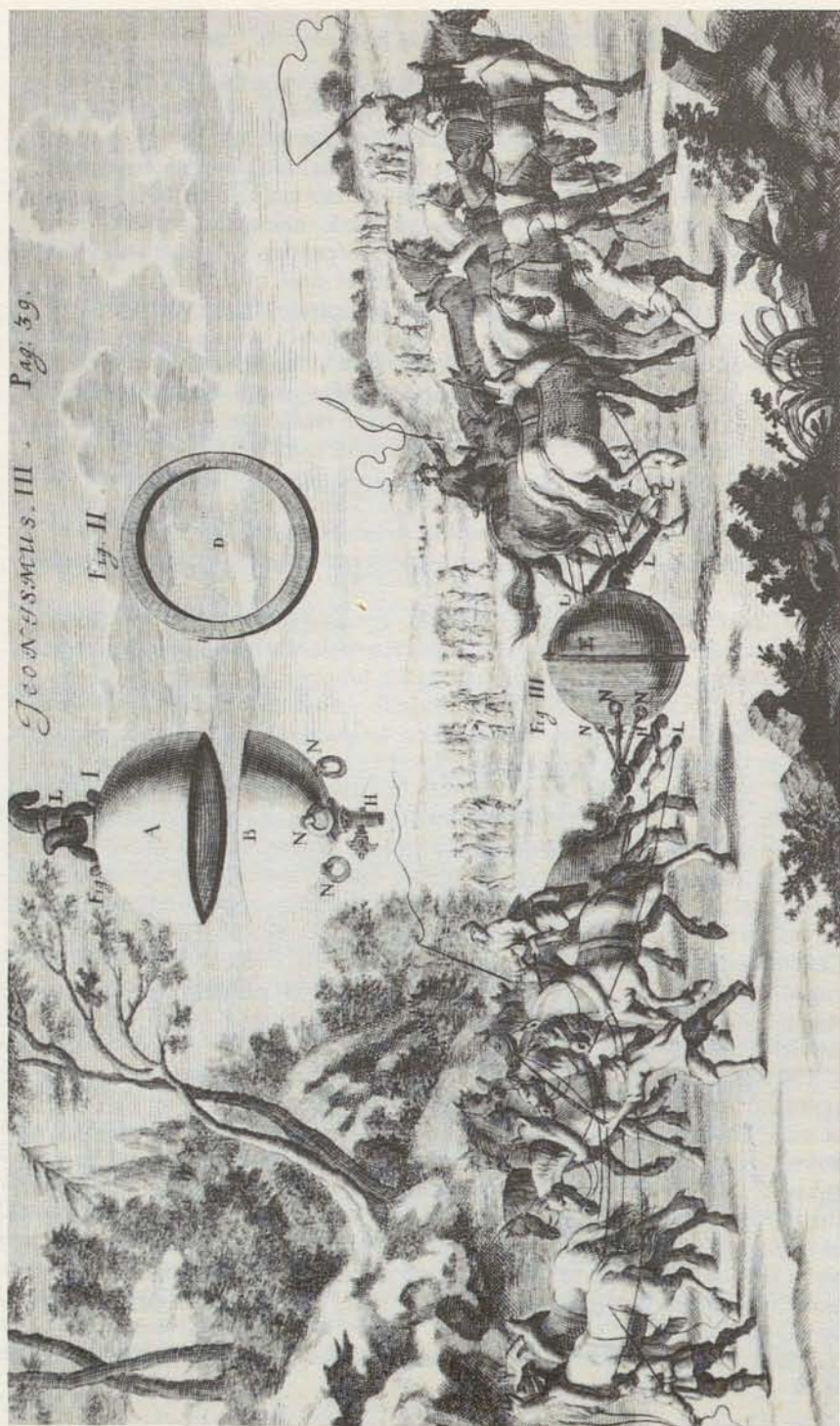
Museums play an integral role in research, by the very fact that they collect and protect natural specimens or man-made objects for preservation, and enable the study of their structure and history. When research is carried out on objects, it is usually conducted along modern, thoroughly tested lines, by well-established sciences; its efficiency and continuity is safe-guarded by professorships at the universities and by the support of the research institutes. The museum itself is often seen as being merely the vessel, the sterile shell for the collection and conservation of the exhibits; an archive for comparative-scientific studies, obviously suitable for the inventories of descriptive natural sciences but also for the history of art, culture and sciences. However, scientific, systematic research carried out on the objects belonging to the museum, *in the museum*, constitutes only *one* of the tasks of the museum; apart from the striving for knowledge that manifests itself in research, there is another facet in man, and, because of this facet, the museum becomes infinitely more than an archive, a storage-place or a laboratory. The sight, the

presence of objects from nature that have an aura of antiquity, rarity, beauty, not to mention a touch of originality, nobility, of an elite in man's oeuvre — such an encounter can trigger-off an emotional experience in us that can lead to an evaluation not easily rationalised. Our knowledge of historical development makes our collections not only material treasures but also, in a higher sphere, treasures of ideals, heirlooms passed down from nature and cultures. We, the museum professionals, have not only the responsibility of keeping this heritage intact and protecting it for an unlimited period of time, but also the responsibility for the valuable personal experiences the sight of this cultural heritage gives, that indefinable something that makes Rembrandt's 'Nightwatch' more than canvas covered with oils, Michelangelo's 'Pieta' more than the marble block left after hewing and the 'Magdeburger Halbkugeln' more than 30 kg. of wrought bronze. It is our responsibility to reflect again and again upon the best way to carry out this dual task of preserving heritage for posterity and revealing it to the present age. This must be accomplished in the best possible manner, making use of well-tried modern methods of museum techniques and educational sciences, this being, in fact, the task and the purpose of museum research.

We are all familiar with the numerous specialized branches into which museum research is sub-divided — special problems that our experts have to face. Every analysis of museum research, however, falls naturally within the scope of ICOM. For the basic museum sub-divisions are covered by eight of our International Committees: Documentation, Conservation, Security, Architecture and Museum Techniques, Education and Cultural Action, Training of Personnel, Public Relations and Museology. These eight International Committees are the most efficient tools and source of impetus for museum research in our time. Encompassing a world-wide cross-section made up of experts deeply committed to their specialized fields, these Committees represent the front line in museological research, as we see at their conventions and from their publications. Thus these Committees and ICOM as a whole, find themselves at the crossroads—having to bear responsibility for either progress or stagnation, depending on the degree of activity in their exploration of the particular problems.

The history of research in general, not just in the museum sphere, shows again and again that in order to achieve effective progress, an interlocking of many factors, as well as co-operation is necessary: an advance into the unknown on a broad front, a systematic concentration on areas hitherto ignored, and a steady perception of well-defined common aims. One can therefore crystallize ICOM's responsibility as being a planned furthering of conditions to enable rational progress to be made — the creation of a homogeneous stimulation of all essential research programmes and a clear and comprehensive representation of the tasks that have to be carried out by museums.

These conditions have only partly been fulfilled up to now. Although we



6. Seventeenth-century wood-engraving: experiment with the 'Magdeburger Halbkugeln' (Photo: Deutsches Museum, Munich)

have at our disposal many excellent monographs—not always easily accessible—on certain specialized subjects, a general outline of museology as a whole has never been compiled. Despite the fact that the necessity of such a programme was recognized by UNESCO six years ago, when a detailed plan was conceived for a five-volume 'Treatise on Museology', this project has remained in the planning stage. We know vaguely that in some cities and countries museum problems are being worked on, that there are institutes for museum studies dotted around the world, but have we even an approximate idea concerning the quantitative or even the qualitative importance of these institutes that are scattered all over the world? Do we know how many and what kind of lectures and seminars dealing with museum problems are held in the world and where? And do we know whether there are any nuclei forming that, by assimilation of related fields, could be expanded as international museum research and training centres? Let me make a suggestion: would it not be possible to publish a compilation of such museum activities in *ICOM News*? An up-to-date list, stating the places where research is being carried out and training courses and lectures are being held? It ought to be fairly easy to compile an adequately detailed list with the assistance of our National Committees.

There is, however, another problem that is relevant to many of us personally, I think. I once posed a question to an audience that was made up of directors and senior staff of culture-historical, scientific and technical museums—rather than art museums—regarding their training for the museum profession; it became apparent that more than 90 per cent not only had not considered the profession during their course of studies, but did not even consider it many years later. Only much later, often after being active in completely different spheres, did they turn towards a museum career, often by pure chance. They had considerable knowledge, which, however, could hardly be utilized in a museum, but they often lacked the most elementary previous training in specific museum areas and were ignorant of many problems with which they were now being confronted—gaps of knowledge appearing which could only be bridged up to a point, giving the stress of day-to-day tasks. We have now reached an extremely important problem for the future of museums and our profession. The progress in any area is highly dependent on the personal, human quality—the intelligence and activity of those that have chosen this field as a vocation. The selection of the best and most active, their deciding on one or the other future profession is often made very early in life on the strength of a romantically exaggerated view of their profession. The museum profession can easily compete with other professions, despite modest salaries and lack of public recognition, because of the multitude of interesting problems it covers. Considerably more care must be taken now than in the past to represent to highly qualified and active young people, the diverse scientific and practical museum problems, at present still confusedly ranging from history to psychology, as a self-contained field that is clearly defined by the term 'Museology'. This should be done

during, and even at the beginning, of their course of study, as is a matter of course for other intellectual professions. The demand is naturally not great enough for each country with museums to develop its own institutional museology. All the more reason then for interlocking, regional co-operation, as enabled by ICOM and as demonstrated anew by this General Conference.

In the past week our International Committees in Leningrad have developed a kind of 'Academy of Museology' whose access unfortunately was limited, because of the numerous, often overlapping sessions. If we analyse this regrettable coincidence of sessions, the misunderstanding that befalls us becomes evident if we constantly talk only about two groups of ICOM Committees: National and International. For the latter is unmistakably sub-divided into two groups, one comprising the aforementioned museological specialities, i.e. from documentation to public relations. These Committees deal with questions of primary interest to all museums. They bear ICOM's immediate responsibility for the progress of museum research. They develop and publicize new methods of documentation, preservation, and security. They take care of the general questions of interaction between museums and visitors, the public and society. Their generally valid results have then to be adapted to the different types of museums. We consider this optional adaptation of the general methods as part of the tasks of the second group of the International Committees which associate museums of similar kinds—archaeology, or ethnography, musical instruments, or transportation techniques. During their sessions, in their publications, these Committees discuss the objects of their collections, they exchange experiences, how they are best preserved or exhibited—making use of the results of the former group, the 'Methods Committees'. But they also discuss the historical research of their exhibits, their integration into the culture of their time and their effect nowadays.

This discussion of the problems of the present era leads us to a different, higher level in which century-old notions of museum typology are put in doubt. It is a world-wide, social, and technical change of our time that makes the clinging to traditional structures of our customary museum categories seem indeed antiquated. Let me give a few examples. Certain spheres of modern art have found new inspiration and enrichment in their means of expression through new paths leading to the exact natural sciences. Reflection, interference, laser-beams, holography are but a few possibilities used still quite unsystematically, even unprofessionally to transform new knowledge in the realm of physics into purely artistic experiences, by methods which are basically as legitimate a means of expression as are the spectral absorption capabilities of paint molecules used in painting for centuries. Does not ICOM, as well as exhibitions and museums have the opportunity and the responsibility of the pioneer, to fertilize this almost barren area by the teamwork of its Committees? Besides the search for a new emotionally based experience of physical

nature transformed into a new, artistic form, the natural scientist raises the question whether man's intellectual achievement in the knowledge of modern exact sciences is done sufficient justice when these aspects are reduced to negligible preliminaries of technical museums, as happens almost without exception. Thus far there is no important museum of the exact sciences possessing an independent exhibition, complete in itself, presenting a scientific picture of the contemporary world and its historical evolution.

At the turn of the eighteenth century, the museum gained new stimulus, due to the misleading notion that mankind would improve by having access to the miracles of art and science. A century later, technology promised happiness and wealth for all. The museums of technological progress were supposed to arouse admiration and respect. Today, progressive technological museums ask themselves whether they are doing justice to the change in our time, when they still project, with impressive machines and fascinating appliances, the innocent optimism of the turn of the century and the assumption that all that is technically possible is worthwhile, without displaying quite objectively, next to man's intelligence in technology, the whole range of consequences and thereby the moral responsibility which ultimately determines the success or catastrophe of mankind. Moreover, can the natural history or biology museum fully represent modern ecological problems with a one-sided view on the maintenance of the well-being of the individual by an environment adapted to him, without taking into consideration man's incessant increase in the consumption of raw materials and energy, his ceaseless expansion in number and in requirements, above all, in view of the completely justified social demands of the developing countries?

Humanity is becoming more and more conscious of the decisive problems of mankind in the last quarter of our century, through the mass media. Visitors to our museums come with these questions in mind. We, too, must therefore satisfy this need for objective information and educational furthering if we do not want to sink into the past and become relegated 'yesterday's men'. Some new or reorganized natural and culture-historical museums have already introduced new museum structures, reflecting the problems of our time. The new idea of the 'integrated museum' is becoming more important. Overlapping conceptions require a bold leap, away from tradition, across the former limits which separated subject matters. New arrangements link together objects in unaccustomed relationships.

Although not yet the case, ideally such ideas can be realized by co-operation between the second group, the type-related International Committees. Out of ICOM's responsibility for the creation of new concepts of museums arises the stimulus to work out the basic ideas of such overlapping, integrated museums, for example, to represent man as the dominating centre in a changing technical-social environment. This can be discussed, interdisciplinarily, in symposiums composed of several

Committees. The great disorder which we experience in the steadily altered attitude to social and technical problems, a sharpened consciousness of our responsibility for the future and for following generations is not only a call for new norms of cultural-historical, natural science, and technical museums. The increased sense of responsibility that man will have to bear in the future, is a far more serious problem confronting the museums which have been entrusted with the great artistic and cultural heritage of the past, that is to be preserved undamaged for centuries and at the same time to be shown worldwide as it is to the people of the present.

If we analyse the problem thoroughly, this represents a conflict for our significant cultural heritage, as insurmountable as the entanglements of a Greek tragedy, a divergence between the optimal local possibilities of conservation and the desire to exhibit throughout the world.

The contradiction between our functions of preservation and of exhibition is the result of two tendencies, inherent in man. On the one hand we have a confident hope that mankind will never lose interest in the history of its culture, of its high value and the preservation of what we call today the cultural heritage. However, if on the other hand, that we hold the notion that true artistic experience is bound by the genuineness of the original, which, it is believed, can neither be replaced or reproduced by any imitation, no matter how perfect the technique, then a 'conflict of conscience' arises. This means, in practice, that for paintings, wooden statues, textiles, glass, and medieval manuscripts and many other significant, but endangered cultural goods, we are faced with a clear alternative—either to exhibit the original in far-away places and, in the long term, to shorten the lifespan of these precious objects, or to conserve and preserve the heritage for a much longer period into as many distant generations as it requires according to how far we succeed in keeping them away from endangering environmental influences.

We are fully aware of the burden we are thrusting upon our Committee for International Art Exhibitions, when it must decide, through the conferring or refusal of ICOM patronage, whether or not it can assume responsibility for the climate, transportation, and security conditions for any given exhibition. Actually this responsibility concerns all of us, ICOM as a whole, for the long-term protection of cultural heritage is not so much a technical question but rather a decision of museum policy. It is a problem that leads into the heart of our profession, into its ethics.

Experience has taught us, unfortunately, that within an international framework, decisions are mostly compromises. But if we are to solve these basic questions of museum philosophy by a compromise, and perhaps against our own conscience, if we believe we have to exhibit our most precious works of art in all parts of the world—transporting the 'Mona Lisa' or the 'Pieta' to the other side of the globe—then it becomes even more evident that further technical research is to be pursued for the improvement of the methods applied for transportation, conservation, and protection under the most dangerous conditions. The loss of what was



7. Transport damages (Photo: Deutsches Museum, Munich)

once intrinsic quality can neither be recalled nor replaced by even the most advanced methods of conservation.

This necessarily brings to the fore a problem of documentation. If, as a result of ever-increasing international exhibitions, we decrease the life-expectancy of our most valuable works of art without flinching, we must bear our responsibility to enable later generations to at least have a representation—even without the revelation of the original in its unblemished state—of the quality of cultural objects of earlier times in our own day, objects which by then will probably be obsolete. Therefore methodical research seems to be of absolute necessity, at least to reproduce the originals of the greatest value, making identical copies both materially and visually by the most modern refined technical methods, with even greater durability than the original, to be preserved with the utmost precaution. We leave the question open, whether a greater sense of responsibility will finally lead to a change in the mentality of the public as well as the conscience of museum directors to exhibit the identical 'second piece' to the world and even show it in their own collections without the disturbing reflections of a glass screen, and preserve the original absolutely intact, in the best security conditions, seeing that the results of research in conservation are strictly applied.

A vast and untouched field of research in many branches of museology lies ahead. Our museums bear a heavy responsibility for the culture of

coming generations. We can only solve all these problems through international co-operation. Let us be confident that, in contrast to so many other international problems, our tasks throughout the world unite within ICOM all our efforts towards the keeping and revealing of the cultural heritage of mankind.

5 International museum exchanges as an instrument of mutual enrichment between cultures

Joseph Veach Noble

President, American Association of Museums

Director, Museum of the City of New York, New York, USA

Chairman, United States National Committee of ICOM

At one time, not so many years ago, the world of museums was comparatively simple. We had five basic responsibilities. The first of which, of course, was to collect the objects of art, anthropology, history, and natural science. Second, it was our responsibility to conserve, preserve, and, if necessary, to restore these objects so that they could be kept in good condition in perpetuity to pass down to succeeding generations. Third, it was our responsibility to extract knowledge from these objects so that these future generations would be able to appreciate and understand them. Fourth, it was necessary to disseminate this knowledge on all planes to all of the various facets of our complex public on various educational levels. And fifth, it was our responsibility to exhibit these real objects to the visitors in our museums.

Now, however, more is expected of a museum. The tremendous wealth of material in our collections offers a great opportunity for us to constructively play a positive role in helping to bring about mutual enrichment between cultures of our world. Our collections are not merely inanimate objects, but rather the tangible and visible evidence of the cultures that produced them. Each of these cultures so represented has a distinctive identity and collectively they make up the cultural history and heritage of all mankind.

Today, our nations are made up of various ethnic groups, and as we begin to better understand the migrations of our forefathers, we fully realize that we are all interrelated. Nevertheless, a sense of identity is essential for everyone. As we move through the last quarter of the twentieth century, the world keeps changing around us and around our citizens. I believe that a new role is becoming more evident for our museums, and this lies in the fact that it is in our museums that our citizens seek and find their own identity. Throughout the world we have many different ethnic groups who now live and work side by side. Each group is

rightfully proud of its cultural heritage and the contributions that its ethnic group has made for the common good. To me the thrust of history today is a search for identity. It is in our museums, in our role as keeper of the truth, that we hold our citizens' identity in trust for them. We now have a unique opportunity to serve the peoples of our nations in ways that other institutions in our culture cannot achieve. It is a tremendous responsibility and one that I am sure that our museums will continue to accomplish with outstanding success. We are indeed highly relevant for our times.

Although our museums reinforce the ethnic pride of our citizens, it is necessary that we interpret the other cultures of the world to our citizens so that they can better understand them and coexist with them in peace. The alien person is the strange person, with strange speech and strange manners which inevitably leads to distrust. However, if we understand the culture of the alien person, we understand the person. We can then accept him and live in harmony.

Cultural property, works of art and anthropology and archaeology have always been highly prized and they are highly mobile. Vast quantities have moved across the face of the earth as articles of trade, as material brought back from expeditions and as booty of war. In ancient Egypt, in the time of Queen Hatshepsut, an expedition was sent into central Africa to the Land of Punt and on the walls of her temple at Deir El-Bahari, there are recorded the scenes of this expedition returning with objects and zoological and botanical specimens as well as captives. In the fifth and fourth centuries B.C., Grecian vases were so widely admired that they were exported to all of the countries surrounding the Mediterranean Sea, and the Etruscans valued them so highly that they imported them into central Italy and had the vases buried with them in their tombs. In Mexico, the Spanish explorers returned triumphantly to Spain with the great golden treasures of pre-Columbian art. I believe that it is safe to say that works of art and natural history have been exported from every country in the world with or without the permission of the country of origin.

In order to protect the patrimony of all nations, the member States of UNESCO adopted a convention in 1970 on the means of prohibiting and preventing the illicit import, export, and transfer of ownership of cultural property. This convention is still in the process of being ratified by various member States and eventually will eradicate the wanton destruction of archaeological zones and the improper export of works of art. Although this in itself is good, we are equally convinced that the legal exchange and long-term loans of works of art and cultural heritage are mutually beneficial for the nations of the world. Fortunately, the museum profession, globally, has been able to achieve this type of interchange and often this has been accomplished even when other types of diplomatic exchange have not been formalized or fully developed. I consider this a high tribute to our humanistic and idealistic colleagues in museums throughout the world. Although this has been taking place on an *ad hoc* basis, UNESCO, working in conjunction with the International Council of

Museums, has been evolving international instruments on the prevention and coverage of risks to movable cultural property, and recommendations on the international exchange of cultural property. Eventually these exploratory studies will be formalized and will facilitate these most desirable procedures. The intent of these studies is to increase international co-operation and to promote a better mutual understanding of all peoples by developing all forms of international circulation of cultural property and encouraging museums to participate in such exchanges.

We are much concerned with the rights of national patrimony. We are also conscious of the rights of individual owners, be they citizens or governments. But today I should like you to stretch your minds and to contemplate another right and one which has never been tested in a court of law. This is the right of the object itself. I feel that the object which has survived to our time has acquired certain inalienable rights which transcend many other considerations. As professional museum people, it is our duty to respect the integrity of the object and as we are responsible to it in helping to continue its immortal existence.

Surprisingly enough, our public instinctively realizes this and in fact it is because of the integrity of the object that our visitors come to our museums. Previously I spoke of the responsibility of our museums to present real objects to our visitors. Although replicas and colour photographs, television shows and motion pictures can be excellent communication tools, nevertheless it is vitally important to bring our audience to confront the real object. This confrontation must afford the visitor the opportunity to personally see the genuine object in an environment in which he will understand the piece he is examining, and in a way that he can have a rapport with it without having the museum interpose itself as an intermediary. I am firmly of the belief that there is an almost magical rapport between a person and a genuine object. It permits the artist or craftsman of a different age to communicate directly with our citizens of today in a way which engenders understanding and admiration. This is the unique characteristic of a museum which makes us such a powerful agency in communicating mutual understanding and respect.

Naturally, there is a tendency for museums of a given country to primarily own and exhibit objects indigenous to that country. If we are to create international understanding and fulfil the expectations of our potential value, obviously these collections must be expanded so that they are not provincial but rather international in scope. Although the world is fast shrinking, we must realize that the only way our vast audiences will be able to see and experience the works of other cultures is for us to bring these objects to them through international museum exchanges of many different types.

There are the short-term loans which supplement another museum's collection or permit a museum to stage a special exhibition. These loans can be made up of hundreds of objects of archaeological interest or even a single masterpiece such as the loan by the French Government of the

famous painting, 'Mona Lisa' by Leonardo da Vinci, which toured various countries a few years ago. Major special exhibitions have been created and circulated by many countries throughout the world and this policy rapidly increased in the years following the close of the Second World War. Their great popularity led to an even larger and more important exhibitions which escalated the cost of insurance to such an astronomical level that for a time it appeared that these most valuable of cultural exchanges would be forced to be terminated due to exorbitant costs. Recently, however, bilateral agreements worked out between nations in which the respective governments guaranteed indemnification in place of insurance has made it possible for these most successful exchanges to be continued.

In recent years, the Scythian gold treasures from the USSR, the spectacular new archaeological discoveries from the People's Republic of China, and the treasures of Tutankhamun from Egypt, have attracted international acclaim and undoubtedly have substantially helped in normalizing relationships between various peoples. There is no question that the museum visitor acquires a better understanding of the culture which has produced this art and the nation which now treasures it, and this is a very positive thing. Contemporary art festivals such as the Venice Biennale have brought the creative works of the living artists of the nations of the world to a single spot where they can be studied and enjoyed. It is not possible to accurately measure the results, but I am sure that they are long-range and incalculably valuable. More difficult types of exchange to achieve are those of the transfer of ownership of objects between nations, or the depositing, on long-term loan, of objects which are intended to remain in their new locations indefinitely. An example of this was the long-term loan from the Spanish Government to the Cloisters, a department of the Metropolitan Museum of Art in New York, of the Fuentiduena apse from an abandoned medieval church. In exchange, the Cloisters placed on long-term loan in the Prado Museum a series of frescos.

In order to facilitate these many important and increasing number of cultural exchanges of all types, various mechanisms have been created. The International Council of Museums has appointed working parties to develop standards for inter-museum loan agreements through its Committee on Exhibitions. In order to create a smoother movement of cultural property through various national customs procedures, the Customs Co-operation Council has created procedures which minimize delays at customs checkpoints. This also helps eliminate the risk of damage and theft. In fact, various governments have set up specific offices to assist cultural exchanges. In the USA, the State Department has created the Office of International Art Affairs to do just that.

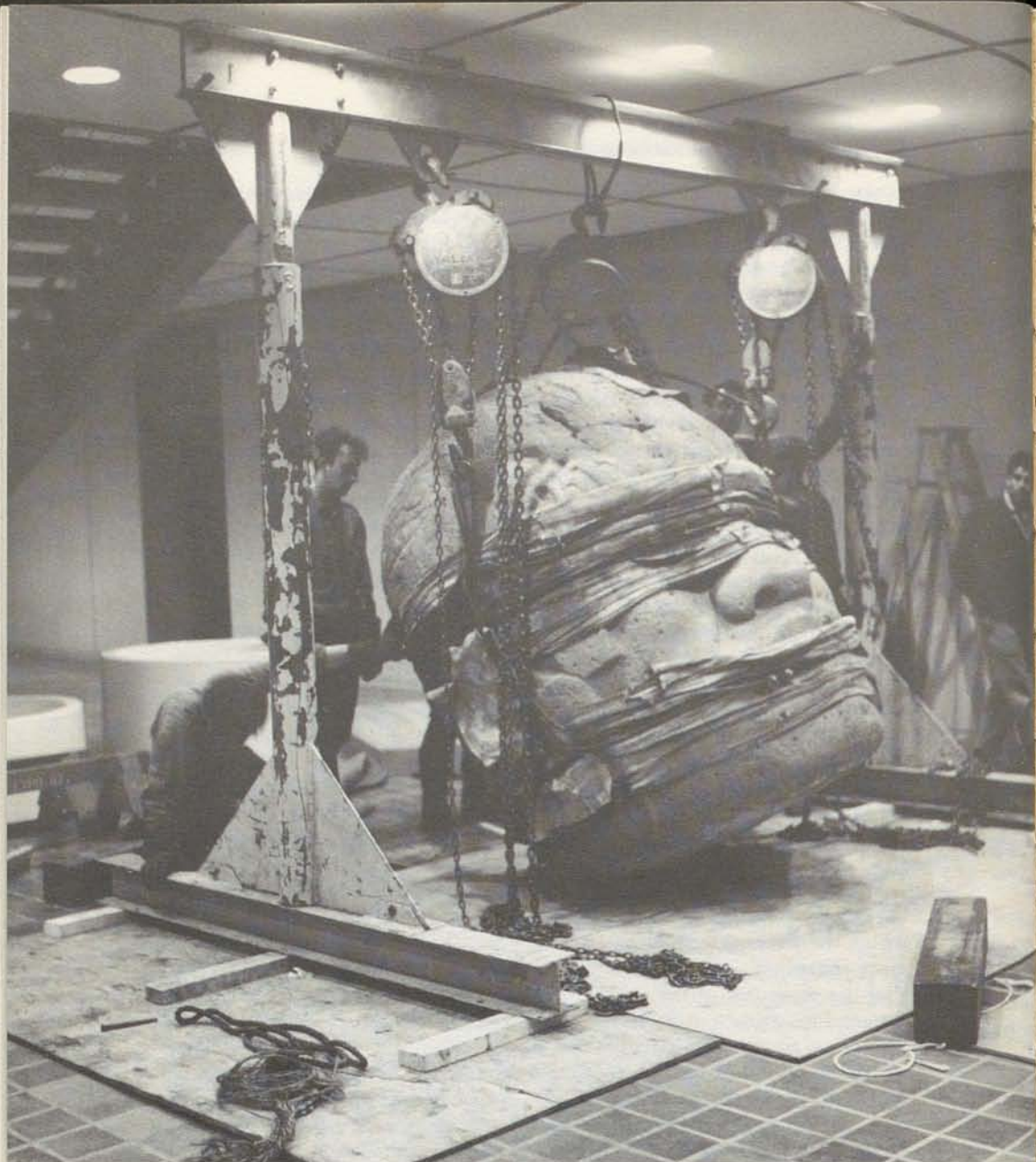
We are all rightly proud of our achievements in accomplishing international loans and exchanges. And yet, inevitably, we must realize that our responsibilities place us in an ambivalent position. The movement of works of art increasingly exposes them to risks both of serious damage and of potential loss in a catastrophic aeroplane crash, the sinking of an

ocean liner, or a highway accident. Shocks and vibrations, changes in temperature and humidity can wreak havoc with these priceless objects which have been entrusted to our custody. Additionally, there is always the increased danger of unexpected and unprovoked acts of aggression by mentally deranged people or by those attempting to call attention to their causes by acts of extreme violence. In recent years, the wanton shattering of the 'Pieta' by Michelangelo in the Vatican and the slashing of Rembrandt's 'Nightwatch' in Amsterdam are sobering reminders to us of the vulnerability of our great treasures. Accordingly, we must be extremely careful that these exchanges and special exhibitions are really of consequence and are worth the risk to which we subject our priceless objects. We must be ever vigilant that we are not making exhibitions which are mere self-aggrandizement. We must be careful that they have real substance and that they are not merely exercises in propaganda. Also, we must be careful that important exhibitions are not diluted with additional material which is only of a commercial value or a trade show content. An exhibition should not be subjected to debasement.

Another type of problem against which we must be vigilant is that of exploitation. To utilize priceless world cultural treasures for monetary gain is a practice unworthy of a museum. Laudable ends do not justify commercial means. In addition, our visitors will not be fooled by this type of manipulation, and we will risk losing our credibility which is one of our most priceless heritages. And even if nothing unforeseen happens, we must be conscious of the fact that there is a continuous erosion on the works of art in our care if we subject them to continuous or too frequent travel. In short, we must be positive that the benefits of the exchange are worth the risk.

We must now realize that museums are not the passive organizations that they were once thought to be. Rather, we are activist organizations in which we attempt with our technology to assist our citizens in finding a more meaningful life. No longer can art be for art's sake alone. I believe that the museums of the world have succeeded outrageously. Surely the tremendous growth in the number of our institutions and the astronomical number of our visitors attest to this. I believe that the reason we have been so successful lies in the fact that we are indeed the keepers of the truth. In our institutions there is no credibility gap because our visitors see real objects, they believe what they see. Museums have been very responsible in conducting the research and the extraction of knowledge from the objects in their care, and presenting this information to the public in such a manner that the public knows we are presenting the truth. This is a very sobering responsibility. We must be very careful that we scrupulously adhere to our principles so that we may be worthy of the trust that our visitors place in us.

Our new role of being instrumental in achieving mutual enrichment between cultures is made possible by international museum exchanges. Our governments look to us to help achieve this, and our visitors will



8. Organisation technique d'une exposition internationale/Techniques of international exhibitions

greatly benefit from it. It does place an awesome responsibility in our hands because we now are actively helping to bring about international world peace and understanding. To help accomplish this will be one of the finest achievements of the international museum community.

Les échanges d'expositions: phénomène important de l'époque contemporaine

Boris Piotrovski

*Directeur du Musée de l'Ermitage, Léninegrad, URSS
Membre du Comité international de l'ICOM pour les
musées d'archéologie et d'histoire*

L'Acte constitutif de l'UNESCO, adopté en novembre 1945, préconise la protection et la sauvegarde du patrimoine universel de l'humanité, livres, oeuvres d'art et monuments. Durant la seconde guerre mondiale, l'humanité a perdu à tout jamais de nombreux monuments, des plus précieux, de la culture, de l'architecture et de l'art. C'est pourquoi, depuis la fondation de l'UNESCO, le souci international de l'étude et de la sauvegarde du patrimoine culturel mondial est devenu un phénomène des plus significatifs de notre époque. Dès qu'un danger menace les monuments historiques, on voit des organisations internationales intervenir pour organiser leur défense et leur sauvegarde. Il en fut ainsi en Nubie pour les célèbres temples d'Abou-Simbel menacés de disparition par la construction du grand barrage d'Assouan sur le Nil. Cinquante et un pays ont participé au sauvetage des temples érigés par Ramsès II au 13ème siècle avant J.C.

Les efforts conjugués destinés à protéger les monuments de la civilisation mondiale contribuent à la sauvegarde de la paix, à la détente internationale, et à la prise de conscience du terrible danger d'une guerre nucléaire.

Il était donc logique que l'Acte final de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, signé par trente trois pays le 1er août 1975, fasse spécialement mention de "coopération et d'échanges dans le domaine de la culture", manifestant ainsi le désir de ces pays d'améliorer les possibilités matérielles d'échanges et de diffusion des valeurs culturelles et recommandant de nouvelles méthodes d'assurances des oeuvres d'art exposées, ce qui diminue forcément le risque de détérioration et de perte lors des échanges d'expositions.

Chacun des pays participant à notre Conférence prend les mesures qui s'imposent pour élargir les contacts culturels internationaux. Les grandes options de l'économie nationale de l'URSS pour 1976-1980, adoptées par

le 25ème Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et par le Soviet Suprême de l'URSS, prévoient l'extension et la consolidation des liens économiques, scientifiques et techniques avec les autres pays. La promulgation de la loi sur la protection des monuments historiques et culturels fut l'un des événements majeurs récents dans l'histoire de notre pays.

Il va de soi que dans l'oeuvre de la sauvegarde des monuments du patrimoine culturel national, un rôle de tout premier plan doit être dévolu aux musées qui non seulement recueillent les objets d'art et de culture, mais encore se consacrent à leur étude pour montrer l'histoire de l'évolution de la société depuis l'aube de la civilisation jusqu'à nos jours.

L'un des traits caractéristiques du développement de la culture moderne est l'utilisation indispensable et l'interprétation de l'héritage culturel des époques précédentes, la continuité dans la transmission des connaissances acquises d'une génération à l'autre. Sans les trésors accumulés par les musées, il deviendrait impossible d'étudier l'histoire de la civilisation universelle dans toute la complexité de ses rapports, dans son enrichissement constant et dans les manifestations de ses traits originaux.

L'UNESCO possède d'ores et déjà une riche expérience quant à l'étude, à l'échelon international, de l'histoire universelle et en matière d'organisation d'une coopération internationale, ce qui s'est notamment manifesté par la création de centres de documentation, de comités consultatifs d'experts, l'organisation de conférences internationales, d'échanges de cadres scientifiques. Il va de soi que cette activité ne peut être menée à bien sans le soutien des ministères chargés des affaires culturelles dans les pays membres de l'UNESCO.

L'ICOM a su orienter cette coopération internationale et nous pouvons rendre compte de l'immense utilité de contacts bien organisés entre les muséologues du monde entier, favorisés par des Conférences Générales régulièrement convoquées.

Editée par l'UNESCO, la revue *Museum* permet d'informer le public de l'activité des musées de différentes parties du monde. Cette revue expose les problèmes de la profession muséale, les principes d'organisation des expositions, les nouvelles méthodes de restauration, les problèmes des activités éducatives et scientifiques des musées. Le lecteur de *Museum* dispose ainsi de quantité d'informations indispensables et intéressantes sur les musées de différents pays de tous les continents. Ainsi le numéro 3 de 1973 permet au lecteur européen de faire un périple, intéressant et profitable, parmi les musées d'Amérique Latine. Les deux premiers numéros de 1973 traitent d'un important problème d'actualité: "Les musées et l'environnement"; ils constituent toute une série d'études et d'informations fort précieuses sur les musées spécialisés dans ce domaine existant dans différents pays, le tout complété de documents et de comptes rendus sur les conférences concernant la protection de l'environnement, ainsi que de résolutions et de recommandations concernant directement les musées.

Tout aussi précieux pour nous est le bulletin *Les Nouvelles de l'ICOM* qui nous informe des activités de l'ICOM, des réunions de ses Comités internationaux et de ses organes dirigeants, ainsi que des nouveaux musées et expositions importantes. Ces deux publications brossent le tableau de la vie des musées dans le monde entier et contribuent ainsi à leur rapprochement et à leur coopération.

On a vu l'ouverture, au cours de ces dernières décennies, de nouveaux musées fort intéressants. On peut citer, d'une part le grand Musée d'anthropologie inauguré à Mexico en 1964, qui utilise les techniques les plus modernes pour présenter les collections archéologiques et ethnographiques du Mexique, et d'autre part le petit, mais combien passionnant, Musée iranien d'art kadjar qui a ouvert ses portes dans le Palais Negarestan à Téhéran en 1975 et qui met en relief les nouveaux moyens audio-visuels. L'ICOM porte une attention soutenue à la création de musées nationaux dans les pays d'Afrique et d'Asie qui se sont engagés sur la voie d'un développement indépendant. Des succès appréciables ont été obtenus également dans l'organisation de musées de plein air et de musées de sites archéologiques.

Pendant longtemps parmi les muséologues a prévalu l'opinion que ce sont les hommes qui doivent être des pèlerins et non pas les objets de musée qui doivent voyager. Aujourd'hui nous n'en sommes plus là car les collections des musées, tout comme les hommes, se sont mises à voyager. De ce fait, les musées sont devenus un facteur important dans le développement de la compréhension mutuelle et de la coopération à l'échelle mondiale.

Les contacts entre les musées sur le plan international sont devenus extrêmement variés, tant par la forme que par le contenu. A l'heure actuelle, aucune exposition mondiale ne peut se passer d'une section sur les musées, d'un pavillon spécial consacré à la culture, à la science et aux arts, le tout organisé par les efforts conjugués de nombreux musées de tous les continents.

A l'Expo 67 de Montréal, cette section avait pour thème: "L'homme et son monde." Elle se composait de chefs-d'oeuvre de l'art ancien et moderne provenant de toutes les parties du globe et avait pour but de faire ressortir leurs rapports directs ou leurs liens psychologiques internes. On s'était appliqué tout particulièrement à mettre en lumière et à établir les liens de parenté entre les cultures de l'Occident et de l'Orient. A l'Expo 70 d'Osaka, au Japon, le pavillon des arts comprenait plusieurs sections: le matin de la création, l'art social, les chemins de la liberté, les courants modernes. Là encore, une large place avait été faite aux liens existant entre l'Orient et l'Occident.

Il y a un autre type d'expositions internationales réunissant des pièces empruntées à de nombreux musées: les expositions commémoratives des grands maîtres de l'art figurant au calendrier de l'UNESCO. Telle fut la prestigieuse exposition de 1968 consacrée au Tricentenaire de la mort de Rembrandt, organisée au Rijksmuseum d'Amsterdam. Les musées de

quinze pays y avaient pris part. Cette exposition a su montrer de façon exhaustive l'évolution artistique du grand peintre hollandais. Tout aussi intéressante fut l'exposition organisée en 1971 à Nuremberg à l'occasion du 500ème anniversaire de la naissance du grand artiste allemand Albrecht Dürer. Cette exposition, à la différence de celle d'Amsterdam, présentait l'artiste dans le contexte de son époque. C'est là une méthode souvent adoptée par les musées pour les expositions commémoratives.

Les expositions commémoratives peuvent être également organisées par un seul pays comme ce fut le cas, par exemple, de la si belle et si riche exposition *Mille ans de trésors de l'art hongrois* présentée en 1971 en Union Soviétique et dans d'autres pays d'Europe.

Troisième type d'expositions internationales: la présentation d'un thème traité en commun par plusieurs musées. Nous citerons: *Les Chefs-d'oeuvre de la tapisserie du 15ème au 16ème siècle*, exposition organisée en 1973 à Paris et en 1974 à New York par trente sept musées de France, de Belgique, d'Union Soviétique, des USA, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Suède, des Pays-Bas et d'Espagne. Tout aussi intéressante fut l'exposition *Le Symbolisme en Europe* présentée en 1975 et 1976 à Rotterdam, Bruxelles, Baden-Baden et Paris, composée d'oeuvres choisies dans les collections des musées de douze pays. Ce genre de coopération permet donc de réunir en une seule exposition divers chefs-d'oeuvre concernant un seul et même thème.

En 1972, les musées de Varsovie, de Dresde, de Budapest, de Prague et de Léninegrad organisèrent l'exposition *Le paysage d'Europe occidentale de 1550 à 1650*, qui fut présentée à tour de rôle dans tous les musées organisateurs, accompagnée de conférences scientifiques. Cette forme de coopération fut très réussie, d'autant plus qu'elle favorisa échanges et contacts personnels entre ces cinq grands musées.

Le quatrième type d'expositions internationales comprend les expositions organisées dans le cadre d'un accord bilatéral de prêt. Le Ministère de la Culture de l'URSS dispose d'un plan d'Etat de coopération culturelle prévoyant l'organisation d'expositions de ce genre, et souvent l'assurance des objets qui les composent représentant une somme importante est remplacée par une garantie gouvernementale. En règle générale ces expositions sont présentées non seulement à Moscou et à Léninegrad, mais également dans les capitales des Républiques fédérées. Les accords intergouvernementaux conclus de 1966 à 1976 ont permis d'organiser en Union Soviétique de merveilleuses expositions venues de France (*La Peinture du Romantisme français*, *Les Impressionnistes*, *La Tapisserie française du XVème au XXème siècle*, *La Peinture française moderne*, etc.); des USA (*La Peinture d'Europe occidentale et des USA - Collection A. Hammer*, *Cent tableaux du Metropolitan Museum of Art de New York*, *Tableaux des musées américains*); du Japon (*L'Oeuvre de Katsushika Hokusai*, *Les Chefs-d'oeuvre de Nihonghé*, *Sculpture du Japon antique et médiéval*).

Des expositions moins représentatives ont été organisées également à la

suite d'accords passés entre des musées. Ainsi, le Musée de l'Ermitage a reçu des expositions provenant des villes jumelées avec Léninegrad: Dresde, le Havre, Göteborg, Manchester.

Le cinquième type d'expositions internationales concerne la présentation d'un grand chef-d'oeuvre de l'art mondial tel que la "Joconde" de Léonard de Vinci, envoyée par le Louvre aux Etats-Unis, au Japon et à Moscou; la "Vénus de Milo" (au Japon), le "Trésor de Toutankhamon" envoyé par le musée du Caire aux Etats-Unis, au Japon, en France, en Angleterre et en Union Soviétique. Les accords passés entre le gouvernement égyptien et les pays cités plus haut stipulaient que les bénéfices tirés des expositions devaient être réservés au Service des Antiquités de l'Egypte, pour la sauvegarde des monuments anciens et notamment des temples d'Abou Simbel. En Union Soviétique, l'exposition du "Trésor de la tombe de Toutankhamon" était accompagnée d'un colloque scientifique international organisé sous les auspices du Musée des Beaux-Arts Pouchkine, pour étudier les problèmes des oeuvres d'art de l'Egypte antique de la 18ème dynastie, notamment celui des objets de provenance étrangère trouvés dans le tombeau de Pharaon qui en contenait un nombre considérable et ayant une valeur artistique exceptionnelle.

Tout aussi intéressante est la leçon apportée par l'exposition: *Les Ors de l'Amérique précolombienne*, envoyée en 1976 en Union Soviétique par le Metropolitan Museum. Il est incontestable que le contact direct des visiteurs avec ces objets uniques de l'art mondial produit une impression ineffaçable que ne pourrait remplacer aucune reproduction artistique, quelle que soit sa qualité.

Pour sa part, l'Union Soviétique a envoyé la prestigieuse exposition *L'Or des Scythes* qui, de 1975 à 1977, a été admirée aux Etats-Unis, en France, en Bulgarie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Elle comporte une collection de bijoux découverts dans les *kourgans* (tumulus funéraires) du nord de la mer Noire et qui constituent les plus beaux échantillons de l'art scythe et grec. La plus riche collection d'antiquités scythes est celle de l'Ermitage, mais ces dernières années, les fouilles archéologiques d'Ukraine ont révélé des chefs-d'oeuvre de l'art scythe tout à fait extraordinaires, qui appartiennent maintenant au Musée de Kiev. La collection scythe a été complétée par des objets de très grande valeur de la même époque et du même niveau de culture, découverts dans les *kourgans* de la partie montagneuse de l'Altai. Les conditions climatiques (sol toujours gelé) de ces tumulus funéraires nous ont conservé intacts un grand nombre de tissus, de feutres, d'objets de bois et de cuir qui généralement ne parviennent pas jusqu'à nous.

Les collaborateurs de l'Ermitage et ceux du Musée des Trésors historiques de la RSS d'Ukraine ont suivi avec une certaine anxiété les pérégrinations de cette exposition. Mais les résultats ont pleinement justifié le risque pris.

Aussi importante que *L'Or des Scythes*, l'exposition *L'Art de la Thrace* a

fait également un grand périple à travers les musées du monde.

Le sixième type d'expositions comprend celles d'objets présentés spécialement en complément des conférences scientifiques organisées par l'UNESCO. A titre d'exemple, on peut citer la Conférence internationale de l'UNESCO sur l'histoire, l'archéologie et la culture de l'Asie centrale à l'époque des Kouchans, organisée en 1968 à Douchanbé au Tadjikistan soviétique. Aux travaux de cette conférence ont participé d'éminents orientalistes de nombreux pays qui s'intéressent particulièrement à l'Asie centrale et aux problèmes dont traitaient les rapports scientifiques sur les liens entre les cultures de l'Occident et de l'Orient. La conférence a mis en lumière l'importante contribution des peuples de l'Inde, de l'Afghanistan, de l'Iran, du Pakistan et des Républiques Soviétiques de l'Asie centrale à la civilisation mondiale. L'exposition qui accompagnait la conférence montra les résultats des travaux archéologiques effectués en Asie centrale qui ont permis d'accumuler une riche documentation sur l'histoire et la culture de cette région à l'époque des Kouchans.

A ce type d'exposition de caractère archéologique se rattache également l'exposition *L'Art scythe, iranien et d'Asie centrale dans les collections de l'Ermitage*, organisée en 1969 à Tokyo et à Kyoto (Japon). Il s'agissait d'objets d'art provenant de la "Route de la Soie", qui relia, pendant très longtemps, l'Orient et l'Occident (2ème siècle avant J.C. — 16ème siècle), ainsi que d'objets scythes encore plus anciens donnant une idée des premiers contacts qui existèrent entre ces régions par le truchement des tribus nomades peuplant une large bande des steppes eurasiennes depuis l'Ordos jusqu'au Danube.

De nombreuses expositions internationales ont été consacrées à d'importantes questions de l'histoire de l'Antiquité et, en premier lieu, aux problèmes des communications entre les peuples à cette époque. Il convient de rappeler à ce sujet la grande exposition organisée par l'Académie des sciences de l'URSS et le Ministère de la Culture *Les Trésors historiques en URSS*, entièrement basée sur un matériel archéologique, qui remporta un grand succès lors de sa présentation, de 1966 à 1968, aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne Fédérale, en Italie et en France. Le catalogue de cette exposition était un ouvrage de vulgarisation scientifique sur l'histoire ancienne des peuples de l'URSS.

A l'heure actuelle, les musées jouent un rôle important dans le développement de la culture et de la science, car ce sont, non seulement des institutions éducatives et scientifiques qui contribuent à la formation philosophique et esthétique des masses, mais encore des institutions qui assurent la sauvegarde de sources d'information inestimables. On sait que les collections de musées offrent des possibilités d'étude et de recherche presque illimitées et c'est pourquoi les muséologues se doivent de mettre au point de nouvelles techniques destinées à faciliter le traitement des objets exposés et à établir un système de documentation sur les trésors de la civilisation mondiale conservés dans les musées de tous les pays. C'est là une tâche difficile, mais d'importance primordiale, qui exige une attention

collective et approfondie.

Nous ressentons constamment l'influence considérable que le patrimoine culturel exerce sur notre existence quotidienne. La transmission des connaissances, des découvertes, des valeurs matérielles et spirituelles du passé est un processus extrêmement complexe dont les formes ont varié suivant les différentes époques historiques. Mais à chacune de ces étapes, une lutte acharnée s'est livrée entre ce qui est ancien et ce qui est nouveau, séparant les éléments stables et les éléments variables de la civilisation. En effet, chaque civilisation permet de dévoiler différentes couches chronologiques du patrimoine culturel. Les unes se perdent dans les profondeurs du passé, les autres sont des acquisitions toutes récentes. Cette présence d'éléments se rapportant à diverses époques reflète la dialectique de l'évolution: d'une part on voit se conserver les éléments stables des époques révolues qui représentent le patrimoine culturel (la tradition qui est souvent l'un des indices de la communauté ethnique ou historique) d'autre part on assiste à la disparition des éléments périmés, séquelles freinant le progrès, qui sont remplacés par de nouveaux éléments conformes aux conditions modifiées par la plus récente étape dans l'évolution.

La mission des musées consiste précisément à mettre en valeur et à étudier le patrimoine culturel stable qui se présente sous forme de réalisations de la culture mondiale des différentes époques de l'histoire de l'humanité.

Nous savons tous combien les artistes, peintres et sculpteurs actuels profitent du patrimoine des civilisations anciennes et modernes. De nombreuses études et monographies sur l'art nous offrent une analyse détaillée des problèmes concernant la tradition et l'innovation. La science moderne, et plus particulièrement l'archéologie, a permis la découverte de nombreux monuments et chefs-d'oeuvre du passé conservés avec tant de soins par les musées. Et l'oeuvre de la plupart des grands artistes de notre époque trahit l'influence des arts primitifs, antiques, des objets ethnographiques, l'influence des plus belles réalisations artistiques du passé qui n'ont rien perdu de leur signification.

En 1974, le Musée de Karlsruhe (Allemagne Fédérale) a organisé l'intéressante exposition *Picasso et l'Antiquité*. Les dessins exposés montraient avec quel acharnement Picasso travaillait les sujets antiques, acharnement qui se manifestait par des séries entières de dessins dont quelques-uns étaient biffés par le peintre lui-même. Dans la salle des antiquités du Musée, on avait accroché des lithographies de Picasso et dans la salle qui lui était consacrée, on avait exposé des céramiques antiques. Rien de choquant, rien d'incompatible!

Une place importante revient aujourd'hui au problème de la conservation et du développement du patrimoine culturel, problème d'une actualité toute particulière pour les pays en voie de développement devenus indépendants récemment et s'appliquant à sauvegarder l'originalité de leur culture nationale. Ces pays trouveront une aide

précieuse dans l'essor de l'activité muséale, lorsqu'il s'agit de recueillir les échantillons de leur magnifique patrimoine culturel. C'est là une oeuvre déjà commencée avec succès et en 1976 on a pu admirer en Union Soviétique la belle exposition envoyée par la République du Tchad comprenant un excellent matériel archéologique et artisanal.

Les échanges d'expositions à l'échelle internationale offrent un bel exemple de l'aspiration indéfectible de l'humanité à la coopération et à la compréhension mutuelle, à la lutte pour la paix. En effet, lorsque sur l'immensité de notre planète voyagent des expositions dont la valeur ne peut s'exprimer en argent, on constate que les hommes ont plus de facilité à vivre, que la certitude de lendemains de paix devient plus probante, que la confiance commence à régner et qu'apparaît l'espoir de voir aboutir les efforts conjugués de la communauté des peuples du monde entier pour aider au développement harmonieux de la civilisation de notre époque.

Exchanges of museum curators, restorers, trainees, and publications

Krzysztof Dabrowski

Director, State Archaeological Museum, Warsaw, Poland

Secretary General, Polish Archaeological and Numismatic Society

Vice-Chairman, Polish National Committee of ICOM

Vice-Chairman, ICOM International Committee for Museums of Archaeology and History

Member of the ICOM Executive Council

My report deals with two questions which are of cardinal importance to advances in museum management. The first of these is the exchange of staff: from the level of eminent curators who are highly specialized in their own field, down through the various rungs of the ladder, to the restoration workers, the laboratory staff, and those engaged in education, documentation, and the technical services. The idea of exchanges of museum staff dates back to the beginning of the eighteenth century. Italy, with her art collections and relics of the past, was an inspiration to the running of museums in many countries. Contacts between museums became increasingly frequent in the nineteenth century. At the present day it would be difficult to imagine a modern museum without multifarious contacts with similar institutions. And the exchange of museum personnel is becoming the order of the day throughout the world.

Unfortunately no data are available which would enable us to express this extremely important trend in statistical terms. We all know, however, that neither geographical distance nor differences in the political systems of the countries concerned constitute any real obstacle to the development of exchanges of personnel between museums. Nowadays it is common for experts in the various fields to visit museums with which they have friendly relations, to deliver talks, give advice, and help in the arranging of exhibitions. The dramatic floods which took place not so very long ago in Florence, and which destroyed so much of the city's treasures, nevertheless had one optimistic outcome—the solidarity shown by many countries which rallied together in joint action to save this priceless cultural heritage for mankind. Their work was watched by the public with the greatest interest and support. Hardly a day goes by without the press, radio, or



9. The exhibition 'Ancient Emona', State Archaeological Museum, Warsaw, which afforded close co-operation between Polish and Slovenian Archaeologists (*Photo: T. Biniński*)

television mentioning the successes of museums in various parts of the globe, achieved through the co-operation of the museums and teams of experts.

Participants in the 11th General Conference of ICOM know very well that museums throughout the world now stand before a changing situation, before the prospect of increasing exchange of their treasures, on a scale which until recently would have seemed to be only in the realms of an extravagant dream. The atmosphere of peaceful co-operation prevailing in the world today has inspired UNESCO and our own Organization to promote the widest possible cultural exchange. In this context, the exchange of museum staff is one of the principal prerequisites for the proper development of world culture in the future. Personal contacts between directors of museums, between curators, laboratory personnel, and educational staff, facilitate exchanges of exhibitions and museum items, as well as the organization of joint field expeditions or restoration work. Such contacts play an important role in the fulfilment of international agreements concerning cultural exchange, and make direct exchanges between museums easier. A moment of reflection on the leading idea behind our 11th General Conference will lead us to the conclusion that, taking advantage of the experience of past years, we should plan bold practical action with regard to multifarious inter-museum exchanges in the future.

There are excellent prospects for joint, inter-museum, inter-country field expeditions in the fields of archaeology, ethnography, etc. In the course of their daily work the people who take part in such international expeditions, and whose attention is focused on a joint research programme, share their knowledge and experience with their colleagues, and win their confidence and friendship. What the expedition members gain in the sphere of human relationships, and bring home with them, is of the utmost value.

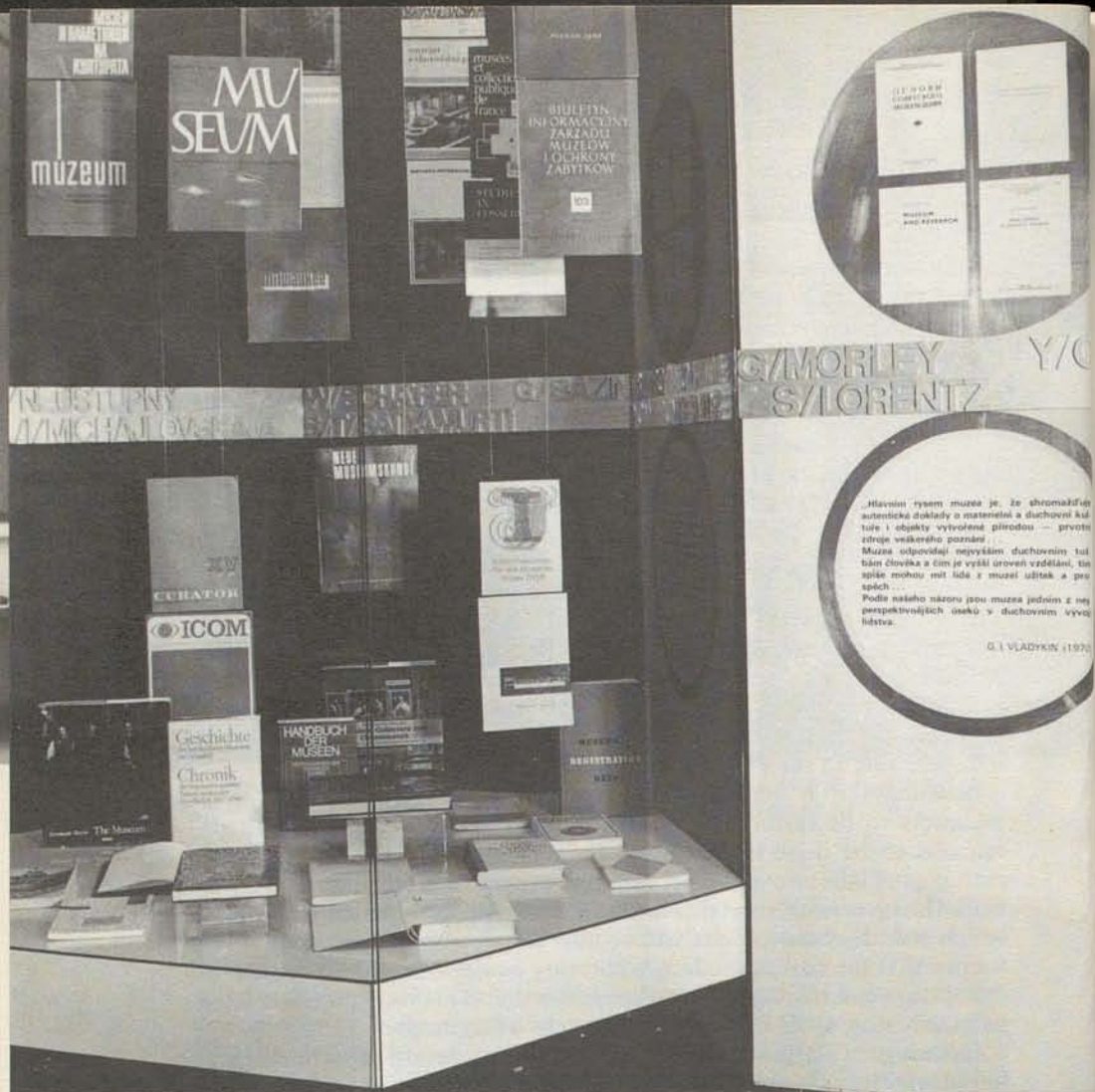
A similar situation arises when great exhibitions are organized through the common efforts of many different countries and museums. The great archaeological exhibitions such as the 'Gold of Peru', or the 'Gold of the Scythians' or the 'Treasures of Thrace', have won a memorable place in the history of world culture, as, too, have many exhibitions of artistic craftsmanship or painting, or monographic exhibitions devoted to the work of eminent artists, or schools, or trends. Such exhibitions attract the attention of the whole culture-oriented world. They bring the different nations closer together, and help them to get to know each other better. But this is not all, they also enable a variety of experts, whose backgrounds may be widely divergent, but whose joint work and enthusiasm are indispensable to the exhibitions' success, to work together.

Nowadays it is general practice for relics of various kinds in the museums to be restored by means of joint effort, although much still remains to be done in this field. To a greater and greater degree the exchange of laboratory staff, restoration experts, and technicians will stem from the increasing specialization of particular museum laboratories, in which the aforesaid experts will be able to improve their skill. It is well known that the cost of modern laboratory equipment and equipment for restoration work is high—a consideration that is making the museums go in for division of labour and mutual help when needed.

Exchange of staff from the museums' documentation departments is an important factor in promoting standardization of the basic documentation of museum items. In the situation where we are faced with the prospect of hundreds and thousands of exhibitions of different size and character circulating round the museums of the world, it is not difficult to imagine just how vital this problem is.

I have mentioned only a few of the principal trends in the exchange of museum staff, and the obvious advantages accruing from such exchange. It should be added that there are huge areas in the world which eagerly await the stepping-up of such exchanges. There are countries where museums are only just beginning to be set up, and which offer fascinating opportunities for setting up extremely modern museums, such as one finds in some of the African countries.

We also suffer from a lack of statistics in the international exchange of publications. The scale of such exchange is tremendous, as may be gathered from an article by J. A. Collins, Director of the International Exchange Service in the Smithsonian Institution. He publishes (in:



10. The Way of Museums/La voie du Musée, exhibition at the Moravian Museum, Brno (Photo: Moravske Museum, H. Milan)

Smithsonian Year 1969, Washington, p.577) a diagram showing the growth of exchanges of publications from 1850 to 1969, by five-year periods. This growth, as may be seen from the diagram, is both steady and steep. This growth trend, though on an appropriately smaller scale, is most probably to be found in many individual museums, with regard to the number of publications they exchange. We are all well aware that museum libraries depend to a large extent on the exchange of books and journals, and that the books and journals they purchase represent only a small supplement to the number acquired through exchange.

The world paper crisis has led to the serious restriction, and in some cases even to the cessation, of museum publications. The cost of these

publications is rising all the time. This is too complex a problem to be discussed at any length here. But it should be borne in mind, for it means that the next few years will be difficult ones for museums, and in certain areas no doubt the exchange of publications will slow down or even be checked altogether.

To sum up these few remarks, which of necessity are of a general nature, it should be said that the harmonious, dynamic growth of inter-museum exchanges of staff and publications is a matter of vital interest to the whole world, since much exchange enriches the culture-creative processes and helps the inhabitants of our globe to get to know each other better.

It would be useful, from the practical point of view, if data from the various member countries, showing the scale of exchanges already carried out in the two fields I have mentioned, could be collected in the ICOM Documentation Centre. I appeal to all of you, in the name of our common interests, to take joint action in this direction.

Museums and international tourism

Shigeru Fukuda

*Director, National Science Museum, Tokyo, Japan
Chairman, Japanese National Committee of ICOM
Member of the ICOM International Committee of Natural
History Museums and of the ICOM International
Committee for Museums of Science and Technology*

1. Museums as resources of tourism and their role in lifelong education.

I have no intention of explaining the roles of museums to you, who are all museum authorities. But, allow me to add one more role; that is, aside from the essential, fundamental function, museums today are serving also as resources of tourism.

Museums are a part of today's society. And so they must move on and keep pace with society's progress, and must grow along with the growth of the citizens who make up society.

The word 'lifelong education' is often heard nowadays. Since UNESCO took up this subject, lifelong education has become one of the internationally important educational problems. I think the concept of lifelong education has been generally understood in a narrow sense, merely as adult education to supplement fundamental education. However, in the rapidly changing society of the present world, citizens need to receive education continuously to the end of their lives, so that they will be able to realize their ambitions and adapt themselves to social life by developing their abilities. Therefore, the concept of lifelong education is largely widening now. From the viewpoint that people should gain knowledge and continue self-education as long as they live, lifelong education can be regarded as an almost unlimited training.

Various types of cultural establishments for promoting lifelong education are found in the world today, but I believe museums are the very ones that play an important role in education and character-building. The ever-increasing numbers of citizens and tourists visiting museums prove that museums are an important cultural establishment indispensable to lifelong education.

Since the Second World War, the major cities of Europe and America are crowded with countless tourists. This circumstance may be explained by post-war economic rehabilitation, enabling people to travel abroad, but another important cause is that the governments of the respective nations have been encouraging tourism to attract foreign currency.

With the advent of jet planes, as well as with improved transportation and accommodation, sightseeing tours are rapidly increasing all over the world. Before the War, overseas travel was possible only for a wealthy élite, but now such travel has become easy for workers in general. The development of aircraft has reduced global distances, so that a distant country may be reached in a day. And, as the time for transportation has shortened, people of the working class can make a sightseeing tour in a short period of time.

In Japan, too, the number of tourists going overseas is increasing yearly, owing to the improved economy and to higher incomes. In 1974 the annual total of Japanese tourists abroad for sightseeing purposes was 1.88 million. About one half of them visited Asian countries, 33 per cent went to America and Canada, 11 per cent to European countries, and the rest to other parts of the world. Lately, tourists to the EEC countries are increasing gradually. The duration of these sightseeing tours is usually from ten to twenty days. Recent statistics show that males in their thirties and females in their twenties form a large percentage of tourists abroad.

The Japanese government sends 5,000 schoolteachers every year to Europe, America, and Canada, so that they can observe the situation of education in foreign countries. One month during the summer vacation is used for this study trip.

To the workers, schoolteachers, and youngsters going out on overseas trips, museums in foreign cities and towns present a beneficial spot for gaining knowledge, because museums are the best places where tourists can learn the outline of the history, customs, culture, art, and science of the country they are visiting. In the limited time available they will try to understand and obtain information about the country as easily and quickly as possible. Also, the tourists will obtain satisfaction in seeing the original paintings and handicrafts or rare specimens which cannot be found in other countries. The impression received from these valuable objects will become a life-long memory for them.

In this sense, the value of original objects displayed in museums will be boundless. And the possession of such valuable objects is the strong point of art galleries and museums as tourism resources.

2. Museum services for foreigners

Are museums rendering satisfactory services to visitors from foreign countries? Strictly speaking, the museums which are well-provided for such purposes are very scarce, even among the leading museums. As far as I know, only a few museums of special types that attract foreign tourists have guidebooks written in different languages, but the services do not go



11. Cultural exchange between Japan and Indonesia: visitors to the Pithecanthropus Exhibition, National Science Museum, Tokyo 1977

further than that. I think the main thing is the policy of the museum in regard to the extent of the services they can give to foreigners. The museum should be able to find many ways and means of services. I will give some examples here.

(a) An effective way of attracting tourists to museums would be to display posters and photographs in suitable places, such as the international airport terminal, major railway stations, and big hotels. Museum guidebooks available in those places would also be helpful.

I noticed in London that various kinds of pamphlets on art galleries, museums, beauty spots, and places of historical interest, were available free of charge at the subway 'Information', and the tourists were pleased with these helpful pamphlets.

(b) If museums are included in the sightseeing bus routes, visits to museums will become easier for the tourists. In cities with many museums, a 'museum-tour' may be organized, so that tourists can take time for visiting every museum. This would be convenient and efficient for foreigners who are unfamiliar with the locality and are limited in time.

(c) Museums should have explanatory texts or guidebooks intended for foreigners, as well as audio-visual aids to explain certain exhibits. Ideally, the museum should provide an interpreter who could explain the exhibits

to foreigners, and a technician to operate experimental apparatus and machinery. If foreign tourists visiting a museum came across such a helpful interpreter or technician, the reputation of the museum would be greatly enhanced.

(d) To promote the services for foreigners, some museums are using volunteer guides. I think this is a very good way to meet the requirements.

The National Museum of Bangkok invites volunteer guides among foreign ladies who are living there. The applicants are trained in the adult education programme by the Museum curator before they start their work as museum guides. As these volunteers have been living in Thailand for some years, they are familiar with the culture, manners, and customs of the country, as well as with the Museum's collections and they therefore make excellent guides, especially as they have no language problem. Working under the guidance of the Museum curator this volunteer group has now extended its services and activities.

However, organization of such volunteers is not possible for every museum. It may be arranged by setting up a joint organization with several museums participating; the volunteers attached to this organization could be called upon by any member museum when required.

(e) Radio broadcasting is also effective in introducing museums and their programmes. In Japan, a Saturday morning radio programme, called 'Morning Rotary', broadcasts the programmes and special exhibitions of the museums in the Metropolitan area. Japanese television presents a weekly programme of 'Visits to Art Galleries' which introduces art galleries and explains the art objects displayed there. These programmes are helping to increase visitor attendance to museums and art galleries.

3. Museums in national planning

Needless to say, the purpose of travelling abroad is to gain knowledge by seeing manners, cultures, and institutions of foreign countries. In this respect, international tourism is inseparably related to lifelong education. Overseas travels will help to promote international goodwill and to accelerate cultural interchanges, whilst at the same time the receiving countries will improve their national finances with the foreign currency brought in by tourists. This is why some countries have adopted international tourism as an important national policy. The EEC countries and Japan are good examples.

Attractions of international tourism are of various kinds. They include natural and cultural objects, such as well-known beauty spots, gardens, botanical gardens, historical relics, and monuments, and also distinguished constructions such as palaces and castles. It is beyond doubt that museums, too, are cultural establishments which play an important role as tourism resources of a country.

Accordingly, countries attaching importance to international tourism should pay more attention to their museums, which not only deepen international understanding but can also contribute to the national

budget. And the governments of such countries should include the enrichment and expansion of museums in national planning, because overseas travel can be expected to continue increasing in the future, as long as the present peaceful international relations last.

International tourism is an important problem in Asian countries too. The Asian region is rich in specimens and objects which are valuable enough to be preserved in museums. It is desirable, therefore, that more museums be constructed, museums of a distinctive character. Together with improvements to existing museums, construction of such new characteristic museums will add to the tourism resources in this region.

In some of the developing countries museums are not included in the national development plans, nor even rightly regarded as educational and cultural institutions. It goes without saying that museums should never be used as a tool of commercial advertisement or degraded into the tourist industry, and it is therefore essential that they be correctly valued and given their rightful position in national planning.

4. International exchanges among museums

Lastly, I would like to point out the importance of inter-museum exchanges. Museums must make efforts to carry out exchanges of museum objects and exhibitions on an international level. This has been repeatedly recommended at Asian museum conferences in the past few years.

I believe that museums bear the responsibility of preserving, studying and exhibiting the cultural heritage of their own country. If paintings and valuable objects that had been dispersed outside the country could be collected and exhibited by museums, it would be a very significant thing for the nation. Dispersed cultural objects can become truly valuable if they are exhibited in their country of origin, to be well fitted in their native surroundings and to be appreciated by the people of that country as things reminiscent of their culture and tradition. These objects will surely appeal to visitors coming not only from various parts of the country but also from abroad.

'Seeing is believing' is a very true saying. The visitors will be deeply impressed when they see valuable, original objects with their own eyes. For this reason also, restitution, exchange, and exhibition of dispersed cultural objects, as well as of the valuable materials possessed by museums, must be accelerated and encouraged through inter-museum collaboration.

6 Protection of cultural and natural heritage at the international level

Amalendu Bose

Director of Museums, Council of Scientific and Industrial Research, Calcutta, India

As Director of Museums Mr Amalendu Bose administers and manages the following three museums: Birla Industrial and Technological Museum, Calcutta; Visvesvaraya Museum, Bangalore; Nehru Science Centre, Bombay.

Chairman, Indian National Committee for ICOM

Vice-Chairman, ICOM International Committee for Museums of Science and Technology

Member of the ICOM Executive Council

My own field of museum work—applied sciences and technology—may apparently seem far removed from the subject of my talk today. But it is strictly not so. The history of human civilization has been a continuous process—sometimes slow, sometimes rapid—spanning over a period of a few thousand years. The landmarks in the realm of material growth, i.e. man's creative ingenuity in devising and improving the methods of production, in other words, 're-creation' are the results of what is now termed 'science and technology'. This is 'material culture'.

While studying the history of metallurgy and while critically analysing the practices and metallurgical operations that were carried on in my country since time immemorial, one is bound to find a great coincidence between technology and culture of the community. Early types of devices and contrivances served technology and industry in my country, and are also evidence of cultural growth and hence collected and preserved by museums of anthropology and ethnography. Collections of tribal drums are as much an evidence of culture as of knowledge of physical science, particularly in the domain of physics of sound. All such artifacts are of significance and of importance for the future, as landmarks for technological growth in a developing country.

It is a moral obligation of the State and of society to preserve and protect the cultural heritage of its predecessors, not only to show the height at which human feat has registered its success but also to educate and enlighten posterity. The question naturally comes, are we conscious of our obligation? If so, what have we done for the protection of our cultural and

natural heritage? Is it enough? In the following paragraphs, I shall endeavour to answer these questions, based on my own understanding and experience.

Protection of cultural and natural heritage may be considered to have several facets:

1. In the case of the cultural heritage, whether in sites, in monuments or in museums, their care and scientific conservation, when required.
2. Physical care and control, which in relation to the cultural heritage, means legislation and other measures to prevent vandalism of monuments, illicit excavation of sites, theft of antiquities, their uncontrolled exportation and their smuggling from their country of origin.
3. For the natural heritage, appreciation and preservation of all aspects of the natural environment, protection of it against exploitation and degradation from whatever cause.
4. Protection of endangered species and elimination of commercial exploitation, such as the trade in skins and specimens of rare animals birds, plants, and minerals.

I do not like to overlook the scientific care and conservation for both the cultural and natural heritage. The detailed application of appropriate measures is, however, for the most part a highly technical matter best left to the specialists in their respective fields—in the cultural realm to the scientific conservation experts and their technicians in the conservation laboratories, and to the architects and engineers of archaeological services for monuments, and in the natural history field to naturalists and environmentalists and their associated technicians.

As a museum man from an Asian country with a long history of civilization stretching into the past for more than 4,000 years and having a large number of sites and monuments which provide the small objects which museums are called on to shelter and preserve, I share the concern of my colleagues over thefts, vandalism, illicit excavation, uncontrolled exportation and smuggling from the 'cultural museums'.

I must summarize briefly the dimension of the problem under discussion, i.e. the nature and extent of damage that has been and still is being done to these national treasures. The damage may be due to theft, vandalism, illicit excavation, unplanned excavation, uncontrolled exportation, smuggling, commercial abuses, public ignorance, armed conflict, natural hazards, etc. It is said that archaeologists are the greatest depredators of archaeological remains because sometimes unplanned excavation without proper care for conservation and preservation, causes deterioration of objects. The monuments remain safe and preserved under cover of the earth but once exposed and not properly taken care of, are vulnerable to environmental and human attacks. Let me first deal with the physical loss, removal, theft, and smuggling out of antiquities, particularly from Asia.

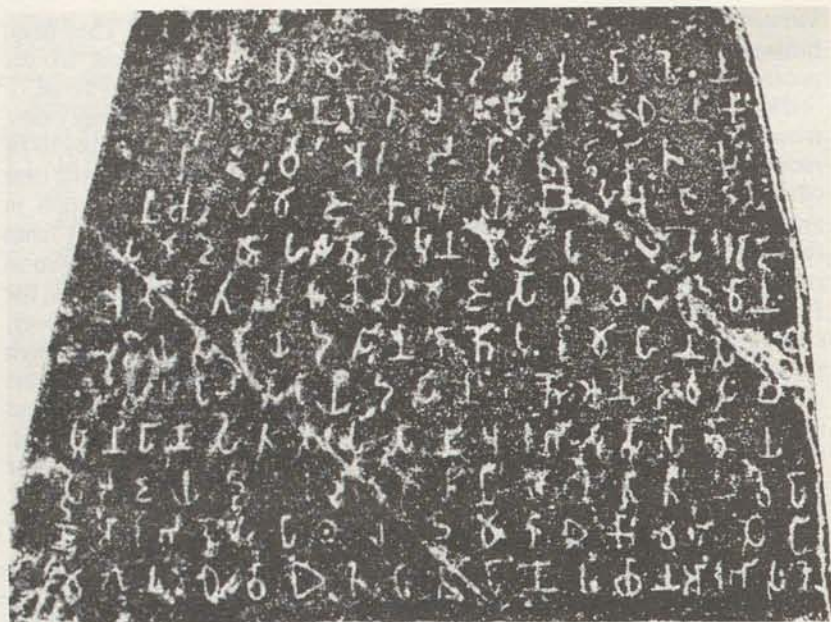
The specific examples I cite here apply directly to the region which

I am in close contact and on which I am intimately informed. They may, however, be considered symbolic circumstances in relation to the protection of the cultural and natural heritage for the world at large.

The illicit removal of ancient objects, even monuments in some cases, from the countries of Asia, goes a long way back. China is probably to be recognized as the chief source of the West for Asian materials. In the case of my own country, India, and some others in Asia who are rich in antiquities, discovery of ancient sites and collections started mostly from the late eighteenth, the nineteenth and the present century. In addition to rulers and nobles who accumulated works of art for enjoyment and use, the European travellers and colonisers also collected objects of archaeology, ethnography, coins, and souvenirs as specimens of ways of life with which they came into contact. Later such objects became valued as works of art all over the world and precious to private collectors. Museums abroad became purchasers, dealers multiplied in the great art markets of the West, prices rose corresponding to demand. The incentives were great for vandals of monuments, illicit excavators and traders of antiquities. Markets grew at home and abroad, smugglers appeared on the scene to supply the lucrative foreign market.

Similar examples can be cited for other European, African, and Latin American countries. I recall the current reports of thefts of works of art in recent years, especially paintings from European churches, museums and private homes in Italy and France totalling thousands every year. I remember the pleas of African countries for return of some of the items representing their cultures in which museums in the Western World are richer than their own national museums. I must also draw particular attention to some Latin American countries—Peru and Ecuador of the Southern continent for example, where objects are clandestinely dug from grave sites never as yet scientifically excavated, and also to Guatemala and Southern Mexico, in middle America, where the theft and vandalism in the process of reducing large sculptures to transportable size, has been discovered to be in practice. This has led, a few years ago, to formal announcements by organizations of archaeologists and art historians and museums to reject any acquisition of material not demonstrably and legally exported from its country of origin. It has even inspired a bilateral treaty between Mexico and the USA for control of obviously looted archaeological elements and has led a number of museums in the United States to return items that they had purchased without realizing that they were smuggled from a known monument in Mexico.

Although the demand in the West creates problems for the protection of cultural property, one has to realize that some fifty years ago, and in many countries even until recently, the antiquities of the country did not attract sufficient interest from its own citizens. Harappan bricks were being used for railroad building until their glorious historic importance was understood. Another famous example is Amaravati. The sculptured slabs and other pieces from the collapsed structure of the great stupa's rail were



12. Asoka's Rock Edict I, Girnar, India (Photo: Indian Museum, Calcutta)

about to be used for road building and burnt for lime when through the good efforts of some scholars the destruction was stopped, and after much uncertainty the pieces found their way to the British Museum and to the Government Museum, Madras, where they are still carefully preserved. Similarly the remains of the towering Gateway to the Bharut stupa of the Sunga period, second century B.C., were rescued from the villagers, who found the pile of its carved stone elements a handy quarry for their own constructions.

The destruction of natural and cultural treasures is not always due to theft or vandalism but may be due to the effects of urbanization. Only a few years ago, we read in the newspapers that the famous inscription of Mayura Sarma, the Kadamba king of the third to fourth century, on one of the boulders of a hill near Bangalore, South India, is in danger of being submerged as a result of a minor irrigation tank in the area by the Public Works Department. As the water level will rise to half the height of the inscribed boulder, archaeologists feel that there does not seem to be any way of saving this monument. The newspaper has rightly brought the news before the public. Perhaps public resentment may grow and ultimately the Public Works Department may stop the work or make an effort to bodily shift the gigantic boulders to a safer area. Such actions could be taken by a State with its own resources. But what happened when the Aswan Dam construction threatened to submerge the Abu Simbel temples. It was

only through the efforts of UNESCO and the massive international support it could rally round, that ultimately the entire temple could be shifted to a safer area—the task in itself being the biggest and most gigantic technological effort in this field and only possible because of international co-operation. The two 3,200-year-old rock temples were cut into 1,050 blocks and reassembled on higher ground, 200 feet above the original base and 690 feet inland from the former shore. It took four and a half years (4000 man-years) at an estimated cost of over \$36,000,000 using the combined effort of many countries as well as of UNESCO. Commenting on the incredible human feat in this salvage operation, Sergio Frascarelli, one of the engineers of the joint venture, rightly said, 'Abu Simbel was a wonder of ancient times. Now it is also a wonder of our own time.'

Equally important is the need to preserve and protect local customs and traditions. For protection of local customs the actions taken to preserve and protect the traditions of aborigines, hill people, tribals, need to be mentioned. Notable actions have been taken by the Government of the Soviet Union to protect such cultural traditions of smaller communities while providing them with modern amenities.

The preservation of old traditions, ancient ways of living, the art, craft, industry, and agriculture of bygone days are also possible through 'open-air museums' which can serve as a record of historical development of a period. A famous example is the Skansen of Stockholm where endeavours were made to establish the form of a complete farm with a representative selection of those buildings which have gone to make up a peasant farm during the past centuries. Nor are these layouts limited to rural settings; impressions of the towns and cities are also presented. Besides, there are a number of workshops such as a printing office, a bookbinder's shop, a goldsmith's workshop, a bakery, a tannery, a pottery, a shoemaker's workshop, and a glass-blower's workshop.

Besides Sweden, open-air folk museums are also in existence in other North American and European countries. Similar open-air museums and 'folk park' have grown up at St. Fagan's Castle, Cardiff, and elsewhere in the UK.

In Asia I may refer to the Bujang Valley Project in Malaysia. In this valley attempts have been made at exploration, reconstruction and preservation of a large number of tombs, temples and other archaeological sites in the Valley of the Bujang river in Southern Kedah. The Bujang Valley has been declared a national historic park. The mountain slopes of this Valley include a series of waterfalls and other natural scenic beauty spots, and the only large swamp forests remaining relatively untouched. The swamp forest is a haven for migratory birds passing through Northern Malaya and thus affords another reason for their preservation.

Setting up of 'Site Museums' near the site of historical monuments and excavations is an excellent method of *in situ* protection of cultural heritage. A site museum houses the portable antiquities found or excavated from a particular ancient site. It helps to keep constant vigil for the protection of

monuments from theft and vandalism. It turns a site into a centre of tourist interest, and a centre for education for student and lay public. The site museum of Persepolis in Iran has also introduced a programme of *son et lumière* and has turned out to be a lively experience for the visitors who sit amidst the historic ruins of Persepolis and learn about the ancient cultural heritage of Iran through this modern scientific system.

Role of UNESCO

However undesirable and unwarranted it may be, war even now breaks out in different parts of the globe and greatly damages cultural treasures of man and other animal and plant life. Hence one of the earliest conventions of UNESCO on the protection of cultural property, adopted at The Hague in 1954, dealt with the situation to be set up in the event of armed conflict. Following this the UNESCO 'Recommendation on International principles for application to Archaeological Excavations' of 1956, laid down principles which had far-reaching implications. It was felt by UNESCO that the surest guarantee for the preservation of monuments and works of the past will be if people could be taught to respect and to feel affection for such heritages, and in order to achieve this, it was suggested that a small exhibition of an educational nature, possibly a museum, should be kept up at important archaeological sites to convey to visitors the interest of the archaeological remains. It stressed the need to arouse and develop respect and affection for the past by the teaching of history, by participation of students in excavations, by publication of information, monographs, and guides, by exhibitions and lectures. UNESCO at that time urged upon Member States the desirability of adopting legislations to govern the trade in antiquities because it was felt that there was a likelihood of an illicit trade growing up to smuggle out antiquities once full publicity was given to the excavated objects.

Only in November 1970, could UNESCO adopt, at its General Conference, the 'Convention on the means of prohibiting and preventing the illicit export, import and transfer of ownership of cultural property'. There was great concern that the cultural heritage of countries is being impoverished through clandestine means and that no effective measures can be taken unless there is national and international co-operation for protection of cultural heritage. The Convention declared as 'illicit' the import, export or transfer of ownership of cultural property which is effected contrary to the provisions of the Convention. However, so far only seventeen countries have ratified the Convention. At the last General Conference of UNESCO (Nairobi, October-November 1976) it was resolved to appoint competent organizations, such as ICOM, to collect information pertaining to the existence, whereabouts and problems of restitution or return of cultural property significant to the country of origin. Promptly ICOM has constituted an *ad hoc* committee for this purpose.

Role of ICOM and other agencies

Where does ICOM stand in relation to the protection of cultural property? Its members have been individually affected in many instances, when losses resulted from their own collections or from their own countries. Sometimes its members have been innocent purchasers of stolen goods for their museums or have acted as advisers on purchases for private collections.

Since 1970, ICOM has been urging museums to condemn the illicit traffic in cultural property and to publicly demonstrate that they dissociate themselves from all such activities. Museums are the most important clients for those dealing with art and antiquities and therefore can play a significant role in either the expansion of the trade or its controlled growth. A study group of ten museum directors met in Paris in 1970 to draft an ethical acquisition code which lays down a very important criterion for acquisition, namely, no acquisition should normally be made without full documentation or 'pedigree' as it can be called in common terms. It had the effect of immediate response from many quarters and strengthened and enlarged the trend to ensure a clean history for acquisitions.

Whereas UNESCO as an intergovernmental organization could call on governments to find ways of controlling the illicit trade in cultural property, ICOM could appeal directly to the museum profession itself and endeavour to awaken the moral sense of its leaders and enlist their responsible aid in correcting the previous neglect of sources from where such acquisitions came.

ICOM News provides continuous reminders of the Campaign. In its column 'Stolen objects', *ICOM News* publishes detailed information of the stolen object as also the address where the object has to be restored, if found. This helps not only in restoration of the object in many cases but also in bringing about a general awareness among the people about their duties and responsibilities in protecting and preserving the priceless treasures, as the stolen objects invariably are. Besides this, *ICOM News* also publishes the various campaigns to save and preserve objects of historical and cultural value and recommendations of conferences and seminars in national and international fields. National Committees of ICOM in different countries also engage themselves in this important endeavour. A meeting of directors of national museums of the Asian countries (Indonesia, Malaysia, the Philippines, Thailand, and Singapore) on 'Protection of Cultural Property in South-East Asia' was organized by the Malaysian National Committee for ICOM in Malacca, in December, 1972. The recommendations of the Malacca meeting were practical, including tighter control of exports, the general need for improved antiquities legislation, and the Member States becoming signatories of the 1970 UNESCO Convention. Meanwhile ICOM began the compilation of an international digest of antiquities legislation finally published in 1974, and constituting a particularly useful reference volume for those countries contemplating changes in their laws.

However, though ICOM can give leadership and provide technical advice directly from its headquarters in Paris, or through its agencies for that part of the world, for example the ICOM Regional Agency in Asia and other organizations, the actual action must depend on its National and International Committees. It is a pleasure to be able to say that as a result of the Malacca meeting, the Philippines and Malaysia improved their legislations within the next few years; and Indonesia, Singapore, and Thailand scrutinized anew their legislation in an effort to introduce improvement.

Customs examination in regard to both export and import is an obvious means of some control over illicit procurement of cultural property, but smuggling is difficult to eliminate. Listing the holdings of private persons as well as registered dealers is helpful. This has already been done in many countries such as the recently introduced ordinance in India on compulsory registration of antiquities under the Art and Antiquities Treasures Act 1972. The immediate effect of this measure has been that many dealers found it less troublesome to donate their acquisitions to the museums rather than explain how they were acquired; and the State unexpectedly found itself the possessor of important sculptures, paintings, and manuscripts.

Natural heritage

When we consider the protection of natural heritage we are confronted with a totally different situation. Without making use of the resources in nature and environment man cannot improve his conditions of living. While doing so, he cuts down trees, destroys forests, kills birds and animals, digs mines and quarries and thus despoils nature of its beauty, freshness, and purity. It also endangers ecological balance. As a part of our industrialization dams are to be built, man-made lakes are to be created, factories have to discharge their effluents in the rivers, hills, and mountains have to be pulled down. The result is that the environment is totally disturbed. The world contains mountains, gorges, swamps, streams, forests, deserts—each with its own form of plant and animal life. All such areas are interrelated. It is a painful reality that mankind has been guilty of wanton destruction of nature and environment; but how to stop this? Emperor Asoka was the first monarch who was conscious of this problem and as early as the third century B.C. in one of his edicts carved on rocks forbade the killing of a large number of animal species for sport or food and gave guidelines for his people to discriminate the animals to be killed and those not to be killed. Our ancient Sanskrit literatures also contain references to Mrigadava (deer parks) and Abhayaranya (protected forests). An emblem in the Bharut railings shows the king of deers giving a sermon to the King of Varanasi for protecting the herd.

A few days ago we read in the newspapers that the experts in Brazil fear that the vast Amazon jungle may become a barren wilderness by the end of this century as trees are indiscriminately felled for industrial and cattle-



13. Bharhut Medallion (Photo: Indian Museum, Calcutta)

raising projects in areas newly opened up for development. Deforestation elsewhere has already assumed a menacing climatic hazard. Pollution of the environment which is the immediate outcome of industrialization has spread through rivers, streams, sea beaches and estuarine areas and totally destroyed marine life and upset the ecological balance of nature. Compared to this man-made menace, illicit trade in skins and specimens pale into insignificance and we are urged to take protective measures in totality.

An article published in May 1976 in *The Times* of London deplored the fact that in Italy alone an estimated 160 million migratory birds were killed each autumn by shooting, trapping and other means. This savage seasonal slaughter is not confined to Italy alone. The effect of this annual carnage is very serious. For instance only one swallow in six now returns the next year to its breeding grounds in northern Europe.

In the early part of this century, it was customary for princely states in India to arrange massive hunting expeditions of tigers and bisons on their estates in honour of other visiting princes and royal ties. It was not unusual for them to bag dozens of tigers in a day and the killer was acclaimed a versatile shikari. Also tiger and crocodile skins fetched a large premium abroad and poachers clandestinely exported the same, leading to the almost total extinction of these two species, had not the National Park Act come into force prohibiting the use of firearms in certain forest areas.

Ivory hunters' poaching of elephants continues unabated. Growth of human settlement near tea estates in North East India's dense jungles force the elephants to damage the harvests and as a result get killed. How grave is the menace to the elephants' survival?

Role of UNESCO and other international organizations

In 1948 following an international conference at Fontainebleau sponsored by UNESCO and the French Government, the International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN) was founded. The objective was to maintain and enhance the diversity of the biosphere by promoting rational management of earth's resources. IUCN seeks to halt the destruction of our natural environment and promote the conservation of wild places, wild animals and plants in their natural environment. More than seventy nations are represented in the membership of IUCN. Six commissions have been set up, dealing with different aspects of the Union's work: ecology, environmental policy, law and administration, environmental planning, survival service, national parks, and education. With the help of these commissions, IUCN continuously reviews and assesses world environmental problems and promotes research relating to their solution.

Another international foundation known as the World Wildlife Fund is also dedicated to the conservation of nature in all forms: fauna, flora, soil, air, and water. It works in close association with IUCN, to promote and support action for conservation of wildlife and natural resources on an international scale, but also for the economic and social well-being of society as a whole. The result has been the creation of National Parks and equivalent reserves and sanctuaries.

According to the National Parks Act introduced by many countries throughout the world, the parks are dedicated to the people for their benefit, education and enjoyment and are maintained and made use of so as to leave them unimpaired for the enjoyment of future generations. The creation of National Parks and equivalent reserves has resulted in the prospects of survival of species previously endangered with extinction, such as the Javan rhinoceros, the Hawaiian goose, the Vicuna, the Arabian oryx, the Thamin deer of Manipur. Under the ICOM statutes, the broad panorama of monuments, zoological and botanical, parks, reserves, etc., rightly fall under the purview of the domain of ICOM.

At the 16th session of the General Conference of UNESCO in 1970, another organization called 'Man and Biosphere' programme (MAB) was

officially launched. The MAB pleads for an interdisciplinary problem-oriented approach to the management of natural and man-modified ecosystems. Environmental problems do not stop at national boundaries and experience in solving them should be shared. Regional and global solutions must be found for problems formerly tackled only within the national context. The UN Conference on the Human Environment in Stockholm in 1972 was the most important conference so far held to focus the attention of the world on environmental hazards. Following this conference, the UN Environmental programme was introduced and several projects were launched.

Another important convention was the 'Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora' which provide for the regulation of trade not only in whole animals and plants, alive and dead, but also in their 'readily recognizable' parts and derivatives. More than 800 species are already included in the Convention's appendices of controlled species. So far thirty-three parties have ratified this Convention in the field, such as Wetlands Convention, World Heritage Convention, Wadden Sea Convention, Polar Bear Agreement, Migratory Species Convention, South Pacific Convention, etc., dealing with conservation of natural heritage.

The various organizations listed above have been able to influence governmental or public opinion because of the fact that the UN or UNESCO was associated with all such conference and conventions. The IUCN convenes a general assembly every third year and such assemblies have been held in diverse countries such as Canada, India, Kenya, Greece, Venezuela, Poland, thereby enlisting worldwide interest.

As a result of the adoption of protective measures of natural heritages, India, like many other countries has set up a National Committee of Environmental Planning and Co-ordination (NCEPC) with boards composed of prominent personalities in different fields. A large education programme has been undertaken by the Commission on Education of IUCN. It is concerned with formal education at all levels including curricula development, teacher training, and the production of teaching materials and at the same time with creating public awareness of environmental issues and conservation action.

Propaganda and publicity

National and international efforts and legislative measures are no doubt essential for the protection of our national and cultural treasures; but they are not enough. The most important single factor to guarantee their protection is an alert, informed, and enlightened public opinion. The need for protection must be thoroughly popularized among the population who live in and around a protected monument or natural reserve or an area inhabited and frequented by rare animal and plant species. Protection, in this way must become a way of life with the local population. This would also prevent the defacing of monuments, pilferage of stones and other

objects from monuments and archaeological sites for no ostensible monetary gain and other forms of damage to cultural and natural heritage which frequently occur in many countries.

It is most appropriate to ask ourselves whether the efforts made by UNESCO, by ICOM and other organizations have yielded results in the field of protection of natural and cultural heritage. There is no doubt that the loss and damage by illicit importation or exportation of cultural property has been substantially halted. More improvement can come when developed countries who are at the receiving end, also enact legislations to halt the import of clandestine cultural property into their domain. Illicit trade in cultural property is usually carried on by private individuals whose clienteles are sometimes persons owning private collections or private museums. How can the adoption of an ethical code be binding on such individuals and private bodies? UNESCO has taken keen interest in its effort to protect natural and cultural treasures and passed important legislation. Now it is up to ICOM and its member museums and museum professionals to urge their respective governments to ratify the conventions and take steps to implement the policy. ICOM, by devoting in this General Conference a substantial time on discussing protective measures has fulfilled all our expectations. There is a considerable effort to be made by 'Cultural Museums' to educate the people and to focus their attention on this vital problem with the help of exhibitions and documentaries as has been done by their colleagues in 'natural history museums' and related organizations. ICOM should encourage its institutional members to incorporate convincing displays stressing the need of protection in the archaeological, zoological, geological, and technological galleries throughout the world. At least a small portion of the said galleries should be reserved for this type of presentation.

In India, a chapter on the fundamental duties of citizens has been recently incorporated in the Constitution which reads *inter alia* as follows:

It shall be the duty of every citizen of India:

-
- (F) to value and preserve the rich heritage of our composite culture;
 - (G) to protect and improve the natural environment including forests, lakes, rivers and wild life and to have compassion for living creatures;
-

We fondly hope that such measures may have a far reaching effect on the protection of our cultural and natural heritage.

The various measures taken by the International Organizations for the

protection of natural heritage have also started yielding results. The well-known case of the pollution of the Thames river in England due to throwing of garbage, sewage, industrial waste and detergents, as a consequence of which fish were almost extinct some years ago, should be mentioned. The clean-up of the Thames started in 1960 after a government committee reported on ways to revive it. A recent report says that this drive has been termed a scientific wizardry. The index of success of this drive is that a sea horse was found recently in the Thames which was unthinkable in the past decades. Scientists are now hoping even for a migration of salmon up the river. The national park movement has yielded dividends everywhere; animals which were almost becoming extinct have started to increase their population. Similar is the outcome of the 'Project Tiger' movement in India due to which the dwindling of the tiger population is not only arrested but there is an upward trend in growth. The first world marine park has been set up in the island of Manuae (one of the Cook Islands) at the International Conference on marine parks and reserves held in Tokyo in May 1975. Perhaps ICOM's definition of museums may have to include the word 'Marine Park' in future.

Many organizations have started nature camps, wild life clubs and camps and are encouraging students to participate with the avowed objective of creating in them a love for the environment—its fauna and flora. The Science and Technology Centres in the US are already keeping live animals in their precincts and encouraging children to handle and fondle these animals so that they can grow up with the feeling that these creatures are also a part of their lives.

Under the patronage of the IUCN Commission on Education, discussions have begun on developing new courses right from pre-primary and primary stage on air, water and other environmental factors. Documentary films have already been produced on the subject of preservation of wild life, ecological realities, interdependence of man and other living beings in nature. In connection with the bicentennial, the Field Museum of Natural History in Chicago, is holding an exhibition on 'Man in his environment' which focuses attention on the indiscriminate destruction of nature by man while attempting industrialization and urbanization, and highlights what would happen if such destruction continued unabated. The exhibition carries the appropriate and laconic statement of Alan Paton, which I repeat before this august assembly:

'Keep it,
guard it,
care for it,
for it keeps men,
guards men,
cares for men.
Destroy it
and man is destroyed'.

Eléments d'une éthique internationale

Tayeb Moulefera

Directeur du Musée national du Moudjahid, Alger, Algérie

Président du Comité national algérien de l'ICOM

Membre du Conseil Exécutif de l'ICOM

*Membre du Conseil Exécutif de l'Organisation des Musées,
Monuments et Sites d'Afrique (OMMSA)*

En acceptant d'élaborer cette modeste étude sur les "éléments d'une éthique internationale en matière de protection du patrimoine culturel", j'en ai mesuré à la fois la difficulté qui tient notamment à la précision des concepts, la dimension, l'actualité et la nécessité, les enjeux et les implications.

Beaucoup de choses ont été écrites un peu partout sur le sujet. Très peu, nous semble-t-il, ont été synthétisées pour aider à formuler un consensus international susceptible de recueillir l'adhésion concertée dans ce domaine. Assurément le concept d' "éthique internationale", rapporté au sujet qui nous intéresse, par son contenu à la fois moral, sociologique, politique, scientifique, juridique, apparaît en constante inadéquation avec une réalité sans cesse changeante, une réalité qui doit en tout état de cause changer avec l'avènement, dans le concert international, de nouveaux pays en développement jusque-là objets ou sujets passifs d'une éthique internationale qui les a ignorés.

Ce concept doit également changer cette réalité, grâce à une médiatisation mieux articulée d'une telle éthique, au niveau non seulement des Etats, mais des professionnels et des cadres de musées, des hommes de culture en général.

Le concept renvoie alors à l'idée de culture elle-même, "un de ces concepts mal définis comme démocratie ou science", dit un auteur célèbre, "et dont la définition ne rendra jamais toutes les richesses de sa signification". Si le concept a perdu en clarté, il a gagné toutefois en audience et c'est à la fois la clarté et l'audience qu'il nous appartient de promouvoir dans l'établissement d'une éthique internationale en matière de protection du patrimoine culturel. La notion de "patrimoine" et de "biens culturels" tend également à susciter un certain consensus

international, en particulier depuis la Dix-neuvième Session de la Conférence Générale de Nairobi en 1976.

"Les biens culturels", éléments fondamentaux de la civilisation et de la culture des peuples seraient constitués par les objets qui sont l'expression ou le témoignage de la création humaine ou de l'évolution de la nature et qui, de l'avis des organes compétents de chaque Etat ont ou peuvent avoir une valeur et un intérêt historique, artistique, scientifique ou technique relevant notamment des catégories suivantes:

- spécimens de zoologie, de botanique, de géologie,
- objets archéologiques,
- objets et documentations ethnologiques,
- objets des arts plastiques et décoratifs ainsi que des arts appliqués,
- oeuvres littéraires, musicales, photographiques et cinématographiques,
- archives et documents.

Reste le concept de "protection" dont la signification tiendrait compte à la fois des rapports de force entre pays techniquement évolués et pays faibles, des techniques de protection mettant en jeu les aspects juridiques et scientifiques notamment, des moyens destinés à assurer la sanction des règles de protection préalablement définies etc.

L'enjeu et les implications de la définition d'une éthique internationale relative à la protection du patrimoine culturel est d'importance: ce serait le fondement d'une coopération internationale saine et équilibrée, dans le domaine culturel en général, d'un développement toujours plus grand des échanges culturels internationaux sans altération d'aucune sorte pour le bien de nos peuples. Mais surtout, à notre niveau, celui des pays en voie de développement, l'élaboration d'une telle éthique met en cause l'existence même de notre patrimoine historique et culturel dont les anciennes métropoles coloniales ont organisé le pillage systématique: c'est dire pour nous combien un tel sujet est encore actuel et dans quels termes il pose la restauration de nos Etats dans leur plénitude.

Un rapide examen des données du problème atteste en effet l'absence ou l'insuffisance d'une protection internationale concertée du patrimoine culturel et appelle une nécessaire codification sur le plan international des règles éthiques dans le domaine de la protection du patrimoine culturel.

1. L'absence ou l'insuffisance de la protection internationale concertée du patrimoine culturel

Les musées de chacun de nos pays ont vocation à protéger le patrimoine culturel national et, pour ce qui est des anciens pays colonisés, à récupérer une partie de ce patrimoine illégalement accaparé par l'ancienne métropole coloniale. Dans une mesure toujours plus grande, ils ont aussi vocation à constituer, donc à acquérir des collections représentatives des cultures non nationales.

La protection du patrimoine culturel met alors en cause les Etats eux-mêmes et les instances internationales: c'est à ce double niveau qu'il

convient d'examiner le problème de la protection du patrimoine national et de l'aliénation de celui-ci.

Une formulation insuffisante des règles éthiques de protection au niveau des Etats. Dans la plupart des pays, il est rare qu'existe un code de déontologie fixant les normes scientifiques et morales à respecter par la profession muséale, à l'instar des autres professions, médicales en particulier, et qui s'imposeraient ainsi pour protéger le patrimoine culturel national lui-même et indirectement le patrimoine culturel des autres nations.

Il est vrai que, dans ce domaine, des tentatives ont eu lieu notamment aux Etats-Unis pour esquisser la formulation d'une série de règles jugées minimales. Il est vrai aussi que le droit n'est pas toujours perméable à la formulation de certaines règles à cheval entre la morale, le droit, la science ou la technique.

Les professionnels prennent conscience d'appliquer instinctivement ces règles même non formulées juridiquement, parce que, précisément, notre conscience professionnelle, notre formation, notre goût nous y incitent. Ce n'est pas malheureusement l'ensemble des cas, notamment dans deux domaines où un tel code s'impose, celui des acquisitions des biens culturels et celui de la restitution par les anciennes métropoles coloniales des biens culturels illégalement accaparés.

Les règles éthiques de protection des acquisitions. Une importante documentation due en particulier à l'initiative des instances internationales de l'ICOM permet à présent de cerner avec une relative précision le contenu de l'opération acquisition.

Pour Georges Henri Rivière "l'acquisition muséale est l'acte juridique et scientifique en vertu duquel un musée, à sa décision ou à celle de l'autorité dont il relève, au moyen d'un don, d'un leg, d'un achat, d'un échange de choses ou de services, d'une coopération, d'un travail, devient propriétaire d'un bien culturel ou naturel".

Ainsi définie pertinemment par notre illustre confrère, l'acquisition se décompose en plusieurs opérations qui sous-tendent elles-mêmes autant de règles éthiques de protection. Ces règles peuvent être rapportées généralement au contenu de l'acquisition, à sa nature, à ses modalités, à ses formes.

Contenu de l'acquisition: Le Musée acquiert en règle générale des choses réelles, "choses que nous présentons pour ce qu'elles sont et non comme images de quelque chose d'autre", selon Duncan Cameron. Le Musée acquiert des images d'origine extérieure ou fabriquées par lui: reproduction d'objets et de spécimens, interprétation de phénomènes et de concepts".

Nature de l'acquisition: L'acquisition peut être envisagée de trois points de vue liés entre eux: juridique, scientifique et moral.

Sur le plan juridique, toute acquisition inscrite sur registre et répertoire

peut être, suivant le statut du musée, aliénable ou inaliénable: l'aspect juridique affecte l'acte de cession et l'acte d'acquisition.

L'aspect scientifique affecte la valeur culturelle réelle de l'objet en fonction de la connaissance parfaite de son origine, de son histoire et de son contexte: faute d'une telle connaissance aussi parfaite que possible, la valeur scientifique de l'objet ne peut avoir de garanties suffisantes. Une telle connaissance suppose donc l'existence d'une programmation de l'acquisition des objets culturels pour pouvoir mieux assurer, en fonction de la sélection des données scientifiques, une sélection scientifique des objets culturels.

L'aspect moral insiste sur l'origine douteuse de l'objet, vol ou exportation illégal du pays d'origine, quelle que puisse être la bonne ou mauvaise foi des intermédiaires: le doute dans l'origine de l'objet introduit un risque sérieux à la fois pour le bon renom du musée acquéreur et pour la coopération future entre ce musée et les autres institutions.

Les modalités de l'acquisition sont essentiellement scientifiques.

Le musée a une nature pluridisciplinaire et diversifiée: chacune des disciplines a ses modalités propres affectant celles de l'acquisition; la programmation des acquisitions peut être plus ou moins aisée d'une discipline à l'autre, d'où la difficulté de cerner avec précision l'aspect scientifique de la programmation d'un musée pour le choix de l'objet à acquérir en fonction de sa valeur scientifique; d'où également la difficulté de cerner la notion même de valeur scientifique, entendue comme valeur esthétique indépendamment de goût personnel du conservateur, de la rareté de l'objet, etc.

Les formes d'acquisition peuvent être rapportées d'une part aux dons et legs, aux achats, aux échanges de services et de choses, à la coopération, au travail.

Les dons et legs peuvent présenter l'inconvénient de ne pas s'inscrire dans la programmation du musée ou de s'accompagner de servitudes incompatibles avec la spécialité ou l'indépendance du musée.

Les achats à base commerciale introduisent l'aléa de l'absence de garantie suffisante.

Les échanges de services et de choses posent qualitativement le problème des services et des choses.

La coopération implique une politique concertée et planifiée, dans le cadre de campagnes et de prospections préalablement définies.

Quant au travail enfin, il s'inscrit aussi comme source d'acquisition dans le cadre des mêmes campagnes planifiées et de qualité.

Une telle série d'opérations qui caractérise l'acquisition et qui sous-tend implicitement la formulation de règles éthiques propres à chacune des opérations, suppose précisément que soit définie une véritable politique nationale des acquisitions, fondée sur:

- l'existence d'un programme,
- le respect de critères scientifiques,
- la connaissance approfondie de l'objet acquis,

- la légalité de l'acquisition.

Ces quatre composantes de la politique d'acquisition sur laquelle insistent de nombreux auteurs, forment les principales règles professionnelles éthiques de l'acquisition. Or précisément ce quadruple élément est inexistant dans la plupart des Etats pour quatre raisons essentielles.

En premier lieu il convient de signaler l'insuffisance de l'appareil normatif et institutionnel national. Si depuis le second conflit mondial et après les années 60 avec le mouvement de décolonisation accéléré, les pays dans la majorité des cas ont refondu leur législation ou mis sur pied des mesures législatives propres à amorcer une politique d'acquisition, très peu d'entre eux ont ressenti le besoin d'étoffer cet appareil normatif pour codifier un véritable arsenal juridique permettant une plus claire redéfinition des règles éthiques, c'est-à-dire des règles destinées essentiellement aux professionnels des musées.

Il est vrai aussi que le droit peut, dans certains cas, ne pas s'avérer comme l'instrument susceptible de supporter des préceptes essentiellement moraux: certaines règles font beaucoup plus appel à la "conscience professionnelle" qu'à l'idée de sanctionner des manquements aux devoirs d'une charge professionnelle.

De la même façon le critère scientifique cèdera souvent le pas à la conception propre que le professionnel peut avoir de l'éthique, en fonction de sa propre formation.

D'autre part, il convient de signaler l'insuffisance des normes d'analyse scientifique: dans la plupart des cas la décision d'acquisition ou d'acceptation de dons ne fait aucunement suite à un examen scientifique en laboratoire pour connaître avec précision l'histoire de l'objet par des documents irréfutables et en vérifier la provenance, notamment par les références bibliographiques. L'achat étant souvent le mode d'acquisition par excellence, ce problème est encore doublé de celui de la compétence du conservateur responsable de l'acquisition, surtout à notre époque de spécialisation extrême où il n'est pas aisé d'apprécier la valeur scientifique réelle d'un document ou d'un spécimen, hors de sa propre compétence. Or, précisément, dans le même pays il peut arriver que la coopération indispensable entre spécialistes de chaque discipline n'existe pas.

Le problème est encore plus grave lorsque l'objet acquis à titre onéreux ou gratuit n'est pas accompagné d'une fiche signalétique comportant le minimum d'indications scientifiques sans lesquelles l'inventaire et le catalogue, la présentation s'avèrent impossibles.

En troisième lieu, il n'est pas inutile de signaler une tendance de plus en plus nette, surtout dans les pays techniquement évolués, à échapper aux règles internationales en vigueur admises par tous, notamment les lois et règlements en matière d'exportation du patrimoine: c'est le cas notamment lorsqu'un collecteur exploite sa situation de puissance ou de prestige et exerce un effet de domination sur le plus faible pour acquérir ou céder illicitement des objets pillés à un pays.

Il est vrai aussi que la densité de plus en plus grande des lois et règlements internationaux réprimant les vols et pratiques illicites, a eu pour conséquence d'influencer considérablement les prix sur les marchés d'acquisition et de placer en état de rareté les objets culturels souvent mal acquis ou faux. L'industrie du faux, très ancienne, reste encore florissante et elle doit son essor notamment au marché de l'art et des antiquités et surtout au tourisme: très souvent il n'est pas aisé de reconnaître scientifiquement le vrai du faux et la littérature sur ce point est fort abondante; de nombreux colloques ont eu le mérite de poser clairement le problème.

En réalité, et c'est la dernière raison, l'absence ou l'insuffisance d'information a été l'élément souvent décisif pour pouvoir assurer une rationalité de la politique d'acquisition et affermir les règles éthiques.

Il en est également de même de l'appareil institutionnel national dont l'insuffisance pose le problème de la sanction des règles éthiques c'est-à-dire la responsabilité des acquisitions.

La politique d'acquisition peut être le fait soit du conservateur ou du directeur du musée, soit de conseils ou comités plus ou moins formels. L'enjeu est encore plus important lorsque, comme dans nos pays en voie de développement, le ou les responsables des musées sont insuffisamment formés: le problème de la formation technique des cadres des musées s'avère d'une importance cruciale, malgré les tentatives multipliées au cours de ces dernières années par les institutions nationales pour promouvoir une formation adéquate. Mais beaucoup de choses restent à faire, compte tenu de la spécialisation outrée intervenue dans les pays techniquement plus évolués et qui accentue, dans tous les domaines, notre retard. Ce retard éclaire encore davantage l'absence de règles éthiques dans le domaine du pillage par les anciennes métropoles coloniales du patrimoine historique et culturel des pays anciennement colonisés.

L'absence de règles éthiques dans le domaine de la restitution du patrimoine historique et culturel pillé par les anciennes métropoles coloniales. Avec l'accession à l'indépendance, nos pays en voie de développement ont pris nettement conscience de la nécessité de sauvegarder leur patrimoine national historique et culturel et de le mettre en valeur. Et ils ont aussi constaté la disparition quasi complète de leurs biens culturels au profit des anciennes métropoles ou d'entreprises internationales occidentales: un véritable pillage organisé par la puissance coloniale et ses entreprises ou ses hommes de main, s'est ainsi développé tout au long de la domination coloniale et même après de façon insidieuse, plus ou moins occulte mais tout aussi efficace. Une littérature abondante s'est déjà fait l'écho de ce pillage dégradant et il faut mettre à l'actif des instances de l'UNESCO d'avoir essayé, après coup, de limiter dans une certaine mesure un tel processus. L'aspect criminel de ce pillage systématique du patrimoine culturel et historique ne réside pas tant dans l'étendue du pillage lui-même (collections, ouvrages, objets des

civilisations) du pays dominé, que dans cette volonté délibérée de dilapider par pans entiers la culture et la civilisation de celui-ci, d'étouffer tout ce qui individualisait cette société opprimée, d'en taire brutalement toute volonté de s'affirmer par rapport au pouvoir colonial.

On comprendra alors que le pays anciennement colonisé, éprouve un besoin quasi biologique de renouer avec son passé, interrompu par la longue nuit coloniale, de retrouver sa propre civilisation, que l'étranger colonisateur a voulu à tout prix étouffer, manipuler et à laquelle ce même étranger a voulu superposer la sienne.

Les règles éthiques de protection dans ce domaine se posent donc dans un contexte différent: le respect de ces règles doit s'imposer respectivement à l'ancienne métropole coloniale, aux entreprises nationales ou internationales qui ont tiré profit des exportations illicites du patrimoine culturel du pays dominé, aux collectionneurs privés, aux professionnels en général.

En effet certains collectionneurs, organismes publics ou privés et les particuliers eux-mêmes organisent également de manière insidieuse, à l'heure actuelle, le vol du patrimoine culturel du pays en développement, à l'intérieur et à l'extérieur de celui-ci. C'est ainsi que des missions étrangères sous-couvert de l'immunité diplomatique ou plus simplement de la recherche scientifique, font un trafic de ces objets culturels; c'est ainsi aussi que certains "touristes" parcourent nos pays à la recherche d'objets de valeur pour le compte de bandes organisées. Il est arrivé souvent que des hommes de science, tirant profit de nos traditions d'hospitalité et de la bienveillance des autorités officielles, procèdent au même pillage de notre patrimoine culturel. Ces objets, ces collections, ces documents vont ainsi alimenter un marché international florissant lorsqu'ils ne sont pas stockés purement et simplement dans quelque entrepôt occidental: dans de nombreux cas le patrimoine culturel n'a de signification que pour le pays qui a été spolié et qui ne peut arriver à en obtenir restitution.

Miroirs de nos civilisations passées, nos musées ne peuvent qu'imparfaitement nous rendre compte de notre histoire, du fait de la disparition par morceaux entiers d'une partie de notre patrimoine culturel et historique. Mémoire collective de notre peuple, ces musées amputés dans leur essence même, ne peuvent évoquer que de façon atrophiée les grandes heures de gloire de nos générations passées.

L'enjeu suprême se situe à vrai dire dans le contenu même de la notion d'Etat: l'accession à l'indépendance qui suit l'acte de décolonisation ne fut dans la plupart des cas qu'un évènement du calendrier. La restauration de notre Etat dans sa plénitude ne peut assurément être une réalité, sans le nécessaire fondement authentique qu'est la récupération de notre patrimoine historique et culturel. Nous ne pouvons exister en tant qu'Etat par prétérition, lorsque l'on sait qu'une grande partie de notre patrimoine historique et culturel reste encore accaparé en Occident.

En vérité, c'est un nouvel ordre culturel qu'il convient d'appeler de nos vœux au même titre que le nouvel ordre économique international: il est

seul de nature à permettre que soit consacré le droit de récupération du patrimoine culturel et historique de nos pays et le devoir de restitution qui s'imposerait notamment aux anciennes métropoles coloniales. A notre avis, seule cette perspective permettrait d'asseoir sur des bases solides la coopération dans ce domaine.

On nous dira en effet, qu'après la phase de décolonisation, les relations d'Etat à Etat entre pays dominants et pays dominés ont permis vaille que vaille de remettre les choses en l'état, au nom de la morale internationale. Que l'on se détrompe! Non seulement le pays dominant a continué insidieusement sous des couverts multiples à persister dans le pillage, mais très souvent il continue à prétendre qu'il peut poursuivre son entreprise, tendant à faire ou à refaire notre histoire, à travers sa propre histoire, chez nous et sur des fondements historiques et culturels qu'il continue à détenir: l'historiographie coloniale se continue ainsi dans l'historiographie néo-coloniale et l'histoire de nos pays décolonisés reste encore l'histoire de l'étranger colonisateur dans nos pays.

C'est donc à travers cette éthique internationale qu'il faut poser le problème du respect des règles éthiques dans le domaine de la restitution du patrimoine culturel et historique des anciens pays dominés. C'est à ce niveau international, en effet, que l'on retrouve aussi, malheureusement, de graves insuffisances dans le domaine de la protection du patrimoine culturel.

Une formulation insuffisante des règles éthiques de protection au niveau international. Au niveau international, il convient également de souligner:

- l'absence d'une politique concertée dans le domaine des acquisitions,
- les lacunes de l'appareil normatif et institutionnel qui rendent suffisamment compte de l'existence et de l'applicabilité des règles éthiques de protection du patrimoine culturel.

L'absence d'une politique internationale concertée dans le domaine des acquisitions. Dans les oeuvres de muséologie ou de muséographie, il est rare que le problème des acquisitions soit sérieusement abordé. La solution à ce problème conditionne pourtant l'existence de règles de protection du patrimoine culturel suffisamment concertées et applicables par tous.

Nous pouvons même dire que cette grave lacune a aidé dans une large mesure la persistance d'un marché international du patrimoine culturel, soumis uniquement aux lois économiques de l'offre et de la demande: de ce fait on légalise un état de relations fondé sur la domination des pays les plus riches qui achètent systématiquement, pour leur musées ou leurs collections privées, des objets provenant des pays les plus pauvres. Un tel état de relations a même encouragé des pratiques du type vandaliste sur les monuments, et les lieux de fouilles clandestines, ainsi que des trafics comparables à celui de la drogue, encouragés par le développement du tourisme.

Aussi bien les acquisitions des musées restent encore, et de plus en plus,

déterminées par le marché de l'offre et de la demande. Dès lors pourra-t-on uniquement parler des critères strictement scientifiques, culturels, éthiques de l'acquisition et éluder par la même un problème politique, celui de l'effet de domination des pays riches sur les pays pauvres?

Le critère éthique lui-même, doit-il toucher uniquement les professionnels des musées et ne doit-il pas affecter les relations inter-étatiques? La référence à la "morale internationale" qui préside aux relations entre nations ne pose-t-elle pas également celle de l'éthique de ces relations?

En vérité on se trouve là dans un domaine où le droit international classique, par ses faiblesses dénoncées souvent dans d'autres instances que celle-ci, est incapable de prendre en charge des motivations éminentes que nous percevons bien en tant que professionnels, c'est-à-dire des motivations individuelles ou "corporatistes" telles que la conscience professionnelle, le sentiment du "licite" ou de l' "illicite" par rapport à notre formation et à notre idée de "justice"; ces motivations peuvent aisément s'inscrire dans un code de déontologie en fonction de la formulation d'un consensus auquel nous pouvons tous souscrire en tant qu'individus.

Comment alors parvenir à faire endosser par nos Etats les résultats auxquels nous serons parvenus? Telle est bien notre mission première, au sein de nos organismes professionnels respectifs, mais aussi, au sein des instances du conseil international de l'ICOM, au risque de condamner nos recontres à rester purement académiques.

Un premier préalable à surmonter est constitué assurément par les insuffisances d'une coopération internationale concertée. La coopération internationale concertée pose un triple problème relatif à la fois à l'objet, aux sujets, aux modalités de la coopération dans le domaine qui nous retient, celui des règles éthiques de la protection du patrimoine culturel.

L'objet doit recouvrir un sens très large susceptible d'épouser les activités des musées et le contenu que nous donnons au concept de patrimoine culturel.

Les sujets de la coopération devraient s'entendre aussi sur l'entité muséale ou muséologique par rapport à d'autres entités nationales ou internationales.

Les modalités de la coopération s'inscrivent dans le cadre de l'objet même de celle-ci, ce qui implique l'existence d'un arsenal juridique, technique et scientifique à la disposition d'organismes professionnels et de l'Etat lui-même, en rapport avec d'autres organismes similaires et d'autres Etats. De telles modalités pour qu'elles puissent jouer correctement supposent aussi, non pas des relations inégalitaires fondées sur la loi du plus riche, mais la prise en considération des motivations du plus faible, compte tenu de ses moyens financiers, scientifiques, techniques, culturels, etc.

Le second préalable a trait à la concertation nécessaire. Sans elle il est évident que nous ne pouvons parvenir à formuler un consensus aussi large

que possible et susceptible de permettre d'élaborer des règles éthiques s'imposant à tous.

A cet égard le relai indispensable est constitué par les organisations internationales, en particulier l'UNESCO.

Encore faut-il que l'appareil normatif et institutionnel international soit suffisamment étoffé; ce qui n'est pas la majorité des cas.

Lacunes de l'appareil normatif et institutionnel international. De nombreux écrits existent certes, insistant sur la nécessité de réprimer le caractère illicite de certaines pratiques repréhensibles: de nombreux colloques et autres réunions internationales se sont tenus ces dernières années notamment pour prendre les mesures nécessaires afin de réprimer l'exportation, l'importation et la vente illicites des biens culturels.

L'ICOM a fait sur ce point un travail magnifique et a même été l'initiateur de conventions internationales. De nombreuses recommandations ont été adoptées par l'UNESCO. Toutefois on peut regretter l'absence de dispositions précises relatives à la définition juridique de règles éthiques en matière de protection des biens culturels.

L'aspect déontologique qui n'est pas développé, comme nous l'avons vu, au niveau des législations nationales, est pratiquement absent dans le domaine des relations internationales.

La raison d'être de ces lacunes tient tout d'abord à la même faiblesse que l'on décèle au niveau des appareils étatiques nationaux: lorsqu'elle existe, la législation nationale apparaît bien souvent très laxiste. Elle tient en second lieu à l'absence ou à l'insuffisance d'informations entre professionnels et Etats. Enfin, la législation internationale, lorsqu'elle existe, indépendamment des aspects répressifs, traduit les préoccupations des pays techniquement les plus évolués, puisqu'ils en ont été les initiateurs.

Le moment est venu de poser globalement le problème et d'y faire face d'une manière concertée.

Oserai-je ajouter que dans ce domaine culturel en général et cet aspect particulier de la protection du patrimoine culturel, c'est une véritable charte culturelle des devoirs et des droits qu'il convient d'inscrire au débat, sans doute sous d'autres auspices mais pourquoi pas au sein de l'ICOM. C'est en tout état de cause une perspective qu'il faut tracer, dans le cadre de la codification des règles éthiques.

2. La codification internationale des règles éthiques de la protection du patrimoine culturel.

La codification internationale dans ce domaine doit être envisagée à deux niveaux, national et international, et sous deux rubriques: les solutions techniques et la question de la coopération internationale.

Les mesures d'ordre interne, législatif et réglementaire. Les mesures que chaque Etat se doit de prendre peuvent être classées en plusieurs rubriques.

– Définition d'une politique de l'acquisition tenant compte des règles éthiques dans toutes les phases de la procédure d'acquisition et sous tous ses aspects.

Toute décision d'acquisition doit reposer sur un programme (recherche scientifique au sens le plus large, éducation, présentation, mise en valeur de l'héritage national et international, naturel et culturel); certains musées peuvent inscrire leur action dans cet ensemble de programmes, d'autres plus spécialisés peuvent couvrir une partie du programme.

La règle principale doit demeurer ici que l'acquisition d'un objet ne peut être effectuée s'il ne joue pas de rôle dans la réalisation des objectifs du musée conformément au programme défini. D'autre part l'objet à acquérir doit être rangé dans une catégorie, la plus précise possible: soit des objets dont la valeur scientifique et culturelle a été reconnue par la communauté, et ils possèdent alors leur pleine signification culturelle, comme ayant une qualité unique qui les rend inestimables; soit des objets qui, bien que n'étant pas nécessairement rares n'en ont pas moins une valeur provenant de leur environnement culturel et naturel.

“L'absence de système raisonné dans une politique de collecte, souligne Georges Mac Beath, est une des raisons pour lesquelles beaucoup de petits musées n'ont finalement aucun sens pour leur communauté... Le principe devrait être le désir de préserver et de présenter les objets qui peuvent le mieux illustrer le domaine particulier d'intérêt auquel s'attache notre institution. Le musée devrait limiter ses activités de collecte à ce qu'il peut faire bien, ceci est une partie de la fonction d'un musée: non pas seulement collecter tout et n'importe quoi, mais collecter des objets qui correspondent à un plan défini rationnellement.”

Le Musée se doit donc de refuser des dons qui lui sont proposés, soit parce qu'ils ne correspondent pas aux catégories d'objets recueillis par le musée, soit parce qu'ils seraient assortis de conditions limitant l'indépendance du Musée.

Le programme doit donc être très précis et écrit, voire publié, comporter un budget d'achats, un personnel compétent assisté le cas échéant de spécialistes et de comités chargés de contrôler la politique d'acquisition, selon des critères scientifiques.

– Rationalisation des techniques d'acquisition.

La rationalisation des techniques d'acquisition est un autre impératif, lié au choix de l'objet et à sa valeur scientifique.

Le choix de l'objet implique une connaissance parfaite de son origine et de sa valeur scientifique, c'est-à-dire sa valeur esthétique. L'objet n'a une signification culturelle et scientifique que s'il est suffisamment documenté. Aucune acquisition ne devrait être faite en l'absence de toute documentation explicite. “Une erreur très courante des collecteurs, nous indique le *Guide to Field Collecting of Ethnographic Specimens*, est de rechercher les meilleurs spécimens définis en fonction des notions esthétiques propres au collecteur. Les collections ethnographiques devraient documenter la culture qu'elles représentent, non pas celle du

collecteur. Les critères de qualité et d'esthétique devraient être ceux du lieu d'origine, plutôt que ceux du collecteur."

En matière d'art tout objet dont l'histoire n'est pas connue avec certitude par des documents irréfutables, et dont la provenance n'est pas attestée, devrait faire l'objet d'un examen scientifique approfondi en laboratoire avant que la décision soit prise de l'acquérir ou d'en accepter le don. Dans ce domaine, la mission de recherche dans le pays même est l'un des meilleurs modes d'acquisition, surtout pour les disciplines de terrain.

En règle générale, le critère minimum impose que tout objet offert au musée, à titre gratuit ou onéreux, devrait être accompagné d'une fiche signalétique comportant le minimum d'indications scientifiques sans lesquelles l'inventaire et le catalogue, ainsi que la présentation sont impossibles.

La rationalisation des techniques d'acquisition peut aussi affecter l'aspect moral de l'acquisition. "Il y a des questions éthiques relatives au fait de collecter", souligne le guide cité. De nombreux objets qui se trouvent maintenant dans d'importants musées sont considérés par les membres actuels des sociétés d'où ils proviennent comme étant simplement le résultat de vols. Quant un collecteur exploite sa situation de puissance ou de prestige, ou sa richesse, par comparaison avec la faiblesse des propriétaires ou des dépositaires d'objets uniques et irremplaçables, les conséquences, pour l'avenir, de l'acte de collecter peuvent ne pas se justifier par le profit scientifique obtenu en transférant l'objet dans un musée. Le musée doit ainsi se garder de donner hâtivement un cachet de valeur à un objet, sans en mesurer les conséquences qui peuvent s'ensuivre: en effet le musée par sa politique d'acquisition, par le cachet d'authenticité ou de valeur qu'il donne à tort ou à raison, en toute bonne foi, au genre d'objets qu'il collecte, influence le marché de façon considérable et fait monter les prix. Le musée est ainsi amené à jouer le rôle pilote direct ou indirect auprès des marchands, intermédiaires ou collectionneurs, et à affecter la dispersion du patrimoine des autres pays. Le même raisonnement est applicable aux spécialistes qui entretiennent des relations amicales professionnelles avec des marchands.

- Réglementation des transferts.

Dans son étude sur "l'éthique des acquisitions", le directeur des musées nationaux de Ceylan avait pertinemment précisé une série de règles qu'il est intéressant de rappeler:

Les conservateurs de musées devraient tout d'abord étudier tous les moyens d'obtenir une collection demandée par l'intermédiaire d'institutions officiellement reconnues dans le pays en question.

Les musées faisant de telles acquisitions devraient avoir l'obligation impérieuse d'en informer l'autorité reconnue dans le pays d'origine, en lui précisant la nature de ces collections grâce à des photographies et des descriptions. De cette façon, une information complète sur les collections empruntées serait disponible dans le pays d'origine si les objets eux-mêmes ne le sont pas et le prêt serait systématiquement enregistré par écrit pour

toute référence future.

Ce problème met en cause les possibilités financières des pays démunis et l'effet de domination des pays les plus riches. La conséquence est abondamment rappelée par un document de l'ICOM sur "les acquisitions des musées".

Le musée ne peut que rarement suivre une politique d'acquisition, car il est réduit à accepter les propositions qui lui sont faites. Le simple refus de la part d'un pays ou d'un musée entraîne la constitution d'un grave lacune dans les collections. L'évaluation des objets, en cas d'échanges, reste soumise aux lois du marché qui privilégie les oeuvres d'origine européenne au détriment des arts primitifs, moins cotés. Le succès ou l'échec des négociations pour un don ou un échange est trop dépendant des options politiques. Les problèmes financiers s'aggravent dans la mesure où une telle action nécessite des voyages et des contacts directs entre professionnels.

La valeur scientifique ou même culturelle des collections ainsi constituées n'est pas toujours satisfaisante. Reste le problème des objets acquis au cours d'une domination étrangère. La règle principale dans ce cas doit consacrer: Le droit de récupérer son patrimoine culturel, par le pays anciennement colonisé, le devoir de restitution de ce patrimoine pour le pays dominant. Seuls les objets achetés devraient pouvoir être conservés (voir sur ce point l'étude précitée du directeur des musées nationaux de Ceylan).

Tout musée ayant la garde d'objets étrangers devra en faire la liste qu'il mettrait à la disposition du pays d'origine.

Toute musée constituant une collection par recherche sur terrain à l'étranger devait procéder par l'intermédiaire des autorités compétentes du pays. Aucun objet ne devrait être acquis sans que les autorités concernées ne soient au courant.

Quand une mission sur le terrain est entreprise à l'étranger, tous les objets collectionnés devraient être mentionnés sur une liste remise aux autorités compétentes du musée avant le déplacement des spécimens à des fins d'archives.

Tous les musées acquéreurs d'objets venant de pays étrangers doivent procéder à une exposition.

Lorsqu'un musée décide d'utiliser, pour un échange, des objets provenant d'un pays étranger, il doit obligatoirement avertir en premier lieu les autorités compétentes du pays d'origine et le cas échéant, provoquer un échange à trois directions.

Le problème des échanges internationaux de biens culturels a déjà été abordé récemment par la Dix-neuvième Session de la Conférence Générale de Nairobi en 1976, et nous renvoyons à ce document important.

Il convient toutefois d'insister sur un aspect important: l'aspect économique des échanges. "Il serait souhaitable, disait un délégué à la Quinzième Conférence Générale de 1968, que les musées les plus importants et les plus riches, au lieu de dépenser leurs fonds sur le marché

des antiquités dans leur pays, les utilisent pour des missions de recherche sur le terrain. Tout le monde y gagnerait, la science, les pays d'origine des objets collectés, les musées eux mêmes qui obtiendraient plus, pour moins cher."

Plus précisément, le problème grave est celui des relations économiques entre le musée et le marché d'une part, entre la législation du patrimoine et le cours des objets d'autre part.

Toutes les anciennes métropoles coloniales doivent permettre aux professionnels des musées ou hommes de sciences des pays ayant été colonisés, de consulter ou d'acquérir des copies d'archives intéressant même indirectement les pays décolonisés.

- Aspects juridiques des acquisitions.

Une enquête sur les législations en vigueur dans les pays devrait être rapidement réalisée à partir du Centre de Documentation muséographique de l'ICOM, afin d'enrichir la connaissance du Centre, d'informer les pays sur les textes législatifs et les méthodes mises en oeuvre. En même temps il conviendrait de publier une brochure spécialisée devant contenir les références de ces législations, l'analyse sommaire des principales dispositions légales et l'indication des organismes chargés de leur application.

Sur un autre plan, il conviendrait d'effectuer une codification nationale de toutes les règles de protection, y compris les règles d'ordre déontologique, en plus de celles applicables en cas de vol et de faux. Cette codification devrait tenir compte de la responsabilité professionnelle et pénale des cadres des musées et prévoir des autorités chargées d'assurer la bonne application de ces règles.

Les mesures d'ordre international. Les mesures d'ordre international s'inscrivent dans cinq rubriques liées entre elles:

- la coopération internationale,
- les échanges internationaux,
- les mesures propres à assurer la restitution des biens culturels après décolonisation,
- l'information sur un plan collectif,
- la définition d'un code international de déontologie professionnel.

Documentation as an aid in the protection of the international heritage

Geoffrey Lewis

Director, Merseyside County Museums, 1972-77
Chairman of the ICOM International Committee for Documentation, 1971-77
Director, Department of Museum Studies, University of Leicester, Leicester, UK
Chairman, ICOM Advisory Committee
Ex-officio member of the ICOM Executive Council

This seemingly simple title is a vast and vital subject within our conference theme. It is impossible to do it justice in its totality in the time available and I shall not attempt to do so. Rather I must introduce the implications of documentation in the protection of the international heritage and then restrict myself to a specific area of documentation if this paper is to contain other than generalities. First, however, it is necessary to set the scene and I do so at the risk of repeating what some of the previous speakers have said.

Collectively, as curators, we are equipped more than any other single profession to provide the knowledge and skills which contribute to the protection and interpretation of our heritage. With our resources we can promote that mutual and better understanding and enrichment of our natural and man-made heritage about which this conference theme is concerned. These concepts are not some inbred aspiration of a small closed group forming the international museum profession seeking desperately to make its mark in an ever-increasingly complex world. No, this is a fact and a reminder of the responsibility and the opportunity that rests with the museum profession today.

Two particularly important developments in world affairs during this second half of the twentieth century have had a profound significance for museums. The first is an awakening to the finite nature of the world's natural resources and the need to conserve them; the museums' role in this was developed in a number of papers at the Copenhagen General Conference and there is no need to develop the matter further at this point. The other important development is the increasingly significant role that cultural matters—and therefore our heritage—are playing in political discussions to achieve the promotion of peace and détente. The museum

function cannot today be just the servicing of the general public, the academic world, or some other sectional interest, however important these may be in themselves; rather we have also a responsibility, a unique opportunity, to make a particular contribution to a massive jig-saw which in its totality is increased knowledge and mutual understanding.

On the political significance of cultural matters in world affairs, let me quote one example to illustrate the point. At Helsinki in 1975, thirty-five States endorsed the final act of the Conference on Security and Co-operation in Europe. The provisions of this act include co-operation to increase the effectiveness of protecting the environment; joint examination of ways to improve information exchanges on the conservation and restoration of cultural property; development of interest in the cultural heritage of other participating States; implementing joint projects for conserving, restoring and showing to advantage works of art, historical and archaeological monuments and sites; joint studies to view the possible creation of a cultural data bank; the harmonization of different inventory and catalogue systems for historical monuments and places of cultural interest, and so on.

In passing, reference should be made to the important part that UNESCO increasingly is playing both in its own right and as an agency to implement multilateral decisions relating to the heritage. The resolutions of the 19th General Conference in Nairobi towards the end of last year are readily available and I will not list them here. It is sufficient to say that they include a number of measures which together with the convention concerning the protection of the World Cultural and Natural Heritage are directed towards the protection and better understanding of the international heritage.

All this is by way of a backcloth for the stage on which museums perform in a number of important roles. The theme of the play is the protection and better understanding of our heritage; the script is the documentation I have been asked to talk about. The play itself will clearly attract a wide and varying audience and it is necessary now to look in some detail at the part to be played by museums and, of course, their script.

The protection of the heritage and the museum function

The natural and human heritage is the greatest resource known to man on earth. Indeed it provides our livelihood. It is the environment in which we function. It embodies as one of its many parts the traditions and the culture with which we are familiar and this familiarity provides stability and perspective. To those working closely with the heritage it represents the opportunity for a better understanding of our existence; to those unfamiliar with an aspect of it, it is the opportunity to realize a better understanding of those who have contributed to it and form a part of it.

But the protection of the heritage provides other opportunities: it provides the basis for study and research, education and tourism. No less importantly, it provides the evidence for the future conservation of our

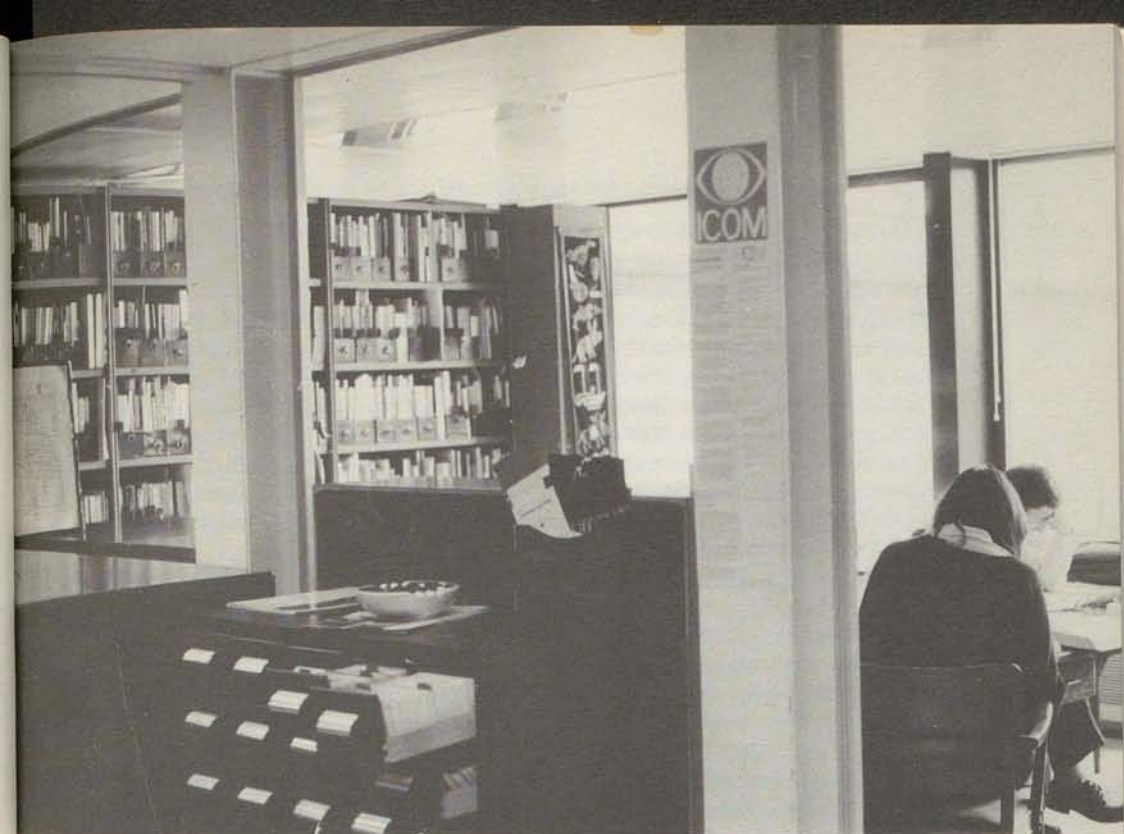
resources. Implicit in this, however, is not only the protection of the physical heritage but the recording of that heritage, past and present. Without this the quality of the understanding and the effective interpretation of the heritage will be severely limited.

It is perhaps at this point that I should use a specific museum example to illustrate my point. I use my own institution, because it is familiar to me rather than there being anything particularly unusual about its activities; nor has it yet developed its documentation to the level that I shall be advocating later. The Merseyside County Museums in their various aspects provide a service to well over a million people each year. In its central museum in Liverpool are housed some of the finest international collections in the UK outside of London. Through display and other interpretative media they provide opportunities not only for the indigenous population to achieve a better understanding of a heritage not their own but equally, where appropriate collections are available, for the not inconsiderable multi-racial element of the population to understand something of its own heritage. On the other hand the Museum collections relating to the County of Merseyside together with its Country Park and the historic house it administers all contribute to an increased familiarity and therefore better understanding of the local heritage. This work cannot be effective, however, without back-up documentation; nor is this documentation only related to the collections. Effective decision-making and operation in protecting and using the heritage is of necessity based on adequate information: records of the effectiveness of the operation; of the effect of the operation on the heritage; of the heritage itself. A further important service has developed from the latter in that the Museum's biological and developing archaeological records of the local environment are being used increasingly by the local authorities in development, planning, and control to achieve a better protection of that heritage.

The nature of the documentation

Documentation to exercise the heritage function in the museum context has therefore a number of roles to play. It embraces not only the resource that makes the function possible but also information about the performance and exercising of that function itself. The information, therefore, is likely to be in a wide variety of forms: statistical, descriptive, or bibliographic; written, verbal, or visual.

Documentation, then, is the means whereby information or evidence necessary to exercise a particular function is made readily available. Technically museum specimens are documents in themselves and indeed constitute a primary source; for the purposes of this paper, however, I am concerned with documentation arising from the primary sources of the heritage and their use. This means therefore that the documentation is not static; it does not constitute a once and for all gathering of information but is a continuing process. Indeed the exercise of the heritage function itself generates information and, therefore, documentation: this may occur



14. UNESCO-ICOM Documentation Centre (Photo: R. Sadler)

through the collection of items or of data relating to the heritage; it may be a record of conservation work or the results of research undertaken; it may be the generation of catalogues or publications; it may result from the usage of a particular environment or item; it can relate to the public response to a particular activity in a variety of terms. All, and much more, is legitimate documentation in the context of protecting our heritage.

At this point it is necessary to pause and recall the nature of the heritage and the agencies involved in its protection. The heritage is not only multidisciplinary in character but involves the movable item with which museums are traditionally associated and also sites and monuments for which increasingly, but by no means exclusively, museums are becoming involved. Further there are signs that the agencies now concerned with the protection of the heritage generally are becoming more diverse as the reasons for this work increase: for education, tourism, and leisure provision, etc. An agency whose prime concern is to promote tourism, for example, may well find that its principal objective is in direct conflict with the protection of an aspect of our heritage. With the lack of a cohesive profession concerned with sites and monuments in certain States this could be critical to the realization of long-term protection, but the problem is equally relevant in the museum context. The availability of adequate documentation about the protection of the heritage has particular relevance here.

At an international level the non-governmental organizations with responsibility for our heritage maintain separate identities of which this Council and its sister organization the International Council of Monuments and Sites are deeply involved. There are however other bodies such as the International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), the International Federation of Landscape Architects (IFLA) and the International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property, all of which could make important contributions to the documentation of our heritage. The multidisciplinary nature of the subject and the diversity of the organizations concerned with it call for the closest collaboration to achieve effective documentation and UNESCO is well aware of this. Nor can we ignore the fact that much of the material held by museums is divorced from its true environment and that it will be through documentation that information about its original context is preserved.

Clearly a systematic approach is necessary in amassing this diversity of documentation for the efficient exercise of the heritage function. For ease, documentation is divided here into three groups: reference documentation, the strongest component of which is likely to be published sources; resource documentation which constitutes the record of the heritage resource available for use; and operational documentation which records past operation and its effectiveness. It should be noted at the outset that none of these groups of documentation is mutually exclusive to the various users and also that all of these groups are an essential requirement, but at very different content levels, whether the heritage activity is being undertaken in the museum context or out of it, or as a world or local operation, a point to which I shall return.

Reference documentation

On the international museological scene, the UNESCO-ICOM Documentation Centre is pre-eminent in this area. Containing over 50,000 publications, including maps and photographs, it provides a reference source for the protection of the international heritage, as it relates to museums. This provides the museum world with a central repository of reference material and an information service. The success of this service relies in no small measure on members and others providing reference material and I would like to take this opportunity, on behalf of the Centre, of thanking all those who send their publications freely for this purpose. In doing so this allows ICOM to service UNESCO, the general public and, not least, its own membership in this increasingly important field. If anyone present is not supplying copies of their documentation to the Centre, I would seek your co-operation in this as soon as you return to your museum.

The first documentation requirement then is to provide access to evidence of previous and current experience in the protection of the heritage. This provides the basis on which those concerned with

determining policy can assess the success of previous programmes, their legal framework, the details of their technical approach to the problem and the effectiveness of the resulting operations. Reference documentation also provides an important component in the training of those concerned with the protection of our heritage and for those involved in the implementation of such programmes.

But the question must be asked whether a single reference documentation source for the world is adequate to meet the increasing demands that will be made on it. The answer clearly is no! In this connection the Documentation Centre has since 1971 been preparing microfiche copies of certain of its holdings to make its documentation available for regional or even national centres; this has been undertaken with the aid of a grant made available through the Smithsonian Institution where copies of the microfiches are held.

It is not necessary here to do more than underline the importance of reference documentation as an aid in the protection of the heritage. What is necessary, however, is efficient ready access to the relevant documentation. At present the UNESCO-ICOM Documentation Centre operates a manual retrieval system but with the increasing volume and usage of the documentation, the need for deeper indexing and collaboration with other cognate organizations in such a field as the international heritage, mechanized retrieval methods must be introduced to maintain and increase efficiency.

Resource documentation

This is a key area. If the heritage resource is unknown, its protection cannot be achieved. At present many institutions have records of their holdings but apart from relatively few published catalogues—mainly in the art field—this vital evidence is not widely available. Without it effective decisions cannot be made at a national or international level on the priorities or the need to collect and protect particular aspects of our heritage; nor can the individual institution do so if its records are inadequate and this seems to apply to many museums throughout the world. Until minimum standards of museum documentation have been achieved, the museum operation will remain inefficient through unnecessary duplication of collecting and a lack of information about its resources to maximize their use for research and interpretative work.

This problem has been exercising the minds of the ICOM International Documentation Committee and its working party on the documentation of museum collections for a number of years. In its 1975-76 programme UNESCO took up the question of modern methods of inventorying movable cultural property and arranged a meeting of experts on the subject in Barcelona last October in co-operation with the Spanish authorities. The following comments draw heavily on the various discussions that have taken place under the aegis of these two international bodies and within the Information Retrieval Group of the Museums

Association (IRGMA), an organization in the UK concerned with this but now superseded by the Museum Documentation Association (MDA).

Effective information about the heritage resource is dependent on up-to-date documentation. This is most likely to be found at a local level, in the institutions concerned with the protection of particular elements of our heritage. For international work, then, information should be available direct from the local source. The alternative is to duplicate the information and hold it in one or more locations; this however, is wasteful of effort and the information will also need to be constantly up-dated.

With modern information handling techniques the idea of an international documentation system drawing directly from local sources is not as cumbersome as it might first appear. Access to information by computer either through a network or via a communication format can be efficient, but the system must be well planned. There would appear to be a conflict here: should international requirements determine the way in which each institution records its information? What if the institution cannot justify the use of a computer for its own work?

Here I would like to refer briefly to the work being undertaken in the UK. The aim there has been to design a system with which curators have been fully involved, which if adopted widely enough will achieve a national standard for museum documentation. Throughout this work it was recognized that the individual museum had particular documentation requirements both in the information that it might wish to record and in the means used to gain access to this information. Accordingly a generalized indexing structure was designed within which any information could be accommodated; recognizing the nature of museum material—and indeed of our heritage generally—the system is multidisciplinary. Using this structure as the standard, recording forms may be designed to meet particular local requirements or if preferred the record cards designed to this specification and now being marketed in the UK can be used. These standard record cards are available for eight different disciplines but are designed to be used in a traditional, manually operated card index. The information is entered in natural language in the cards using the appropriate section of the card for the relevant information and observing necessary rules to maintain the standard. By observing these rules and the format of the card the information is automatically structured for use by computer should the need arise.

This work represents a vital first move towards better documentation practice in UK museums and towards the exchange of information on a national basis. If States can be urged to adopt a national policy on the documentation of their heritage it is then a relatively small step to contribute information to an international scheme concerned with the protection of the heritage. However the computer is a tool to store, organize, and transmit data and in no sense does it remove the need for the systematic gathering and recording of the information.

Operational documentation

I have introduced this third category to draw attention to the relative lack of information gathered and recorded about the operational aspects of the protection of our heritage. The management of our heritage, the experience of those involved in this work, the ways in which it is used are all important areas in the development of a policy towards the protection of the heritage. There is currently little information available on this.

If information of this nature is to be gathered for international purposes, then there is a strong case for the creation of standards in order that the interpretation of the data is meaningful. At present the information available is mainly in published form and not readily comparable. Publication may be the most appropriate means of disseminating such information but it will be of limited value unless it conforms to recognized standards.

The way forward

This completes a necessarily superficial review of documentation as an aid to the protection of the international heritage. Documentation clearly has a vital role to play at every stage of the work from policymaking to implementation. Although the subject has been reviewed mainly from a museum standpoint, nevertheless the principles involved in the work and the technical requirements to achieve it are common to the whole field of endeavour. Similarly if the documentation requirements of the different levels of operation, whether international, national or local, are reviewed it will be found that the majority of documentation sources required are common to them all and it is only the extent of the information requirement at different levels that varies. Then if you consider the museum contribution to the work, it cannot fail to be obvious that curators are dealing with an aspect of the heritage which has for practical reasons been divorced from the whole; in understanding it however, the wider implications of its human or natural context have to be taken into account.

The documentation requirements for the protection of the heritage must therefore reflect the interdisciplinary and inter-professional nature of the work. Indeed it could be argued that the heritage function, with its 'past-tense' connotations is no more than a part of the cultural continuum and that this too should also be considered in this context. However, at this stage, I shall only reiterate the main points of the museum documentation requirement.

First, the availability of reference documentation must be improved. As you will know discussions are taking place between UNESCO, ICOM, and ICOMOS regarding the documentation centres of the two non-governmental organizations and ways in which a service to cover the whole of the human and natural heritage can be provided for UNESCO. Clearly additional benefits should also accrue to the two Centres' clientele as a result of a wider based service but a number of issues have yet to be resolved and it would be premature for me to refer to them while

discussions continue.

The issue of resource documentation requires collaboration at all levels of operation. It would seem best achieved through national agencies who would be responsible for defining standards and encouraging the use of these standards at each of their institutions. Certain countries are more advanced in this work than others. However, this can only be considered as a long-term programme from which the exchange of information by machine between nations and for international purposes will become increasingly possible. In this area more than any other impetus is needed, for until good resource documentation is achieved decision-making on the heritage function must continue, at least partly, as an intuitive process and the heritage remain under-protected.

On the issue of the documentation of operational aspects of the heritage function, the matter is still in its infancy. Much can be learned from work in other fields but as a first step a detailed study, sponsored by an appropriate organization, is necessary. From this standards may be formulated and tested as a preliminary to recommending their wider use.

The development of documentation to meet the increasing demands on museums to protect the international heritage must have the highest priority. The resulting availability of information, however, will contribute to much more than the protection of the heritage. It will be the means whereby international contacts and exchanges between museums are developed. It will also contribute to the promotion of mutual cultural enrichment and understanding between nations. This is the significance of documentation in our conference theme this week.

Le musée dans la solution des problèmes sociaux et culturels

Marta Arjona

Directeur des Musées, La Havane, Cuba

Présidente du Comité national cubain de l'ICOM

Membre du Comité international de l'ICOM pour la Muséologie

Nous commencerons, en premier lieu, par éclaircir certains aspects contenus dans le titre de cet exposé, afin de mieux comprendre l'importance du rôle que jouent les musées dans le monde contemporain, en général, et surtout dans des pays comme le nôtre.

Pour cela nous aimerions partir du concept suivant: les musées n'offrent *de solutions aux problèmes sociaux et culturels* que s'ils appartiennent à une société socialiste car, à notre avis, ces problèmes sociaux et culturels ne peuvent trouver une solution que dans la conquête du pouvoir par les travailleurs. Sans cela, le facteur expressif d'un musée sera représenté par des positions idéologiques diverses, conformes aux intérêts de la classe dominante. Puisque pour nous il en est ainsi, selon des concepts philosophiques bien définis nous allons aborder le thème choisi en nous en tenant à notre expérience de pays sous-développé où l'on travaille dans tous les domaines dans le but de faire des progrès rapides et où les musées ont grandement *contribué* à la prise de conscience, par les masses, *des problèmes sociaux et culturels*, indispensable à leur évolution.

Or il faut dire que, suivant les principes généraux énoncés par l'ICOM, principes qui sont aussi les nôtres, les musées exercent partout dans le monde des fonctions générales et contribuent, dans n'importe quelle société, à la prise de conscience de l'importance des biens culturels, dans toutes les branches spécialisées. Les musées parviennent ainsi à résoudre des problèmes *ponctuels* ayant trait à la formation culturelle, historique, politique, scientifique, etc. Mais cela entre fondamentalement dans le cadre de l'éducation conçue comme élément d'information et de loisir et dans des groupes sociaux spécifiques; jamais d'une manière massive, pour des questions sociales *non résolues*. Pourrions-nous admettre que dans des sociétés où la plus grande partie de la population vit dans des conditions inhumaines, où les enfants souffrent de rachitisme par manque de nourriture, l'individu sans habits ni souliers, qui avance plongé dans des



15. Museo Emilio Bacardi, salle «Conquête et Civilisation», Santiago de Cuba (Photo: Museo Emilio Bacardi)

préoccupations primaires de subsistance, aille chercher dans un musée, quel qu'il soit, les solutions à son problème social?. Des enfants sans école et des adultes illettrés, victimes de la négligence officielle, vont-ils résoudre leur problème culturel dans un musée? Nous ne le croyons pas et nous sommes sûrs que même la personne la moins informée sera d'accord avec nous.

On a beaucoup parlé des musées d'histoire, car, à notre avis, ce sont ceux qui ont le plus de rapport avec les problèmes sociaux. Nous avons discuté bien des fois du phénomène des musées et de l'éducation. Au cours de ses trente ans d'existence l'ICOM a mené à bien un travail admirable dans ce sens, en offrant l'occasion de débattre, non seulement les solutions formelles de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel, mais aussi en favorisant, dans les échanges d'idées, la réalisation de ces idées sur le développement de la culture et de la société. Mais après ces trente années d'expérience, au cours desquelles ont eu lieu des événements et des bouleversements sociaux qui ont eu des répercussions mondiales, il faut utiliser un langage nouveau enrichi par l'histoire et par l'apport et le

sacrifice, des hommes qui l'ont faite, comme gage de reconnaissance pour leur abnégation et comme preuve de loyauté envers eux. Et pour cela nous devons nous défaire de nos préjugés car on ne peut fixer l'image dépouillée de tout élément didactique pour la transformer en objet de récréation visuelle et antécédent technique, ou pire encore, la dénaturer à cause d'engagements politiques, en défigurant un personnage pour cacher son essence historique.

Nous en avons un exemple à Cuba dans la personne de José Martí. On a tout à fait déformé son image et sa pensée, médiatisées au service des pires causes, au profit des intérêts politiques des gouvernements. José Martí fut un homme de pensée et d'action révolutionnaires, poète, précurseur de modernisme, critique d'art et journaliste. Il est l'un des fils les plus brillants et les plus généreux de l'Amérique du 19^{ème} siècle. On a commencé par l'appeler "l'apôtre" de notre indépendance. On a déformé son image en divinisant son génie intellectuel pour minimiser sa merveilleuse pensée anti-impérialiste. Sa maison natale était un musée aux teintes roses où l'on exposait ses objets personnels, où on lisait ses poèmes et où l'on disait la part qu'il avait prise à notre guerre d'indépendance, en laissant de côté les sources de sa pensée.

A présent le musée découvre le véritable Martí démystifié, intransigeant envers l'oppresseur, l'homme intégral qu'il fut. Mais pour en arriver à cette image, il a fallu compter sur un processus de transformation sociale sans lequel le directeur du musée n'aurait pu transmettre l'image réelle du personnage, malgré la connaissance qu'il eut pu avoir du développement de la muséologie et de la muséographie. Il lui aurait été plus difficile encore d'offrir des solutions aux problèmes sociaux et culturels en s'appuyant sur la pensée de Martí sans avoir à craindre des représailles de la part du régime au pouvoir.

On a créé une académie de muséographie qui n'est en réalité que le métier auquel doit être unie la création comme action incontestable qui transmet la manière de dire et de concevoir. Et la conception et l'idéologie sont inséparables.

Du point de vue théorique cela semble très simple mais, pour mettre en pratique ces principes avec des critères idéologiques visant à résoudre des problèmes sociaux et culturels, il faut que les masses jouent le rôle qui leur revient et que le peuple auquel elles appartiennent ait conquis le droit de parler pour lui-même.

Pendant la Révolution française, le peintre Louis David créa le premier musée de France avec les biens pris à la Monarchie et à sa cour corrompue. Mais, l'avait-il créé parce que, étant un artiste, il aimait les oeuvres d'art et les sauvait et les exposait simplement pour les conserver? Non. David réalisa un acte politique inspiré par l'idéologie de la Révolution. Il est certain que ce ne fut pas seulement une raison scientifique qui le poussa, mais bien plutôt le désir que ce peuple, qui venait de se libérer, put contempler les objets et les oeuvres d'art qu'il avait payés de son sang et dont la jouissance lui avait été défendue.

En 1918, lorsque Vladimir Ilich Lénine promulgua les décrets en vue de la protection du patrimoine national, il les rédigea dans un langage très clair, en expliquant le but de telles mesures; il se prononça en faveur de la démocratisation des institutions "artistico-illustratives". Cela veut dire que, idéologiquement, Lénine concevait déjà les institutions comme des musées *illustratifs*. Mais, illustratifs d'une façon abstraite? Non. Illustratifs de l'idéologie marxiste-léniniste qui avait coûté tant de sacrifices au peuple russe.

A Cuba une révolution a été nécessaire, avec tout ce que cela implique d'efforts, pour pouvoir résoudre les problèmes sociaux. En plus d'éduquer, de ré-éduquer, de former et de transformer, ce qui est sa tâche fondamentale, la Révolution s'est occupé des musées en tant qu'éléments d'appui indispensables en vue de développement social et culturel du pays. Mais d'abord, nous avons dû faire une révolution. Cela ne peut être autrement dans des pays opprimés et corrompus par une politique de concessions basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Je ne nie pas la possibilité du musée comme véhicule de développement culturel et social de l'homme; mais je demande aux collègues de l'ICOM de réfléchir à la radicalisation de leurs concepts. Nous devons entrer dans une période de "compromis visuels et didactiques", en allant au-delà de critères qui commencent à se couvrir d'une mince couche de poussière et penser aux grandes masses dépossédées qui attendent toujours de se voir représentées dans un musée comme un exemple de ce qui fut et ne sera plus jamais. Le jour où cet espoir deviendra réalité, nous pourrons parler sans crainte de la contribution des musées à la *solution des problèmes sociaux et culturels*.

7 Conclusions

La 11ème Conférence Générale—ICOM '77—a éveillé un réel intérêt, révélé par le nombre même de participants (1,500) et la diversité de leurs origines (89 pays). En dehors des réunions, les participants ont eu la possibilité de visiter les villes d'un pays au patrimoine culturel des plus riches. Avec les séances de travail alternèrent visites et excursions, réceptions et rencontres de toutes sortes. La très grande variété des activités proposées permit à chacun de découvrir et admirer les richesses de Léninegrad et Moscou; ils purent à loisir voir les expositions spécialement organisées à l'occasion de cette grande rencontre, assister à des concerts ou projections de films, pénétrer dans les laboratoires de conservation et des ateliers de restauration, domaines dans lesquels l'URSS excelle. Tout aussi enrichissants furent les contacts personnels qui trouvèrent en ces lieux le cadre approprié à leur développement.

Après trente années d'existence, l'ICOM n'a rien perdu de sa vitalité. La Conférence Générale a effectivement témoigné du renouveau qui s'est opéré au niveau de l'organisation toute entière. Elle a clairement marqué le passage d'une étape—la réforme, à une autre—l'épanouissement.

En effet, la 10ème Conférence Générale avait ouvert la voie au changement des structures et des conceptions par l'élaboration des nouveaux statuts. La 11ème Conférence Générale a permis de dresser un bilan des transformations et de l'évolution découlant directement de cette nouvelle vie de l'ICOM et par conséquent, d'aller plus loin dans l'affirmation des principes de notre organisation et dans les projets de réalisation de ses programmes.

Ainsi, la représentation géographique, plus complète qu'auparavant, est le signe d'une orientation nouvelle de l'ICOM. Lors de la Conférence, des réunions regroupant les Comités nationaux d'un même région—Afrique, Amérique Latine et Asie—fournirent l'occasion d'élaborer des plans d'action pour la réorganisation ou la réanimation d'organes de coordination, pour chaque région. L'accent fut mis notamment sur les échanges entre spécialistes et experts de la région, par l'intermédiaire desquels pourrait également s'organiser l'assistance technique. La mise en commun et la confrontation d'expériences sont une contribution certaine à l'esprit d'ouverture indispensable à un travail de coopération.

Par ailleurs, l'ICOM, en faisant porter ses efforts sur les problèmes

concernant directement les professionnels de musée, remplit son rôle en tant qu'organisation professionnelle. Une activité plus intense au niveau des organes de base de l'ICOM est la marque de l'évolution administrative; un soutien allant croissant leur a donné une nouvelle impulsion.

De nombreux Comités nationaux ont élargi et, de ce fait, rajeuni leur représentation lorsqu'ils n'ont pas totalement restructuré leurs secrétariats, comme ce fut le cas pour quelques uns. Des groupes de travail au sein même de certains Comités ont souvent permis la publication d'études et de répertoires de musées. Cependant, le travail d'approfondissement n'a pas été suivi par tous avec la même ardeur. Certains même n'ont pas encore mis en route la réforme statutaire. Afin de participer à la coopération internationale de façon active, ceux-ci ne devraient tarder à opérer les changements nécessaires malgré les entraves qu'ils peuvent parfois rencontrer.

Les Comités internationaux, avec une augmentation sensible du nombre de leurs membres, ont fortement ressenti l'impact de la réforme et, de ce fait, doivent faire face à certains problèmes d'ordre nouveau. Est-il possible de poser des limites à la croissance des Comités internationaux? Les statuts ne paraissent point aller dans ce sens.

Le Secrétariat de l'ICOM est disposé à coordonner, dans la mesure de ses possibilités, les activités de ses Comités et à leur apporter un soutien pratique réel, en liaison avec le Comité Consultatif. Il est important d'associer les Comités aux services d'ordre professionnel et technique rendus par le Secrétariat aussi bien à divers pays qu'à d'autres organismes internationaux. Il est primordial d'offrir à ces Comités les moyens de collaborer entre eux. Les travaux qu'ils ont déjà entrepris, ou qu'ils vont entreprendre, méritent cette coordination afin d'éviter tout chevauchement et de tendre ainsi vers une plus grande efficacité.

Pour la plupart d'entre eux, leur dynamisme a pu se mesurer par une volonté de se réunir, concrétisée par la fréquence des réunions tenues entre 1974 et 1977—plus de cinquante—qui ont regroupé environ 2,000 membres. Ceci prouve amplement l'intérêt porté par les membres de l'ICOM aux activités spécialisées qui leur sont proposées.

A Leningrad, du 18 au 22 mai, quatre matinées successives ont été consacrées aux Comités internationaux dont le nombre s'élève désormais à vingt-cinq, les cinq Associations affiliées étant incluses; en effet, deux Comités ont tenu leur première réunion: le Comité des Musées de Littérature et le Comité de Muséologie. D'autre part, nombreux ont été les Comités existants dont les bureaux se sont renouvelés. En raison du nombre élevé des membres, les réunions s'avèrent de plus en plus difficiles et les groupes de travail, efficaces et bénéfiques pour tous jusqu'ici, semblent constituer une expérience à renouveler et à étendre. Une meilleure communication à tous les niveaux, et plus précisément entre les différents groupes de travail, se présente comme le garant d'un travail efficace. Une collaboration étroite, non seulement permet d'éviter des répétitions fâcheuses, mais encore facilitera les nombreux travaux que ces

organes sont amenés à effectuer et plus spécialement dans le domaine des publications—qu'elles revêtent la forme d'études, de codes de déontologie, d'enquêtes, de bulletins d'information, de répertoires, de manuels—, dans l'ensemble révélatrices des tendances nouvelles et répondant aux besoins actuels des spécialistes.

La consultation fréquente et régulière de ces organes spécialisés est un facteur déterminant du rôle de l'ICOM au sein du monde professionnel; elle ouvre aussi la porte à une coopération plus marquée allant dans le sens de la résolution prise, à l'initiative de l'ICOM, lors de la 19^{ème} Conférence Générale de l'UNESCO.

Le thème central des séances plénières—*Musées et échanges culturels. Rôle des musées dans l'enrichissement mutuel des cultures et la compréhension entre les peuples*—est en lien direct avec ces recommandations que l'ICOM doit s'efforcer de soutenir au niveau pratique, et particulièrement par la coopération de ses musées.

Ce thème central rencontra un vif écho, prometteur pour l'avenir des activités tendant à des échanges plus nombreux, à tous les niveaux et dans des domaines variés. Chacun des trois sous-thèmes, traitant respectivement de l'ICOM face aux relations inter-muséales, des échanges internationaux sous diverses formes et de la protection du patrimoine culturel et naturel, complété par des rapports touchant des points précis, illustre la diversité des problèmes abordés; diversité qui se reflète dans les résolutions prises lors de cette 11^{ème} Conférence Générale.

A la lumière des expériences passées, les échanges culturels mis en place depuis quelques années déjà, demandent à être renforcés et revêtent des significations nouvelles. La 11^{ème} Conférence Générale a insisté sur l'importance d'une action concertée, tant sur le plan national que sur le plan international, en exigeant l'apport soutenu des membres même de la profession muséale. Cette coopération au niveau technique et professionnel se doit d'être l'instrument permettant une ouverture toujours plus large sur le public. L'étude des valeurs culturelles se double naturellement de leur propagation.

Dans un monde où le musée joue indéniablement un rôle grandissant dans la vie culturelle et sociale, les échanges culturels apparaissent l'outil privilégié pour un enrichissement mutuel des cultures nationales et internationales. Ces échanges trouveront leur plein épanouissement grâce, en premier lieu, à une évolution au sein du monde muséal.

Il est un premier souci qui est de connaître les richesses historiques, culturelles et naturelles et des les protéger. Ces richesses sont les témoins de l'histoire d'un pays et ses instruments de développement dans les domaines de la science, de l'éducation et de la culture. La propagation des recherches scientifiques contribuera à assurer leur protection et leur conservation. Les périodiques internationaux consacrés à ces recherches, afin de répondre à un besoin très net d'informations réciproques, exigent une coopération plus vaste dans leur organisation. Des contacts constants et soutenus entre les divers organismes internationaux et les musées s'imposent alors. Mais il

revient également aux gouvernements de tous les pays de renforcer leur action en faisant usage de moyens techniques les plus avancés et en améliorant ou en élaborant une législation adéquate.

L'échange d'un savoir technique est lié à un problème de communication que pourrait partiellement résoudre une politique de formation appropriée. Cette formation d'un personnel qualifié suscitera, à long terme, de plus amples échanges, favorisera une meilleure communication. Certes, les échanges de stagiaires et de spécialistes doivent rencontrer un appui favorable; mais il est également important de promouvoir des échanges d'expériences dans le domaine de la formation, de participer aux activités des centres internationaux de formation et d'encourager l'organisation de cours internationaux.

Dans diverses disciplines et notamment dans le domaine de la conservation, un besoin de spécialistes s'est fait sentir dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. L'expérience et les moyens dont disposent les organismes, les pays et les musées les mieux pourvus peuvent être d'un appui certain dans le développement d'une formation, accélérée peut-être, mais néanmoins efficace.

Facilitée par des contacts et des rencontres régulières, une meilleure communication entre spécialistes et entre institutions implique encore l'amélioration des moyens d'information. La compilation d'un dictionnaire de termes muséologiques offrant aux professionnels un langage commun s'impose. L'apport des Comités nationaux et internationaux de l'ICOM dans la réalisation de cet ouvrage se révèle tout à fait précieux. Par ailleurs, une documentation de qualité, base de toute activité muséale, doit être disponible pour tous. Afin d'établir des réseaux internationaux de données muséales, il est donc primordial de parvenir à une compatibilité, à l'échelon national et local, des systèmes documentaires existant à l'heure actuelle dans les musées. D'autre part, un projet de coordination entre les services documentaires des divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux concernés par la protection du patrimoine culturel est aujourd'hui à l'étude. La diffusion, à l'échelle mondiale, et l'échange des publications de musées mériteraient aussi une attention toute particulière.

Ces publications de musées relatives aux collections permanentes et aux expositions temporaires intéressent également un public de plus en plus tourné vers "d'autres cultures". A l'intention de ce public, des échanges d'expositions non seulement travailleront à l'enrichissement des cultures nationales, mais encore permettront une meilleure compréhension mutuelle qui reste l'un des objectifs principaux des musées.

Afin de faciliter et de stimuler ces échanges d'expositions à long terme ou à court terme, la recherche constante et la mise en oeuvre de moyens appropriés sont à encourager. D'une part, l'utilisation des réalisations modernes de la science et de la technique permettrait de résoudre certains problèmes de transport et d'exposition: les risques de perte ou de détérioration des objets originaux présentés seraient diminués. D'autre

part, le coût des échanges devrait faire l'objet d'études s'attachant notamment à trouver des méthodes d'assurance nouvelles. Dans ce domaine, l'appui des Etats et les garanties gouvernementales offrent une solution.

Les musées, par l'intermédiaire de ces expositions, vont au devant des visiteurs; mais de plus en plus nombreux sont les visiteurs qui vont au devant des musées. En effet, le nombre des touristes ne cesse d'augmenter. Une coopération suivie entre tourisme et musées visant à l'amélioration des structures d'accueil, au développement des publications sur les musées et leurs collections en plusieurs langues, ainsi qu'à la protection de l'environnement, assurerait une utilisation maximale des institutions muséales.

Enfin, la Journée internationale des Musées qu'il a été décidé d'organiser chaque année, est à la fois le symbole et le moyen d'une communication plus large et favorise une prise de conscience plus forte du rôle du musée, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de celui-ci. Les divers événements qui marquent cette journée—inauguration de nouveaux musées et d'expositions, rencontres avec les visiteurs, publications d'articles, discussions portant sur des points importants de la pratique et de la théorie muséales—non seulement attirent l'attention de l'opinion mondiale sur l'activité des musées, mais encore font connaître les buts, les fonctions et les activités de l'ICOM et de ses Comités.

Selon la Résolution 5 adoptée par la 12^{ème} Assemblée Générale, cette Journée internationale des Musées a eu lieu le 18 mai 1978, pour la première fois, et a connu un vif succès grâce à l'initiative de certains Comités nationaux et à la volonté de participation des musées.

A ces mêmes Comités et aux musées du monde entier, il est recommandé de prendre une part active à la préparation de l'Année internationale de l'Enfant, que célébreront les Nations Unies en 1979, en établissant des programmes concernant tout spécialement les enfants et en évaluant leurs résultats au moyen d'enquêtes.

La contribution de tous s'est concrétisée lors de la Journée internationale des musées qui se présente comme une prolongation heureuse de la 11^{ème} Conférence Générale et la preuve d'une rencontre fructueuse dont nous espérons renouveler l'expérience au Mexique en 1980.

Conclusions

The Eleventh General Conference — ICOM '77 — stirred a genuine interest among ICOM members, as witnessed by the number of participants (1,500) and the broad diversity of their countries of origin (89). In addition to attending meetings, participants were able to visit cities in a country possessing one of the richest cultural heritages in the world. Working sessions alternated with visits and excursions, receptions and gatherings of all sorts. The splendours of Leningrad and Moscow were discovered and admired through the wide scope of activities offered to participants, among which were visits to specially organized exhibitions, concerts and films, tours of conservation laboratories and restoration workshops, a field in which the USSR excels. Just as enriching were the numerous personal contacts so favourably enhanced by the setting.

After thirty years of existence, ICOM is as active as ever, with the General Conference bearing witness to the strengthening of the Organization. It clearly emphasized the transition from the stage of statutory reform to that of full development.

The Tenth General Conference opened the way for a change in structures and ideas by drawing up a new set of statutes. The Eleventh General Conference evaluated these changes and the progress directly resulting from this new momentum given to ICOM, which thus went a step further in affirming its principles and plans for implementing its programme.

The geographic representation, more comprehensive than before, is a sign of a new direction taken by ICOM. During the Conference, meetings of National Committees for the same region — Africa, Latin America, and Asia — allowed for plans of action to be drawn up concerning the re-organization or re-animation of co-ordinating bodies in each region. Particular emphasis was placed on exchanges between specialists and experts in the region, through whom technical assistance could also be organized. Sharing and comparing experiences is an invaluable contribution to the climate of open-mindedness so necessary for successful teamwork. In giving attention to problems directly related to museum professionals, ICOM fulfils its primary role as a professional organization. The intensified activities of ICOM's component bodies are signs of administrative progress, and this ever-increasing support has given them

new impulse.

Many National Committees have enlarged and at the same time rejuvenated their representation, some going so far as to totally restructure their secretariats. The publication of studies or museum directories was undertaken by working groups in some of these Committees. This thoroughness, however, has not been followed to the same degree by all Committees; some have unfortunately not yet begun to implement the statutory reforms. In order to actively participate in international co-operation, these Committees should make the necessary changes as soon as possible in spite of the difficulties that may be encountered.

With a notable increase in membership, the International Committees have strongly felt the impact of the reform, and now find themselves confronted with new problems. Is it possible to limit the membership of an International Committee? The Statutes do not seem to be in favour of such a policy.

Within its limits, the ICOM Secretariat is at the disposal of these Committees to help co-ordinate their activities and offer practical support, in liaison with the Advisory Committee. It is important that the Committees be associated with the professional and technical services rendered by the Secretariat to countries and other international organizations, and that they be given the means to collaborate among each other. The work that they have already undertaken, or that planned for the future, is worthy of this co-ordination in order to avoid overlapping and thus strive for greater efficiency.

The fifty-odd meetings held by the International Committees between 1974 and 1977, gathering in all approximately 2,000 members, underline their determination to meet and is proof of their vitality and the interest that ICOM members have in the specialized activities offered.

In Leningrad, from 18 to 22 May 1977, four successive mornings were dedicated to meetings of International Committees, now numbering twenty-five including Affiliated Associations. Two Committees met for the very first time: the Committee for Literature Museums and the Committee for Museology. Many Committees elected new Boards. Because of the number of members, the organization of meetings has become more and more difficult and the working groups, which have always proved helpful and effective, must be continued and expanded. Improved communication at all levels, but particularly among these working groups, would best ensure efficiency. Joint co-operation would not only help avoid unnecessary overlapping, but would further facilitate the work carried out, particularly in the area of publications, exposing new trends and responding to the current needs of specialists, be these studies, codes of ethics, surveys, newsletters, directories, or handbooks.

The frequent and regular use of these specialized bodies in an advisory capacity is a determining factor in ICOM's role in the professional world, and also opens the way for joint co-operation, as suggested in the resolution proposed by ICOM and adopted by UNESCO at its Nineteenth

General Conference.

The general theme of the plenary sessions, *Museums and cultural exchange. The role of museums in promoting mutual cultural enrichment and understanding among nations*, is directly linked to the recommendations that ICOM is striving to maintain at the practical level, particularly through co-operation among its museums. This theme met with favourable reactions, promising for the future an increase in activities particularly in the area of exchanges, at all levels and in all areas. Each of the three sub-themes, further developed through reports on specific topics, shows the diversity of subjects dealt with: ICOM and the development of relations between museums, the different types of international exchanges, and the protection of cultural and natural heritage. This diversity was reflected in the resolutions adopted during the Conference.

In the light of past experiences, the cultural exchanges implemented during the past years now assume new meanings and must be reinforced. The Eleventh General Conference stressed the importance of concerted action at both the national and international level by calling for supportive aid from museum professionals themselves. This co-operation at the professional and technical level should serve as the instrument for ever-increasing open-mindedness *vis-à-vis* the public. The study of cultural values goes hand in hand with their dissemination.

In a world in which the museum undeniably plays a growing role in cultural and social life, cultural exchanges are a vital instrument for mutual enrichment of national and international cultures. These exchanges will flourish because of, initially, the progress being made within the museum world. It is of primary importance to recognize and protect historic, cultural, and natural heritage, witnesses to the country's history and tools for scientific, educational, and cultural development. The diffusion of scientific techniques will contribute to their protection and conservation.

In order to fulfil the need for reciprocal information, international periodical publications in this field require broader co-operation in their organization. Steady and supportive relations between international bodies and museums are thus essential. But it is likewise the task of governments to reinforce their action by utilizing the most advanced technical means available and by improving or making laws applicable in this domain.

The exchange of technical knowledge is also linked to a problem in communication that could be partially solved by an appropriate policy on the training of qualified personnel, which in the long run will help to encourage exchanges and improve communication. Exchanges of trainees and specialists must be supported, but it is equally as important to promote an exchange of experiences in the area of training, participate in the activities of international training centres, and encourage the organization of international courses.

The need for specialists in several disciplines, but particularly in that of conservation, has been felt in many countries in Asia, Africa, and Latin

America. The experience and means of the more favoured organizations, countries, and museums can be of primary assistance in developing accelerated but nonetheless effective training facilities.

Improved communication between both specialists and institutions is facilitated by personal contacts and regularly organized gatherings. This also implies further progress in information techniques. There is a need for the compilation of a dictionary of museological terms to encourage mutual understanding among professionals, and the support of ICOM's National and International Committees in this area is indispensable. Quality documentation, the basis of all museum activity, must be at the disposal of all. In order to establish an international network of museological data, it is essential that compatibility be achieved at a national and local level between the documentation programmes presently existing in museums. Plans to co-ordinate the documentation services of various governmental and non-governmental bodies concerned with the protection of cultural heritage are currently being studied. Worldwide diffusion and the exchange of museum publications should also be examined.

Museum publications on permanent collections and temporary exhibitions are also of interest to a public having become increasingly oriented towards 'other cultures'. Exchanges of exhibitions aimed at this public will not only promote the enrichment of national cultures, but will also allow for improved mutual understanding, one of the principal objectives of the museum institution.

In order to facilitate and stimulate these long- and short-term exchanges, constant research and the implementation of adequate means must be encouraged. The use of modern scientific and technical achievements would allow problems in transport or exhibition display to be solved; the risk of loss or damage to original objects would be decreased. A cost study for exchanges should be undertaken, particularly related to finding new methods of insuring objects. The support of governments and the availability of governmental indemnities would offer a solution to this problem.

Exhibition exchanges are a way of bringing the museum to the visitor. But in fact, there is a steadily increasing number of tourists visiting museums. Regular co-operation between tourism and museums, aiming at the improvement of reception facilities, the development of multilingual publications on museums and their collections, as well as the protection of the environment, would ensure maximum use of the museum institution.

Finally, International Museum Day, to be organized each year, is both a symbol and a means of broader communication encouraging greater awareness of the role of museums, both inside and outside the institution. The opening of new museums and exhibitions, gatherings with museum visitors, published articles, discussions on the major points of museum practice and theory — all the various events celebrating this occasion not only draw the public's attention to the activities of museums, but also make known the goals, functions, and activities of ICOM and its

Committees.

In accordance with Resolution 5 adopted by the Twelfth General Assembly, International Museum Day took place for the first time on 18 May 1978 and was most successful thanks to the initiatives of certain National Committees and the desire of museums to participate in this event.

We recommend that these same Committees, and museums throughout the world, play an active role in preparing the International Year of the Child, to be celebrated by the United Nations in 1979, by setting up programmes dealing with children, which would be subsequently evaluated through surveys.

International Museum Day 1978, as an extension of the Eleventh General Conference, reflects the support and contributions of all, and is proof of the fruitful encounter which we hope will be renewed in Mexico in 1980.